

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 octobre 2022

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Justice

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 oktober 2022

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

Justitie

Voir:

Doc 54 **2934/ (2022/2023):**

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 012: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

Zie:

Doc 54 **2934/ (2022/2023):**

001: Lijst van Beleidsnota's.
002 tot 012: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

08060

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Le nouveau départ pour la justice a commencé par l'écoute du terrain: les victimes, les citoyens, les entreprises et les 27.000 personnes motivées qui travaillent pour la Justice. Grâce à cette démarche, informés des insuffisances et des besoins concrets, mais aussi des nombreux projets innovants constatés lors de nos visites sur le terrain, nous nous sommes mis au travail pour rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme.

Plus rapide, grâce à l'arrivée de nombreux talents supplémentaires, à une numérisation poussée, à des infrastructures modernes, à de meilleurs délais de traitement des processus et à une législation moderne.

Plus humaine, grâce à une meilleure prise en charge et assistance des victimes, à une détention qui a du sens, à l'égalité d'accès à la justice, à la lutte contre les addictions et contre l'industrie de la dette ainsi qu'à la protection des enfants.

Plus ferme, grâce à l'exécution de toutes les peines, à une politique de réaction immédiate, à un nouveau Code pénal et à un durcissement du droit pénal sexuel. Mais aussi grâce à des services de sécurité robustes, à une meilleure coopération entre l'ensemble des partenaires et à l'utilisation de technologies innovantes.

Après deux ans, les résultats sont de plus en plus visibles. Chaque jour, la justice devient plus rapide, plus humaine et plus ferme. Cette évolution se traduit dans des réalisations concrètes, des améliorations et des simplifications sur le terrain ainsi que dans les domaines de la législation et de la politique menée. Les formalités administratives deviennent de moins en moins laborieuses.

Dans la présente note de politique générale, à mi-parcours de la législature, vous trouverez un état des lieux et une vue d'ensemble des projets prévus pour l'année à venir. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers nos partenaires de la Team Justice pour leur engagement et leur enthousiasme sans limite pour concrétiser ces projets.

1. Plus rapide

1.1. Une justice plus moderne

1.1.1. Un employeur attractif

Dès l'entame de la législature, nous avons exprimé notre ambition de devenir un employeur attractif. En effet, une justice plus rapide, plus humaine et plus ferme n'est possible que si nous retenons les nombreux talents qui travaillent déjà pour la Justice et que nous recrutons des personnes supplémentaires. Ces nouvelles forces sont

De nieuwe start voor justitie begon bij het luisteren naar het terrein: naar de slachtoffers, burgers, de ondernemingen en de 27.000 gemotiveerde mensen bij Justitie. Met de concrete noden en tekortkomingen maar ook de vele innovatieve projecten die we tijdens de terreinbezoeken zagen, zijn we aan de slag gegaan om justitie sneller, menselijker en straffer maken.

Sneller dankzij meer talent, doorgedreven digitalisering, hedendaagse infrastructuur, betere doorlooptermijnen van processen en een moderne wetgeving.

Menselijker dankzij de betere opvang en bijstand van slachtoffers, zinvolle detentie, gelijke toegang tot justitie, strijd tegen verslavingen, aanpak van de schuldindustrie en het beschermen van kinderen.

Straffer door het uitvoeren van alle straffen, een lik-op-stukbeleid, een nieuw Strafwetboek en een verstrenging van het seksueel strafrecht. Maar ook door robuuste veiligheidsdiensten, betere samenwerking tussen alle partners en gebruik van innovatieve technologie.

Na twee jaar zien we meer en meer resultaten. Elke dag wordt justitie sneller, menselijker en straffer. Dat vertaalt zich in concrete realisaties, verbeteringen en vereenvoudigingen op het terrein, op wetgevend vlak en op beleidsmatig vlak. Papierwerk wordt steeds meer mensenwerk.

In deze beleidsnota vindt u, halverwege de legislatuur, een stand van zaken en een vooruitblik op de plannen voor het komende jaar. We zijn onze partners van Team Justitie dankbaar voor hun tomeloze inzet en enthousiasme om dit mee mogelijk te maken.

1. Sneller

1.1. Een moderne justitie

1.1.1. Een aantrekkelijke werkgever

Van bij de start van de legislatuur spraken we de ambitie uit om een aantrekkelijke werkgever te worden. Een snellere, menselijkere en straffere rechtsgang is namelijk enkel mogelijk indien we de vele talenten die reeds bij justitie aan de slag zijn behouden en we extra mensen aantrekken. Die nieuwe krachten zijn nodig

nécessaires pour faire de la Justice un appareil d'état plus performant. Lors du lancement du projet "Nouveau départ pour la Justice" en juin 2021, nous avons annoncé que nous voulions renforcer davantage la Team Justice en engageant 1.400 nouveaux collaborateurs, dont quelque 900 auprès de l'Ordre judiciaire. De plus, 1.200 postes ont été ouverts pour l'administration pénitentiaire en 2022 afin de pourvoir les cadres du personnel des prisons existantes, et d'assurer l'ouverture des nouvelles prisons de Haren et de Termonde, ainsi que celle des maisons de détention.

Les chiffres de recrutement sont en hausse. Sur les 900 membres du personnel supplémentaires prévus pour l'Ordre judiciaire, quelque 750 ont déjà été recrutés. De même, plus de 780 personnes ont été recrutées en 2022 pour l'administration pénitentiaire. Cela montre que peu à peu, la Justice se repositionne en tant qu'employeur attractif sur le marché du travail. Nous poursuivons sur notre lancée. C'est pourquoi, les campagnes "C'est Just", "#deviensmagistrat" "Aan de bak in den bak" se poursuivront sans discontinuer. Avec cette dernière campagne, la Justice était présente aux festivals avec un stand emploi et plusieurs salons de l'emploi figurent au programme de l'année prochaine. Nous continuons à investir dans la promotion de notre image de marque en tant qu'employeur et élaborons également des campagnes pour d'autres fonctions au sein de la Justice.

Bon nombre de magistrats ne peuvent imaginer un plus beau métier, mais pourtant il n'est pas évident de pourvoir tous les postes vacants. En collaboration avec le Conseil supérieur de la Justice, les **procédures de sélection** ont été examinées pour voir dans quelle mesure elles pouvaient être adaptées en vue d'attirer de nouveaux candidats souhaitant s'engager dans cette carrière au service de la société. Les programmes d'examen ont été adaptés afin de permettre aux candidats de choisir parmi un large éventail de domaines, ceux dans lesquels ils souhaitent présenter l'examen. De cette façon, des juristes spécialisés seront également plus motivés pour se porter candidat. Au cours de la présente législature, nous introduisons également un **statut social** pour les magistrats. En outre, nous améliorons le statut du personnel judiciaire en l'alignant davantage sur celui de la fonction publique fédérale. Nous veillons à une **politique d'évaluation moderne pour les magistrats** et nous alignons le système d'évaluation du personnel judiciaire sur celui de la fonction publique fédérale. Pour ce faire, nous prenons les initiatives législatives et réglementaires nécessaires.

Le fait que les cadres légaux actuels, notamment de l'Ordre judiciaire, ne sont plus adaptés aux besoins et à la charge de travail d'aujourd'hui constitue un autre

om van justitie een performanter overheidsapparaat te maken. Bij de lancering van de Nieuwe start voor Justitie in juni 2021 kondigden we aan dat we Team Justitie bijkomend wilden versterken met 1.400 nieuwe mensen, onder wie zo'n 900 bij de rechterlijke orde. Daarnaast werden in 2022 voor het gevangeniswezen 1.200 vacatures opengezet voor de invulling van de personeelskaders van de bestaande gevangenis, de opening van de nieuwe gevangenis in Haren en Dendermonde en de detentiehuisen.

De rekruteringscijfers zitten in de lift. Van de 900 extra personeelsleden die voorzien werden voor de rechterlijke orde, werden er al zo'n 750 aangeworven. Ook bij het gevangeniswezen werden in 2022 al meer dan 780 mensen aangeworven. Dit wijst erop dat justitie zich stilaan terug op de arbeidsmarkt positioneert als een aantrekkelijke werkgever. We gaan verder op dit elan. Daarom worden de campagnes "Da's Just", #wordmagistraat en "Aan de bak in den bak" onverminderd voortgezet. Met die laatste campagne stond justitie met een jobstand op festivals en staan er het komende jaar verschillende jobbeurzen op het programma. We blijven inzetten op employer branding en werken ook campagnes uit voor andere functies binnen justitie.

Veel magistraten kunnen zich geen mooiere job voorstellen, maar toch is het niet evident om alle vacatures in te vullen. Samen met de Hoge Raad voor Justitie werd onderzocht hoe de **selectieprocedures** aangepast kunnen worden, met het oog op het aantrekken van nieuwe, geëngageerde magistraten. De examenprogramma's zijn aangepast, waardoor kandidaten uit een bredere waaier van domeinen kunnen kiezen waarin zij het examen willen afleggen. Ook gespecialiseerde juristen zullen op deze manier meer gemotiveerd zijn om zich kandidaat te stellen. Deze legislatuur voeren we ook een **sociaal statuut** voor magistraten in. Daarnaast verbeteren we het statuut van het gerechtspersoneel door het meer in overeenstemming te brengen met dat van het federaal openbaar ambt. We zorgen voor een **modern evaluatiebeleid** voor magistraten en brengen het evaluatiesysteem van het gerechtspersoneel in overeenstemming met dat van het federaal openbaar ambt. Hiertoe nemen we de nodige wetgevende en regelgevende initiatieven.

Een ander knelpunt is dat de huidige wettelijke kaders bij onder meer de rechterlijke orde niet meer zijn aangepast aan de hedendaagse noden en werklust.

point de difficulté. C'est pourquoi nous déposons un projet de loi permettant des **cadres flexibles** pour les magistrats et les greffiers. Grâce à cela, les collègues peuvent à l'avenir tenir compte de la charge de travail actuelle lors de l'affectation des effectifs. Ce même projet de loi prévoira davantage de possibilités d'avancement pour les référendaires, les juristes de parquet et les criminologues.

Ensuite, il est évident que les **greffiers** constituent des maillons indispensables au fonctionnement de la justice. Compte tenu de la numérisation et de l'évolution des besoins sur le terrain, nous lançons un exercice de réflexion en collaboration avec le Collège des cours et tribunaux. Nous prévoyons des moyens pour le projet "le greffier du futur", dans le cadre duquel nous réfléchissons ensemble avec des personnes du terrain sur la manière dont le rôle des greffiers évoluera à la suite de la transformation numérique de la Justice.

Pour l'**administration pénitentiaire**, une enquête auprès du personnel avait révélé que les uniformes très vieillot constituaient un point délicat. Dans l'intervalle, les nouveaux uniformes ont presque tous été livrés. Les dernières pièces arriveront cet automne.

Le personnel pénitentiaire est mieux soutenu sur le plan psychologique. Depuis l'été 2021, chaque incident critique d'agression qui se produit en prison est traité selon un protocole établi. De plus, lors de ce type d'incident, des **soins et soutien** sont assurés à tout moment par les équipes de prise en charge, non seulement pour le personnel directement impliqué mais aussi pour leurs collègues.

Nous avons encore lancé d'autres projets pour améliorer le bien-être au travail. Ainsi, un projet sur la déconnexion mentale a été lancé dans les prisons. Se déconnecter quotidiennement du travail est important pour retrouver une certaine paix mentale. Une enquête interne a révélé qu'une proportion importante du personnel des prisons est en proie à des difficultés dans ce domaine. Via des séances d'intervision, les participants apprennent les uns des autres à mieux gérer ce phénomène.

Une politique visant à soutenir psychologiquement les collaborateurs lors d'événements stressants est également en cours d'élaboration. Celle-ci est prévue tant pour le personnel des prisons que celui de l'Ordre judiciaire, car ils y sont souvent exposés. De même, les jurés qui auront participé à un procès d'assises pourront également y recourir. Pour permettre ce soutien psychologique, une convention a été signée avec un partenaire externe spécialisé. Nous soutenons également mieux nos collaborateurs dans leur réintégration

Daarom dienen we een wetsontwerp in dat **flexibele kaders** voor magistraten en griffiers mogelijk maakt. Hierdoor kunnen de colleges in de toekomst rekening houden met de huidige werklast bij de toekenning van de personeelsmiddelen. Datzelfde wetsontwerp zal voorzien in meer doorgroeimogelijkheden voor de referendarissen, parketjuristen en criminologen.

Voorts hoeft het geen betoog dat de **griffiers** onmisbare schakels zijn in de werking van justitie. Gelet op de digitalisering en de veranderende noden op het terrein starten we samen met het College van de hoven en rechtbanken een reflectieoefening op. We voorzien middelen voor het project 'griffier van de toekomst' waarbij we samen met de mensen op het terrein nadenken hoe de griffies zullen evolueren door de digitale transformatie van justitie.

Voor het **gevangeniswezen** bleek uit een bevraging van de personeelsleden dat de erg verouderde uniformen een heikel punt waren. De nieuwe uniformen zijn intussen quasi allemaal geleverd. De laatste stuks komen in het najaar van 2022 aan.

Het gevangenispersoneel wordt beter ondersteund op psychologisch vlak. Sinds de zomer van 2021 wordt elk kritiek incident van agressie in de gevangenis volgens een vastgelegd protocol behandeld. Ook is **opvang en ondersteuning** voorzien door de opvangteams, niet enkel voor de rechtstreeks betrokken personeelsleden maar ook voor hun collega's.

We lanceerden nog andere projecten om het welzijn op het werk te verbeteren. Zo werd in de gevangenis een project rond mentale loskoppeling opgestart. Dagelijks loskoppelen van het werk is belangrijk om tot mentale rust te komen. Een interne bevraging heeft aangetoond dat een aanzienlijk deel het personeel binnen de gevangenis hiermee worstelt. Via interviewsessies leren deelnemers van elkaar hoe ze hier beter mee kunnen omgaan.

Er werd eveneens gewerkt aan een beleid om medewerkers psychologisch te ondersteunen bij stressvolle gebeurtenissen. Dit wordt voorzien voor zowel het personeel in de gevangenis als de rechterlijke orde, omdat zij hier vaak aan worden blootgesteld. Ook juryleden die deelgenomen hebben aan een assisenproces zullen hierop beroep kunnen doen. Om deze psychologische ondersteuning mogelijk te maken, werd een overeenkomst afgesloten met een gespecialiseerde externe partner. We ondersteunen onze medewerkers

après une maladie de longue durée. Ces projets seront poursuivis en 2023.

Le soutien psychologique prévu pour les collaborateurs et les autres mesures visant à faire en sorte que la Justice devienne un employeur attractif, s'inscrivent dans l'ODD 8 "Travail décent pour tous".

Une société en constante évolution requiert également une formation continue pour notre personnel à la Justice. L'année dernière, l'**Institut de Formation Judiciaire** a organisé plusieurs formations afin de familiariser les magistrats et le personnel judiciaire avec les toutes dernières évolutions. En 2021-2022, nous avons principalement mis l'accent sur les violences sexuelles et intrafamiliales, la cybercriminalité, l'exécution des courtes peines, les enquêtes pénales, et le trafic et la traite des êtres humains. Au total, il y a eu 23.624 participants aux formations, certains magistrats et membres du personnel judiciaires ayant suivi plusieurs formations. L'année prochaine, nous poursuivrons assurément dans cette voie.

1.1.2. Modernisation des professions d'avocat, d'huissier et de juriste d'entreprise

Nous faisons de la justice un employeur attractif non seulement pour ses propres rangs, mais aussi pour les milliers de personnes externes avec lesquelles elle travaille. Un problème qui dure depuis des décennies est celui des longs délais de paiement des experts, des spécialistes, des prestataires de services, des traducteurs et des interprètes. Par le passé, ce problème a fait que de moins en moins de personnes étaient disposées à collaborer avec la Justice. C'est pourquoi nous avons fortement investi dans l'amélioration des délais de paiement, via l'application en ligne **Justinvoice** par laquelle les factures peuvent être soumises et suivies. Le délai moyen de paiement des factures soumises est ainsi passé de 50 à 15 jours. Ce n'est qu'une première étape. Nous sommes en train de cartographier l'ensemble du processus de bout en bout des frais de justice en vue de prévoir un flux numérique complet.

Grâce à la création du **registre numérique** des experts judiciaires, des traducteurs et des interprètes en mars 2022, nous répondons également à une aspiration relayée depuis une dizaine d'année par ces secteurs. Les citoyens, les entreprises et autres autorités peuvent ainsi consulter de manière efficace et conviviale cette base de données - qui contient plus de 4.500 personnes - pour faire appel à un expert en qualité. Auparavant, il fallait se rendre en personne dans les tribunaux locaux. Le fait que le registre national soit bien souvent consultés par plus de 1.000 visiteurs par jour, démontre la nécessité de rendre cette base de données accessible au public.

ook beter bij hun re-integratie na langdurige ziekte. Deze projecten worden in 2023 voortgezet.

Het psychologisch ondersteunen van de medewerkers en de andere maatregelen die ervoor zorgen dat justitie een aantrekkelijk werkgever wordt, kunnen gekaderd worden in SDG 8 "Waardig werk voor iedereen".

Een maatschappij die constant evolueert, vergt ook een constante bijscholing van onze mensen bij justitie. Het **Instituut Gerechtelijke Opleiding** organiseerde het voorbije jaar verschillende opleidingen om magistraten en gerechtspersoneel beter vertrouwd te maken met de nieuwste evoluties. In 2021-2022 lag de focus vooral op seksueel en intrafamiliaal geweld, cybercrime, de uitvoering van korte straffen, strafuitvoeringsonderzoeken, mensenhandel en mensensmokkel. In totaal waren er 23.624 deelnemers voor de opleidingen, waarbij sommige magistraten en gerechtspersoneelsleden meerdere opleidingen volgden. Het komende jaar zetten we dit onverminderd verder.

1.1.2. Modernisering advocatuur, gerechtsdeurwaarders en bedrijfsjuristen

Niet alleen in eigen rangen maken we van justitie een aantrekkelijke werkgever, maar ook voor de duizenden externen met wie het samenwerkt. Een probleem dat al decennia aansleept, zijn de lange betalingstermijnen van deskundigen, experten, dienstverleners, vertalers en tolken. Dit zorgde er in het verleden voor dat steeds minder mensen met justitie wilden samenwerken. Daarom wordt sterk ingezet op het verbeteren van die betaaltermijnen, via de online applicatie **Justinvoice** waar facturen kunnen ingediend en opgevolgd worden. De gemiddelde betalingstermijn van een ingediende factuur daalde zo van 50 naar 15 dagen. Het is slechts een eerste stap. Momenteel brengen we het hele end-to-end proces van de gerechtskosten in kaart met het oog op een volledige digitale stroom.

Met de oprichting van het **digitaal register** voor gerechtsdeskundigen, vertalers en tolken in maart 2022 komen we bovendien tegemoet aan een tien jaar oude verzuchting vanuit deze sectoren. Burgers, bedrijven en andere overheden kunnen zo op een efficiënte en klantvriendelijke manier deze databank - die meer dan 4.500 personen bevat - consulteren om beroep te doen op een kwaliteitsvolle expert. Vroeger diende men zich hiervoor fysiek te verplaatsen naar de lokale rechtbanken. Dat het nodig was om deze databank te ontsluiten, bewijst het feit dat het nationaal register vaak meer dan 1.000 bezoekers per dag kent. Ook andere

De même, d'autres services publics sont également demandeurs pour utiliser cette base de données. Ce point sera développé plus avant. Une séance d'information a été organisée en collaboration avec l'Association professionnelle des interprètes en langue des signes flamande afin d'inclure davantage d'interprètes en langue des signes flamande dans le registre national. Avec succès. Nous réitérerons cette initiative du côté francophone.

Par ailleurs, nous nous investissons également pour **moderniser la profession d'avocat**. Les rapports "Horizon 2025" (2015) et "L'avenir de la profession d'avocat" (2018) n'ont pas encore pu conduire à des adaptations significatives de la profession. Nous entreprenons cette modernisation en collaboration avec le barreau et en étroite concertation avec *avocats.be* et *advocaat.be*. Dans l'intervalle, en collaboration avec les barreaux, la condition de nationalité pour les avocats a été supprimée et remplacée par une condition de diplôme.

Les indemnités allouées aux avocats *pro deo*, pour lesquelles la Justice est responsable, ont également été revues. Les indemnités sont basées sur une nomenclature fixée, une redevance par point. Depuis la réforme de 2016, la valeur d'un point était toujours de 75,09 euros. L'année dernière, il a été décidé d'indexer la valeur du point en fonction de l'évolution de l'indice de santé, en partant de l'année de référence 2016. Désormais, la **valeur d'un point** s'élève à 81,23 euros. L'année prochaine, nous améliorerons les procédures internes afin que les honoraires puissent être versés plus rapidement, tout en évitant les risques d'abus du système de points. Nous soumettrons un avant-projet au gouvernement pour garantir des indemnités et des versements stables et dans le cadre duquel le contrôle de la qualité sera renforcé.

En 2021, nous avons déjà entrepris un certain nombre de démarches pour moderniser **la profession d'huissier de justice**. L'arrêté royal permettant la vente publique de biens mobiliers en ligne et l'arrêté royal visant à étendre le Registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice aux actes non signifiés ont déjà été adoptés.

Juste avant l'été 2022, le gouvernement a approuvé un projet de loi sur la modernisation de la profession. Ce projet de loi traite du statut, de la limite d'âge, du certificat de stage numérique, de la procédure de nomination et de l'optimisation de la législation existante autour du Fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif des dettes et de protêt. Il a été soumis à l'avis du Conseil d'État et de l'Autorité

overheidsdiensten zijn vragende partij om gebruik te maken van deze databank. Dit wordt verder uitgewerkt. In samenwerking met de Beroepsvereniging Vlaamse Gebarentaal Tolken werd een infosessie gehouden om meer Vlaamse tolken gebarentaal op te nemen in het nationale register. Met succes. We zullen dit initiatief herhalen langs Franstalige zijde.

We zetten ons daarnaast ook in voor de **modernisering van de advocatuur**. De rapporten Horizon 2025 (2015) en De toekomst van het advocatenberoep (2018) konden nog niet tot betekenisvolle aanpassingen van het beroep leiden. We pakken de modernisering aan samen met de advocatuur en in nauw overleg met *advocaat.be* en *avocats.be*. Intussen werd in samenwerking met de balies de nationaliteitsvoorwaarde voor advocaten afgeschaft en vervangen door een diplomavorwaarde.

Ook de vergoeding van *pro deo*-advocaten, waar justitie voor instaat, werd herbekeken. De vergoeding gebeurt aan de hand van een vastgelegde nomenclatuur, een vergoeding per punt. Sinds de hervorming uit 2016 bedroeg de waarde van een punt steeds 75,09 euro. In het voorbije jaar is beslist om de puntwaarde te indexeren in overeenstemming met de evolutie van de gezondheidsindex, vertrekkende vanaf het referentiejaar 2016. De **waarde van een punt** bedraagt voortaan 81,23 euro. Het komende jaar verbeteren we de interne procedures om in een snellere uitbetaling van de vergoedingen te kunnen voorzien, zonder dat daarbij misbruik van het puntensysteem mogelijk is en leggen we een voorontwerp voor aan de regering om een stabiele vergoeding en uitbetaling te garanderen, waarbij het toezicht op de kwaliteit van de prestaties wordt versterkt.

In 2021 hebben we al een aantal stappen ondernomen om het beroep van **gerechtsdeurwaarder** te moderniseren. Het koninklijk besluit dat online openbare verkoop van roerende goederen mogelijk maakt en het koninklijk besluit om het Centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders uit te breiden naar niet-betekende akten, werden reeds aangenomen.

Net voor de zomer van 2022 keurde de regering een wetsontwerp goed met betrekking tot de modernisering van het beroep. Dit wetsontwerp behandelt het statuut, de maximale leeftijd, het digitale stagecertificaat, de benoemingsprocedure en de optimalisering van de bestaande wetgeving rond het Centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest. Het is voor advies aan de Raad van State

de protection des données. Après la deuxième lecture, il sera déposé au Parlement avant la fin de l'année.

Le cadre juridique de l'Institut des **juristes d'entreprise** est en cours de révision. L'arsenal disciplinaire de l'Institut sera en effet modifié pour inclure notamment des modalités en cas de suspension ou de radiation. Désormais, il sera également possible de coopter un membre lorsqu'un mandat devient vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale. La confidentialité des avis des juristes d'entreprise est étendue à la correspondance interne et aux documents préparatoires s'y rapportant.

1.1.3. Modernisation du notariat

La réforme du notariat, approuvée en Conseil des ministres, comporte deux volets et prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2023.

L'arrêté relatif aux tarifs a été modifié. Les **honoraires** pour l'achat d'un logement familial ont été réduits de 10 % en moyenne, conformément à l'accord de gouvernement. Pour l'acte de crédit, une réduction forfaitaire de 20 % des honoraires est d'application sur toutes les tranches. La réduction des honoraires s'applique à l'achat d'un logement en pleine propriété effectué par des personnes physiques. Il doit s'agir de son propre et unique logement. Les frais administratifs ont été fixés sur une base forfaitaire à respectivement 750 euros et 550 euros pour l'acte d'achat et l'acte de crédit. Cette mesure vaut pour l'ensemble des actes immobiliers et remplace les frais (acte d'achat + acte de crédit) qui pouvaient au total facilement grimper jusqu'à 2.000 euros.

Cette réforme rendra 98 % des achats de logements moins chers. Concrètement, pour un logement médian de 232.500 euros, les frais de notaire baissent de 1.102,31 euros, soit de 25 %. Pour les habitations les plus chères, dont le prix dépasse les 800.000 euros (2 % des achats), il n'y a plus d'avantage. Ces acheteurs paient quelques centaines d'euros de plus et cet argent ira au Fonds notarial, qui veille notamment à ce que certains actes puissent continuer à être quasiment gratuits.

À partir du 1^{er} janvier 2023, des **tarifs fixes** seront également utilisés pour les actes familiaux, comme les procurations, les actes de succession, l'acceptation ou le refus d'une succession sous bénéfice d'inventaire. Ces actes coûteront en moyenne 50 euros de moins.

Nous nous attaquerons également à certains excès apparus au fil du temps. Ainsi, lors de la vente d'appartements ou en cas de lotissements, la réglementation

en aan de Gegevensbeschermingsautoriteit voorgelegd. Na tweede lezing zal het nog dit jaar in het parlement ingediend worden.

Het juridisch kader voor het Instituut voor **bedrijfsjuristen** wordt herzien. Zo zal het tuchtarsenaal van het Instituut gewijzigd worden met onder meer modaliteiten in geval van schorsing of schrapping. Voortaan zal het ook mogelijk zijn om bij het vrijkomen van een mandaat een lid te coöpteren tot aan de volgende algemene vergadering. De vertrouwelijkheid van de adviezen van bedrijfsjuristen wordt uitgebreid tot de hieraan gerelateerde interne correspondentie en voorbereidende documenten.

1.1.3. Modernisering notariaat

De hervorming van het notariaat, die goedgekeurd werd op de Ministerraad, bestaat uit twee luiken en zal ingaan vanaf 1 januari 2023.

Het tariefbesluit werd aangepast. De **erelonen** bij de aankoop van een gezinswoning werden verlaagd met gemiddeld 10 % conform het regeerakkoord. Voor de kredietakte geldt een forfaitaire vermindering van 20 % op het ereloon voor alle schijven. De verlaging van het ereloon geldt voor de aankoop van een woning in volle eigendom door natuurlijke personen. Het moet gaan om de enige en eigen woning. De administratieve kosten werden forfaitair vastgelegd op respectievelijk 750 euro en 550 euro voor de aankoopakte en de kredietakte. Dit geldt voor alle vastgoedakten en komt in de plaats van kosten die samen (aankoopakte + kredietakte) makkelijk konden oplopen tot 2.000 euro.

Deze hervorming zal ervoor zorgen dat 98 % van de aankopen van een woning goedkoper wordt. Concreet: voor een mediaanwoning van 232.500 euro dalen de notariskosten met 1.102,31 euro of 25 %. Voor de duurste woningen boven de 800.000 euro (2 % van de aankopen) is er geen voordeel meer. Die kopers betalen enkele honderden euro meer en dit geld gaat naar het Notarieel Fonds, dat er onder meer voor zorgt dat bepaalde aktes zo goed als gratis kunnen blijven.

Ook voor de familiale akten worden vanaf 1 januari 2023 **vaste tarieven** gehanteerd, zoals de zorgvolmacht, een akte van erfopvolging en een aanvaarding of verwerping van een nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving. Familiale akten worden gemiddeld 50 euro goedkoper.

Bepaalde excessen die doorheen de tijd zijn ontstaan, worden ook aangepakt. Zo is het bij de verkoop van appartementen of bij verkavelingen reglementair voorzien

prévoit que le notaire qui exécute l'acte de base est également responsable des actes de vente de l'ensemble des appartements ou parcelles. Cela a été prévu car celui-ci serait le plus à même de comprendre les complexités du dossier. Pour les notaires travaillant avec des promoteurs, il s'agit de conventions lucratives aux frais des acheteurs car le travail de recherche pour les différents actes de vente quasi identiques est beaucoup plus limité. Désormais, seul le forfait réduit de 550 euros pourra être imputé pour les frais administratifs. Désormais, le consommateur aura une **vue d'ensemble claire** des différents types de frais liés à l'acte. Et la facture du notaire distinguera clairement les honoraires, les dépenses pour tiers et les frais de dossier. Il s'agit d'une part des frais de recherche et autres, et, d'autre part, des frais engagés par le notaire pour faire appel à des tiers (comme le service Urbanisme). En listant clairement ces frais, il n'y a plus de confusion injustifiée et le citoyen sait avec précision quels sont les frais encourus.

Dans le cadre de la réforme des tarifs, l'on a également visé à **encourager les jeunes entrepreneurs**. Un entrepreneur débutant qui utilise des statuts standard bénéficiera d'un tarif préférentiel lors de la création d'une entreprise. De plus, depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code des sociétés et des associations, les tarifs existants étaient dépassés et seront donc adaptés en conséquence. En outre, en réponse à une demande formulée par l'Observatoire des prix et l'ombudsman pour le notariat, un seuil a été fixé à partir duquel les honoraires proportionnels deviennent flexibles. Cela concerne principalement les très grandes transactions comme celles des sociétés cotées et des institutions financières.

Le deuxième volet de la réforme concerne une modernisation de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat. Le projet de loi y afférent a été soumis au Parlement pour examen.

La profession doit rester attractive pour les jeunes candidats, qui recherchent de plus en plus une certaine flexibilité et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les candidats qui souhaitent exercer la profession sans nécessairement s'engager financièrement pour faire partie d'une société et travailler à plein temps en tant qu'indépendants se voient offrir une solution avec le nouveau statut de **notaire adjoint**. Il s'agit d'un notaire employé qui a toutefois la possibilité d'assumer pleinement le rôle de notaire.

En outre, le service et le rôle social du notaire sont garantis par le maintien du système de subventionnement croisé par le biais du Fonds du notariat. Ce **mécanisme**

dat de notaris die de basisakte verlijdt ook instaat voor de verkoopakten van alle verschillende appartementen of kavels. Dit gebeurt omdat deze het beste inzicht heeft in de complexiteiten van het dossier. Voor notarissen die samenwerken met promotoren is dit een lucratieve overeenkomst op kosten van de koper, omdat de opzoekingswerken voor de verschillende quasi-identieke verkoopakten veel beperkter zijn. Nu zal enkel het verlaagde forfait van 550 euro aangerekend kunnen worden voor administratieve kosten. De consument zal voortaan een **helder overzicht** krijgen van de verschillende soorten kosten die met de akte gepaard gaan. De factuur van de notaris zal een duidelijk onderscheid maken tussen erelonen, uitgaven aan derden en administratieve dossierkosten. Het betreft hier enerzijds de kosten voor het opzoekingswerk en dergelijke en anderzijds de kosten die de notaris maakt om derden in te schakelen, zoals de stedenbouwkundige dienst. Door dit duidelijk op te lijsten, kan er geen onterechte verwarring meer ontstaan en is het voor de burger duidelijk welke kosten gemaakt worden.

Bij de hervorming van de tarifiering werd ook ingezet op het **aanmoedigen van startende ondernemers**. Een starter die gebruik maakt van standaardstatuten krijgt een voordeeltarief bij de oprichting van een onderneming. De bestaande tarifiering was bovendien achterhaald sinds het nieuwe wetboek van vennootschappen en verenigingen en wordt hieraan aangepast. Daarnaast werd, in een antwoord op een vraag van het Prijzenobservatorium en de Ombudsnotaris, een drempel ingesteld vanaf wanneer het evenredig ereloon flexibel wordt. Dit zal vooral van toepassing zijn bij heel grote transacties zoals die van beursgenoteerde ondernemingen en financiële instellingen.

Het tweede luik van de hervorming betreft een modernisering van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt. Het wetsontwerp hiertoe werd ter bespreking voorgelegd aan het parlement.

Het beroep moet aantrekkelijk blijven voor jonge kandidaten, die steeds meer op zoek zijn naar flexibiliteit en een betere work-life balance. Kandidaten die het beroep willen uitoefenen maar niet noodzakelijk het financiële engagement willen aangaan om deel uit te maken van een vennootschap en voltijds als zelfstandige te werken, bieden we met het nieuw statuut van **toegevoegde notaris** een oplossing. Ze worden notaris-werknemer maar kunnen optreden als een volwaardige notaris.

Bovendien wordt de dienstverlening van de notaris en de sociale rol die men vervult, gegarandeerd door het behoud van het systeem van cross-subsidiëring via het

de **solidarité** sera adapté en tenant compte des changements proposés en matière d'honoraires et de frais. Enfin, une **réforme fondamentale du droit disciplinaire des notaires, et par la même occasion du droit disciplinaire des huissiers**, est prévue comprenant notamment la création d'un conseil de discipline unique.

1.1.4. Des palais de justices et des prisons modernes

Une prestation efficace de services, un environnement de travail contemporain et une détention qui a du sens commencent par des bâtiments modernes et adaptés. En collaboration avec la Régie des Bâtiments, nous transformons progressivement nos bâtiments en lieux où les citoyens se sentent les bienvenus, où les personnes aiment travailler et où les détenus peuvent remettre leur vie sur les rails. Les masterplans constituent notre fil conducteur, mais ils sont aussi actualisés en fonction des besoins sur le terrain.

Les **règles de priorité** ont été adaptées après un audit interne et une enquête menée au sein du Collège des cours et tribunaux et du Collège du ministère public. En vue d'obtenir de meilleurs palais de justice qui amélioreront sensiblement les conditions de travail des collaborateurs, la réorganisation de la gestion des bâtiments se fera de manière uniforme pour chaque ressort.

Ainsi, la rénovation du palais de justice historique de la Britselei à Anvers se trouve dans sa phase finale, la livraison des travaux est prévue en 2023. Les services de la cour d'appel, de la cour du travail et du parquet général pourront alors déménager à Anvers. Dans ce cadre, il a été tenu compte du fonctionnement numérique futur de la Justice et une attention particulière est accordée à une justice plus humaine en prévoyant à l'avant-poste un greffe, un accueil des victimes et des PC kiosques. Les citoyens moins familiarisés avec le numérique peuvent les utiliser sur place et obtenir de l'aide des greffiers.

Entre-temps, les bases du projet **New Infra** ont également été créées, tant au niveau central qu'au niveau déconcentré. Ce qui permet à l'Ordre judiciaire de mettre en œuvre des politiques adéquates et cohérentes adaptées à chaque tribunal avec l'aide des *facility managers* du SPF Justice. Grâce à ce nouveau fonctionnement, les responsabilités en matière d'hébergement, de gestion des installations et de sécurité incombent à la nouvelle structure organisationnelle, ce qui décharge dans une large mesure l'Ordre judiciaire qui peut ainsi se concentrer sur ses tâches essentielles. Pour ce faire, 22 nouveaux collaborateurs seront recrutés dans le courant de l'année

Notarieel Fonds. Dit **solidariteitsmechanisme** wordt aangepast, rekening houdend met de voorgestelde wijzigingen aan de erelonen en kosten. Tot slot wordt een **fundamentele hervorming van het notarieel tuchtrecht, en tegelijkertijd ook het tuchtrecht van de gerechtsdeurwaarders** voorzien met onder meer de oprichting van een unieke tuchtraad.

1.1.4. Moderne gerechtsgebouwen en gevangenissen

Vlotte dienstverlening, een eigentijdse werkomgeving en zinvolle detentie starten bij moderne en aangepaste gebouwen. Samen met de Regie der Gebouwen maken we van onze gebouwen nu stapsgewijs plekken waar burgers zich welkom voelen, mensen graag werken en gedetineerden hun leven opnieuw op de rails kunnen krijgen. De masterplannen zijn onze leidraad, maar tevens worden die geactualiseerd aan de hand van de noden op het terrein.

De **prioriteitenregeling** werd aangepast na een interne audit en bevraging van het College van de hoven en rechtbanken en het College van het openbaar ministerie. De reorganisatie van het gebouwenbeheer zal op een uniforme wijze voor elk ressort plaatsvinden, met het oog op betere gerechtsgebouwen die de werkomstandigheden voor de medewerkers aanzienlijk zullen verbeteren.

Zo bevindt de renovatie van het historische gerechtsgebouw aan de Britselei in Antwerpen zich in een eindfase, met oplevering voorzien in 2023. Dan kunnen de diensten van het hof van beroep, het arbeidshof en het parket-generaal in Antwerpen verhuizen. Hierbij werd rekening gehouden met de toekomstige digitale werking van justitie en is er aandacht voor een menselijkere justitie door te voorzien in een vooruitgeschoven griffie, slachtofferonthaal en kioskpvc's. Burgers die minder digitaal onderlegd zijn, kunnen hier gebruik van maken en krijgen hulp van het griffierpersoneel.

Intussen is ook de basis gecreëerd voor het project **New Infra**, zowel op centraal als op gedeconcentreerd niveau. Dit maakt het voor de rechterlijke orde mogelijk om een adequaat en coherent beleid te voeren op maat van elke rechtbank met behulp van de facility managers van de FOD Justitie. Via deze nieuwe werking komen verantwoordelijkheden inzake huisvesting, facility management en security terecht bij de nieuwe organisatiestructuur en wordt de rechterlijke orde zo in belangrijke mate ontlast zodat ze zich op hun kerntaken kunnen concentreren. Hiervoor worden in de loop van 2023 22 nieuwe mensen aangeworven: onder andere

2023: entre autres des gestionnaires d'installations, des coordinateurs d'installations et des assistants achats. Cette nouvelle approche porte déjà ses fruits aujourd'hui. Ainsi, les fenêtres de nombreux palais de justice ont été nettoyées pour la première fois depuis très longtemps.

Pour le palais de justice de Hasselt, le dernier nettoyage des vitres remontait à sa mise en service il y a 10 ans. En outre, sur plusieurs sites des **caméras de surveillance** ont été regroupées dans les palais de justice afin que les postes de commandement, tenus par les collaborateurs surveillance et gestion, aient vue sur les différents bâtiments de leur ville. Cette initiative a été mise en œuvre à Turnhout, Termonde, Marche-en-Famenne et Nivelles. A Mons et à Tournai, la sécurité a été renforcée par des caméras de surveillance supplémentaires. Dans les palais de justice d'Ypres, de Marche-en-Famenne et à Bruxelles, rue de la Régence ainsi que dans le bâtiment Portalis, les installations de sécurité existantes ont été renouvelées.

L'**efficacité énergétique** a également fait l'objet d'une attention particulière, avec le remplacement de l'éclairage classique par des lampes LED dans plusieurs palais de justice. Des mesures ont également été prises pour résoudre les problèmes liés aux archives judiciaires. Ainsi, l'assainissement des archives contaminées du tribunal du travail a eu lieu au palais de justice de Gand et une équipe d'archivistes a été mise à disposition pour effectuer la sélection des archives militaires dans les Archives de l'État de Bruxelles. Nous continuerons à travailler sur ce point au cours de l'année à venir.

PacOs (Pièces A Conviction - *OvertuigingsStukken*) est le système unique d'enregistrement des pièces à conviction développé par la police avec le soutien de la Justice. Il fonctionne avec un numéro d'identification unique et constitue une référence commune pour tous les acteurs de la chaîne des preuves. Les premiers maillons de cette chaîne sont la police, le parquet et les greffes. En 2022, PaCos a été étendu à l'échelle nationale pour la police et la Justice. Grâce à une nouvelle circulaire, les pièces à conviction sont mieux gérées tout au long de la chaîne pénale. Une meilleure vue d'ensemble signifie un flux plus efficace, moins d'objets laissés sans suivi dans un local de la police ou du greffe, et une meilleure préservation de leur valeur du fait qu'ils peuvent être mis en vente ou en service plus rapidement.

Dans les prisons aussi, nous poursuivons la mise en œuvre des masterplans.

La désignation du consultant a été approuvée pour les nouveaux **centres de psychiatrie légale (CPL)** de Paifve, Wavre et Alost. L'ouverture est prévue en 2027-2028. En attendant, afin de quand même proposer des

facilitymanagers, facilitycoördinatoren en assistenten procurement. Deze nieuwe aanpak werpt nu al zichtbare vruchten af. Zo zijn de ramen van heel wat gerechtsgebouwen voor het eerst in zeer lange tijd gereinigd.

Voor het gerechtsgebouw van Hasselt dateerde dit van de ingebruikname tien jaar geleden. Daarnaast werden op verschillende locaties **beveiligingscamera's** in gerechtsgebouwen geclusterd zodat de commandoposten, bemand door medewerkers Toezicht en Beheer, zicht hebben op de verschillende gebouwen in hun stad. Dit geldt voor Turnhout, Dendermonde, Marche-en-Famenne en Nijvel. In Bergen en Doornik werd de beveiliging uitgebreid met extra beveiligingscamera's. In de gerechtsgebouwen van Ieper, Marche-en-Famenne en in Brussel in de Regentschapsstraat en het Portalisgebouw werden de bestaande beveiligingsinstallaties vernieuwd.

Er is ook aandacht voor **energiezuinigheid**, met het vervangen van klassieke verlichting door LED-lampen in verschillende gerechtsgebouwen. Er zijn eveneens stappen gezet om de problemen met de gerechtelijke archieven aan te pakken. Zo vond er in het gerechtsgebouw van Gent een sanering plaats van gecontamineerde archieven van de arbeidsrechtbank en werd een archiefploeg voorzien om de selectie uit te voeren van de militaire archieven in het Rijksarchief in Brussel. Het komende jaar werken we hierop verder.

PacOs (Pièces A Conviction – OvertuigingsStukken) is het uniek registratiesysteem voor de overtuigingsstukken dat werd ontwikkeld door de politie met de steun van Justitie. Het werkt met een Single Identification Number, een gemeenschappelijke referentie voor alle actoren van de bewijsketen. De eerste schakels in die keten zijn de politie, het parket en de griffies. In 2022 werd PaCos nationaal uitgebreid voor zowel politie als justitie. Dankzij een nieuwe omzendbrief worden de overtuigingsstukken in de ganse strafrechtketen op een betere manier beheerd. Een beter overzicht betekent een vlottere doorstroming, minder voorwerpen die zonder opvolging in een lokaal van de politie of griffie achterblijven en beter behoud van waarde doordat er sneller kan worden overgegaan tot verkoop of ingebruikname.

Ook in de gevangenissen zetten we de masterplannen verder.

Voor de nieuwe **Forensisch Psychiatrische Centra (FPC's)** in Paifve, Waver en Aalst is de aanstelling van de consultant goedgekeurd. De opening is voorzien in 2027-2028. Om in afwachting toch adequate zorg aan

soins adéquats aux internés qui séjournent dans les prisons, le fait de garder certaines prisons en service plus longtemps que prévu permet d'insuffler de l'oxygène à la capacité d'accueil des internés. Afin d'assurer une prise en charge adéquate des internés à court terme et en attendant la construction de CPL supplémentaires, le Conseil des ministres a décidé de recruter 116 soignants supplémentaires dans les prisons, en plus des 50 personnes supplémentaires pour lesquelles une décision avait déjà été prise en 2021.

La première **maison de détention** a ouvert ses portes à Courtrai. Il s'agit d'un élément important car à partir du 1^{er} septembre 2022, toutes les peines sont progressivement mises en œuvre. En 2023, une partie de l'ancienne prison de Berkendael sera transformée en maison de détention. De plus, nous sommes en plein travail pour l'acquisition et/ou la mise en service d'un certain nombre de bâtiments et de sites qui pourraient servir de maisons de détention. Ceci vaut également pour les maisons de transition. L'autorisation pour la maison de transition de Malines a été prolongée de trois ans. La maison de transition de Gand ouvrira en 2023 et un troisième appel est en cours pour trouver des candidats supplémentaires pour d'autres maisons de transition.

Le nombre de places dans les **prisons** augmente. La nouvelle prison de Haren, par exemple, a ouvert ses portes, ce qui représente 1.190 places qui seront progressivement mises en service. Début 2023, ce sera la nouvelle prison de Termonde, avec ses 444 places, qui ouvrira ses portes.

Ces prisons sont composées de petites unités de vie d'environ 30 personnes et se caractérisent par une approche personnalisée du groupe cible. Grâce à un système moderne de badges, les détenus ont la liberté, compte tenu du régime qui leur est assigné, de quitter leur bâtiment d'hébergement et de sortir pour de nombreuses activités comme les visites, le sport ou le travail. Deux nouvelles fonctions, celle d'accompagnateur de détention et d'assistant de sécurité, permettent une approche de l'exécution des peines qui a plus de sens, en misant au maximum sur l'accompagnement, l'emploi et la formation. Tout ceci s'inscrit dans le cadre d'un plan de détention établi et mis en œuvre dès le premier jour.

Les plans et les investissements à Haren permettront aux détenus de notamment suivre des formations. Cela peut s'inscrire pleinement dans l'ODD 4, qui prévoit de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Comme pour les prisons de Marche, Beveren et Leuze, la durabilité et l'économie d'énergie ont été les maîtres mots dans la réalisation de la prison de Haren.

te bieden aan geïnterneerden die nog in de gevangnissen verblijven, geeft het langer openhouden van de gevangnissen ook zuurstof aan de opvangcapaciteit van geïnterneerden. Om op korte termijn en in afwachting van de bouw van extra FPC's adequate zorg aan te bieden aan geïnterneerden besliste de Ministerraad om 116 extra zorgverleners aan te werven in de gevangnissen, bovenop de 50 extra mensen over wie in 2021 al werd beslist.

Het eerste **detentiehuis** in Kortrijk is geopend. Dit is belangrijk omdat vanaf 1 september 2022 alle straffen gefaseerd uitgevoerd worden. In 2023 wordt een deel van de voormalige gevangenis van Berkendael getransformeerd naar een detentiehuis. Daarnaast zijn we volop bezig met de aankoop en/of ingebruikname van een aantal gebouwen en terreinen die als detentiehuis kunnen dienen. Dit geldt ook voor de transitiehuizen. De vergunning voor het transitiehuis van Mechelen werd voor 3 jaar verlengd. In 2023 opent het transitiehuis in Gent en er is een derde oproep lopende om nog meer kandidaten te vinden voor andere transitiehuizen.

Het aantal plaatsen in de **gevangnissen** neemt toe. Zo is de nieuwe gevangenis van Haren geopend, goed voor 1.190 plaatsen die gefaseerd in gebruik worden genomen. Begin 2023 is de opening van Nieuw Dendermonde aan de beurt, goed voor 444 plaatsen.

Deze gevangnissen zijn opgebouwd uit kleine leef-eenheden van circa 30 personen en worden gekenmerkt door hun aanpak op maat van de doelgroep. Dankzij een modern badgesysteem hebben de gedetineerden de vrijheid om, rekening houdend met hun toegekend regime, hun verblijfsgebouw te verlaten en zich in de buitenlucht te begeven voor tal van activiteiten zoals bezoek, sport of werk. Twee nieuwe functies, detentiebegeleider en veiligheidsassistent, staan toe om strafuitvoering zinvoller aan te pakken, met maximale inzet op begeleiding, tewerkstelling en opleidingen. Dit alles binnen het kader van een detentieplan dat vanaf dag 1 wordt opgesteld en uitgevoerd.

De plannen en investeringen in Haren geven gedetineerden de mogelijkheid om onder meer opleidingen te volgen. Dit kan volledig ingepast worden in SDG 4, die voorziet in het bevorderen van levenslang leren voor iedereen.

Net zoals bij de gevangnissen van Marche, Beveren en Leuze stonden bij de realisatie van de gevangenis van Haren duurzaamheid en energievriendelijkheid voorop.

Par exemple, le refroidissement et le chauffage de la prison sont assurés par un champ BTES (*Borehole Thermal Energy Storage*), quelque 140 panneaux solaires sont prévus, les eaux de pluie et les eaux grises sont récupérées et épurées, et les valeurs d'isolation des bâtiments sont plus performantes que ce qu'exige la réglementation actuelle. Les efforts ont été évalués et le village pénitentiaire peut prétendre à la certification *BREEAM Very Good*. Cela illustre le caractère durable de la prison de Haren.

Au niveau de la durabilité et de l'efficacité énergétique, cette réalisation est parfaitement compatible avec l'ODD 11 qui vise à créer des établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables. En plus, la construction de cette infrastructure résiliente qui favorise l'industrialisation durable et l'innovation s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'ODD 9.

Il a également été décidé de maintenir temporairement les **anciennes prisons** de Saint-Gilles et de Termonde ouvertes plus longtemps après l'ouverture des nouvelles prisons, offrant respectivement 250 et 100 places supplémentaires. Le plus grand défi que pose cette capacité supplémentaire est de trouver suffisamment de personnel. Les actions entreprises dans ce domaine ont été expliquées ci-dessus.

La procédure DBFM (Design, Build, Finance, Maintain) des **nouvelles prisons** d'Anvers, de Vresse et de Bourg-Léopold se poursuit. Pour Anvers, la demande de permis de construire est en préparation. Les candidats ont été sélectionnés pour Vresse et Bourg-Léopold. Ceux-ci ont introduit un premier dossier, qui est en cours d'évaluation. La prison d'Ypres a été temporairement fermée pour permettre sa rénovation et l'extension de sa capacité. Ce travail sera achevé d'ici la fin de l'année 2023.

1.1.5. Plus d'autonomie pour l'Ordre judiciaire en échange de résultats

En 2014, sous le ministre de la Justice de l'époque, il a été décidé de donner plus d'autonomie à l'Ordre judiciaire, dans le but de transférer la gestion des moyens du SPF Justice à l'Ordre judiciaire. À cette fin, plusieurs structures de gestion ont été créées par la loi-cadre du 18 février 2014: le Collège des cours et tribunaux et le Collège du ministère public en tant qu'organes de coordination, chacun disposant d'un service d'appui et de comités de direction au niveau des entités (cours, tribunaux, parquets). Les grands principes ont également été fixés dans la loi-cadre: les collèges et l'entité Cassation devront à l'avenir conclure un contrat de gestion avec le ministre, dans lequel des moyens seront alloués et des objectifs seront fixés. À leur tour, les collèges sont

Zo gaat het koelen en verwarmen in de gevangenis via een BEO-veld, zijn er een 140-tal zonnepanelen voorzien, wordt regen- en grijs water teruggewonnen en gezuiverd en zijn de isolatiewaarden van de gebouwen performanter dan gevraagd in de huidige reglementering. De inspanningen werden beoordeeld en het gevangenisdorp komt in aanmerking voor een "BREEAM Very Good"-certificatie. Dit illustreert het duurzame karakter van de gevangenis in Haren.

Deze realisatie op vlak van duurzaamheid en energie-vriendelijkheid valt te rijmen met SDG 11. Deze streeft naar inclusieve, veilige, veerkrachtige en duurzame menselijke nederzettingen. Daarbovenop past de bouw van deze veerkrachtige infrastructuur die duurzame industrialisering en innovatie bevordert perfect binnen SDG 9.

Er is ook beslist om de **oude gevangenissen** van Sint-Gillis en Oud Dendermonde tijdelijk langer open te houden na de openingen van de nieuwe gevangenissen, wat respectievelijk 250 en 100 extra plaatsen oplevert. De grootste uitdaging bij al deze extra capaciteit is het vinden van voldoende personeel. Hierboven werd reeds toegelicht welke acties hieromtrent ondernomen worden.

De DBFM-procedure (Design, Build, Finance, Maintain) voor de **nieuwe gevangenissen** van Antwerpen, Vresse en Leopoldsburg wordt voortgezet. Voor Antwerpen is de aanvraag van de bouwvergunning in voorbereiding. Voor Vresse en Leopoldsburg zijn de kandidaten geselecteerd. Deze hebben een eerste dossier ingediend, dat verder wordt geëvalueerd. De gevangenis van Ieper werd tijdelijk gesloten om hier te kunnen voorzien in een renovatie en in een uitbreiding van de capaciteit. Deze zal tegen einde 2023 afgerond zijn.

1.1.5. Meer autonomie voor de gerechtelijke orde in ruil voor resultaten

In 2014 werd onder de toenmalige minister van Justitie beslist om de Rechterlijke Orde meer autonomie te geven, met als doel om het beheer van de middelen over te dragen van de FOD Justitie naar de Rechterlijke Orde. Hiertoe werden in een kaderwet van 18 februari 2014 enkele beheersstructuren gecreëerd: het College van de hoven en rechtbanken en het College van het openbaar ministerie als overkoepelende organen met elk een steundienst en directiecomités op het niveau van de entiteiten (de hoven, de rechtbanken, de parketten). In de kaderwet werden eveneens de grote principes vastgelegd: de colleges en de Entiteit Cassatie moeten in de toekomst een beheersovereenkomst maken met de minister waarin middelen worden toegekend en

responsables de la répartition des moyens entre les différentes entités. Pour ce faire, les entités préparent des plans de gestion dans lesquels elles traduisent leurs besoins et leurs objectifs.

Maintenant que les collèges et les services d'appui se sont développés sur le plan organisationnel, que les services d'appui ont acquis suffisamment de personnel et de connaissances et que les comités de direction locaux ont été renforcés avec 39 gestionnaires pour le siège et 25 pour le ministère public, nous pouvons **poursuivre l'élaboration de la loi-cadre**. Des discussions ont été entamées avec les différents piliers de l'Ordre judiciaire et le SPF Justice pour mener à bien la poursuite de la transition. Début septembre, un séminaire constructif a eu lieu avec tous les acteurs au cours duquel ont été définis les contours, les modalités et la méthodologie de travail des prochaines étapes vers l'autonomie.

L'étape suivante vers la gestion autonome est la **politique de personnel**. A partir de 2023, les budgets de personnel des trois piliers (Collège des cours et tribunaux, Collège du ministère public et l'entité Cassation) seront gérés séparément par le biais d'une ligne budgétaire distincte dans le budget. Les piliers seront eux-mêmes responsables de l'élaboration de la planification des vacances d'emploi et auront progressivement plus à dire dans les sélections et la politique du personnel en général.

Les effectifs de magistrats et de personnel judiciaire par entité sont encore fixés dans des cadres légaux. Ces cadres sont dépassés et ne correspondent pas à la charge de travail réelle des différentes entités. Raison pour laquelle, nous soumettrons prochainement au Conseil des ministres un projet de loi sur les **cadres flexibles**. L'objectif est de permettre aux collèges d'indiquer les endroits où les besoins en magistrats et en personnel judiciaire supplémentaires sont les plus importants. Ainsi, les ressources humaines de la justice pourront être réparties en fonction de la charge de travail mesurée par les collèges. Cette démarche s'inscrit dans la voie de l'autonomisation.

Les deux collèges ont terminé la première phase de la **mesure de la charge de travail** l'année dernière. Les résultats de cette première phase ont été présentés à la commission de la Justice du Parlement et seront utilisés pour élaborer les futurs plans de vacances d'emploi. Cette mesure de la charge de travail permet au Collège des cours et tribunaux de comparer entre eux les résultats d'entités de même nature. Au Collège du ministère public, il y a tout d'abord la possibilité de comparer les parquets de première ligne entre eux. L'analyse pour les auditorats du travail et les parquets généraux est attendue l'année prochaine. Pour poursuivre l'amélioration des mesures

doelstellingen worden bepaald. De colleges staan op hun beurt in voor de verdeling van de middelen onder de entiteiten. Hiertoe maken de entiteiten beheersplannen op waarin zij hun noden en doelstellingen weergeven.

Nu de Colleges en de steundiensten zich organisatorisch ontwikkeld hebben, de steundiensten voldoende personeel en kennis verwierven en de plaatselijke directiecomités versterkt werden met 39 managers voor de zetel en 25 voor het Openbaar Ministerie, kunnen we de **kaderwet verder uitwerken**. De besprekingen zijn aangevat met de verschillende pijlers van de rechterlijke orde en de FOD Justitie om de verdere transitie in goede banen te leiden. Begin september vond er een constructief seminarie plaats met alle actoren waarbij de contouren, modaliteiten en werkmethode van de verdere stappen naar autonomie vastgelegd werden.

De eerstvolgende stap in het verzelfstandigd beheer is het **personeelsbeleid**. Vanaf 2023 zullen de personeelsbudgetten van de drie zuilen (College van de hoven en rechtbanken, College van het openbaar ministerie en de Entiteit Cassatie) afzonderlijk beheerd worden door middel van een aparte budgetlijn in de begroting. De zuilen zullen zelf instaan voor de opmaak van de vacatureplannen en zullen stilaan ook meer inspraak krijgen bij selecties en het personeelsbeleid in het algemeen.

De personeelsbezetting van magistraten en gerechtspersoneel per entiteit is nog vastgelegd in wettelijke kaders. Deze kaders zijn gedateerd en stemmen niet overeen met de effectieve werklust van de verschillende entiteiten. We leggen daarom binnenkort een wetsontwerp over **flexibele kaders** voor aan de Ministerraad. De bedoeling is dat de colleges kunnen aangeven waar de hoogste nood aan extra magistraten en gerechtspersoneel bestaat. Zo kunnen de personele middelen binnen justitie verdeeld worden volgens de werklust zoals deze gemeten werd door de colleges. Dit past in de weg naar verzelfstandiging.

Beide Colleges hebben het voorbije jaar de eerste fase van de **werklustmeting** afgerond. De resultaten van deze eerste fase zijn voorgesteld aan de commissie Justitie in het parlement en worden aangewend bij het opstellen van de toekomstige vacatureplannen. Deze werklustmeting stelt het College van de hoven en rechtbanken in staat om resultaten van entiteiten van dezelfde aard met elkaar te vergelijken. Bij het College van het openbaar ministerie is er in de eerste plaats een vergelijking tussen eerstelijnsparquetten mogelijk. De analyse voor de arbeidsauditoraten en parketten-generaal wordt volgend jaar verwacht. Om de metingen verder

en vue de permettre de mesurer encore plus au niveau de la stratégie et de l'organisation, des moyens ont été débloqués pour du soutien externe.

En attendant la conclusion des contrats de gestion, nous avons conclu des accords avec le Collège des cours et tribunaux, le Collège des procureurs généraux et l'entité Cassation sur les engagements et les objectifs à atteindre avec les moyens alloués.

1.1.6. Simplification et modernisation du paysage judiciaire

Bon nombre de cours et tribunaux ont été scindés par arrondissement en différentes divisions. Pour l'instant, les présidents peuvent proposer un règlement de répartition des affaires adaptés à ces divisions (en termes de nombre, de territoire) ou qui prévoit une centralisation de certaines matières dans l'une de ces divisions. Toutefois, des lieux d'audience ne peuvent pas être supprimés et la liste des matières et des procédures qui peuvent être centralisées est limitée.

C'est pourquoi l'**article 186 du Code judiciaire** sera réformé en profondeur pour permettre aux magistrats de soumettre des propositions visant à centraliser des matières ou des procédures au sein d'un arrondissement, dans une ou plusieurs divisions. Des lieux d'audience peuvent être supprimés, sauf pour les tribunaux de police. Pour les tribunaux du travail, il y a toujours au moins une division avec un lieu d'audience par arrondissement judiciaire. Les justices de paix ne sont pas concernées par la réforme. Bien entendu, tout changement proposé doit bénéficier à l'accès à la justice et à la bonne administration de la justice. Toute modification d'un règlement de répartition des affaires est soumise via un arrêté royal au Conseil des ministres.

Nous faisons tout cela pour mieux répondre aux besoins d'une société de plus en plus complexe, pour utiliser plus efficacement nos moyens limités et pour pouvoir offrir durablement des services de grande qualité. La numérisation de la justice permettra également beaucoup de choses.

Ainsi en concertation avec les acteurs de la justice et de la police, nous voulons arriver à terme à une rationalisation progressive des 27 sous-divisions, en concentrant les effectifs et les moyens dans 14 divisions. Cet exercice vaut pour la Justice, mais aussi pour la police judiciaire fédérale. Dans le même temps, nous réalisons des économies d'échelle avec les acteurs de la justice et de la police, en concentrant les formes spécifiques de criminalité organisée qui nécessitent une

te verbeteren zodat er nog meer op vlak van beleid en organisatie gemeten wordt, zijn middelen vrijgemaakt voor externe ondersteuning.

In afwachting van het afsluiten van beheersovereenkomsten hebben we afspraken gemaakt met het College van de hoven en rechtbanken, het College van procureurs-generaal en de Entiteit Cassatie over de engagementen en de doelstellingen die met de toegekende middelen moeten behaald worden.

1.1.6. Vereenvoudiging en modernisering van het gerechtelijk landschap

Vele hoven en rechtbanken zijn per arrondissement opgesplitst in verschillende afdelingen. Momenteel kunnen voorzitters een zaakverdelingsreglement voorstellen met een aanpassing aan deze afdelingen (qua aantal, qua grondgebied) of met een centralisatie van bepaalde materies in één van die afdelingen. Zittingsplaatsen mogen echter niet afgeschaft worden en de lijst van materies en procedures die kunnen gecentraliseerd worden, is beperkt.

Artikel 186 van het Gerechtelijk Wetboek wordt daarom grondig hervormd zodat de magistratuur voorstellen kan indienen om binnen een arrondissement materies of procedures te centraliseren, in een of meerdere afdelingen. Zittingsplaatsen kunnen worden geschrapt, behalve voor politierechtbanken. Voor arbeidsrechtbanken is er altijd minstens één afdeling met zittingsplaats per gerechtelijk arrondissement. De vrederechters worden buiten de hervorming gehouden. Uiteraard moet elke verandering die wordt voorgesteld de toegang tot de rechter en de goede rechtsbedeling ten goede komen. Elke wijziging aan een zaakverdelingsreglement wordt via een koninklijk besluit aan de Ministerraad voorgelegd.

We doen dit alles om beter te kunnen inspelen op de noden van de steeds complexer wordende maatschappij, om onze beperkte middelen efficiënter te kunnen inzetten en blijvend een hoge kwaliteit van dienstverlening te kunnen aanbieden. De digitalisering van justitie zal ook veel mogelijk maken.

Zo willen we stap voor stap, samen met de actoren van justitie en politie, op termijn een rationalisering van de 27 onderafdelingen bereiken, een concentratie van mensen en middelen in 14 afdelingen. Deze oefening geldt voor justitie, maar evenzeer voor de federale gerechtelijke politie. Tegelijk realiseren we schaalvergroting met de actoren van justitie en politie, door de concentratie van specifieke vormen van georganiseerde criminaliteit die een bijzondere expertise en specialisatie vereisen (bij

expertise et une spécialisation particulières (dans les cinq PJF, les cinq parquets et tribunaux des chefs-lieux d'arrondissement).

1.1.7. Une politique de réaction immédiate

L'année dernière, nous avons également eu l'occasion de connaître les bonnes pratiques durant les visites sur le terrain. Plusieurs exemples ont été regroupés dans une approche nationale par le biais, notamment, des trajets "restauratifs", des chambres de comparution immédiate et d'une politique de réaction immédiate.

Les **trajets 'restauratifs'** prévus au sein des tribunaux de première instance sont destinés aux personnes faisant face à certains problèmes sous-jacents, tel qu'une dépendance ou un problème d'agressivité. Ces personnes font l'objet d'un suivi et d'un traitement avant que le tribunal ne rende son jugement. Si le processus de rétablissement est considéré comme étant positif, le tribunal peut en tenir compte.

Les **chambres de comparution immédiate** visent, quant à elles, à accélérer les suites à donner aux convocations du parquet. De cette façon, les auteurs doivent immédiatement répondre de leurs actes.

En vue de leur mise en œuvre, des moyens ont été prévus pour recruter du personnel pour chaque tribunal de première instance et auprès du ministère public. Dans les tribunaux de première instance, 67 des 72 collaborateurs supplémentaires prévus ont déjà été recrutés pour concrétiser la mise en place de ces chambres spécialisées. Au ministère public, 65 des 70 collaborateurs supplémentaires prévus travaillent à la mise en œuvre de la politique de réaction immédiate. Il s'agit de juristes, de criminologues et de personnel judiciaire d'appui.

Entre-temps, plusieurs parquets ont pris des mesures pour mettre en œuvre la politique de **réaction immédiate**. Dans la province d'Anvers, le projet SAMEN. a été prévu dans les zones de police de Mechelen-Willebroek, Neteland et Anvers. À Bruxelles, le projet Hermès a été lancé en mars 2022 dans deux zones de police (Zone Bruxelles-ouest et Marlow), suivi par la zone Bruxelles-Ixelles en septembre 2022. En septembre 2022, Louvain a lancé le projet ASAP dans la zone de police de Louvain. En Flandre orientale, le choix s'est porté sur l'intégration de la rapidité, du travail sur mesure et du fonctionnement multidisciplinaire dans l'ensemble du parquet sous le nom de kOMpas OVL. A Charleroi, un système a été mis au point qui prévoit que les personnes arrêtées par les services de police pendant la nuit doivent comparaître dès le lendemain devant le magistrat en service.

de vijf FGP's, de vijf parketten en rechtbanken van de ressortelijke hoofdplaatsen.

1.1.7. Lik-op-stukbeleid

Ook het voorbije jaar hebben we tijdens terreinbezoeken goede praktijken leren kennen. Verschillende voorbeelden werden gebundeld in een nationale aanpak via onder meer hersteltrajecten, snelrechtkamers en een lik-op-stukbeleid.

Hersteltrajecten binnen de rechtbanken van eerste aanleg zijn gericht op personen die met een bepaalde onderliggende problematiek kampen, zoals een verslaving of een agressieprobleem. Die personen worden eerst opgevolgd en volgen een behandeling alvorens de rechtbank een uitspraak doet. Indien het hersteltraject positief bevonden wordt, kan de rechtbank daar rekening mee houden.

Snelrechtkamers zijn dan weer bedoeld om versneld gevolg te geven aan de dagvaardingen van het parket. Zo krijgen daders meteen lik-op-stuk.

Om beide te realiseren, werden middelen voorzien om mensen aan te werven in elke rechtbank van eerste aanleg en bij het Openbaar Ministerie. Bij de rechtbanken van eerste aanleg zijn reeds 67 van de 72 extra krachten aangeworven om deze gespecialiseerde kamers vorm te geven. Bij het Openbaar Ministerie zijn 65 van de 70 voorziene extra krachten aan de slag om het lik-op-stuk beleid uit te voeren. Het gaat om juristen, criminologen en ondersteunend gerechtspersoneel.

Meerdere parketten hebben inmiddels stappen ondernomen om het **lik-op-stuk** beleid in te voeren. In Antwerpen werd het project SAMEN. voorzien in de politiezones Mechelen-Willebroek, Neteland en Antwerpen. In Brussel werd het project Hermès in maart 2022 opgestart in twee politiezones (zone West en Marlow) en in september 2022 kende dit navolging in de zone Brussel-Elsene. Leuven startte in september 2022 met het project ASAP in de politiezone Leuven. In Oost-Vlaanderen werd gekozen voor een integratie van snelheid, maatwerk en multidisciplinaire werking in het hele parket onder de overkoepelende naam kOMpas OVL. In Charleroi werd een systeem op punt gesteld waarbij personen die tijdens de nacht opgepakt werden door de politiediensten al de volgende dag voor de dienstmagistraat dienen te verschijnen.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, **les transactions immédiates** ont été introduites. Ce dispositif permet à la police de traiter immédiatement sur place des infractions spécifiques au moyen d'un formulaire de constat. Il s'agit d'infractions assez simples et évidentes telles que la détention simple d'armes et de stupéfiants, les vols de bicyclettes et à l'étalage. Dans certains cas, l'intervention du ministère public n'est plus nécessaire. Ce système constitue un outil important pour lutter contre le sentiment d'impunité dans le chef des auteurs d'actes de petite délinquance et de leurs victimes. Dans ce cadre, nous respectons bien entendu les droits de la défense à chaque étape de la procédure. Les transactions immédiates ne sont mises en œuvre que si l'auteur des faits y consent. Dans le cas contraire, un procès-verbal est établi pour le parquet. Si l'amende n'est pas payée dans le délai fixé, le ministère public intervient quand-même et une citation peut suivre. Il s'agit d'un signal clair indiquant que la Justice prend aussi ces affaires au sérieux et les sanctionne de manière rapide et énergique. Cette approche des affaires simples et irréfutables permet aux tribunaux de traiter des affaires plus complexes ainsi que celles qui font l'objet de contestation. De cette manière, une réponse est apportée à l'objectif de la justice de mener une politique plus énergique, plus rapide et plus efficace. Dans le même temps, le ministère public peut se concentrer sur des affaires plus complexes.

Depuis leur création, le succès des transactions immédiates est en progression mais ne se dément pas. Pendant la période des festivals l'été dernier, la police a bien utilisé cette procédure. Plus de 4.100 amendes de ce type ont été établies entre janvier et octobre. Les parquets poursuivront le développement de cette politique grâce à un fonctionnement multidisciplinaire. En 2023, les possibilités d'intégrer les transactions immédiates dans la plateforme FOCUS de la police seront analysées en vue de pouvoir supprimer les carnets papier.

1.1.8. Une législation civile moderne

La modernisation du Code civil sera poursuivie en collaboration avec le Parlement et les experts. Le Livre 3 (Droit des biens) est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2021. Le titre 3 du Livre 2 (Droit des relations patrimoniales) et le livre 4 (Successions) sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2022. Les Livres 1 (Principes généraux) et 5 (Obligations) ont depuis été votés au Parlement et entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Les travaux relatifs au Livre 6 (Responsabilité non contractuelle) sont entre-temps terminés, ce qui permettra de le présenter au Parlement prochainement. Entre-temps, les groupes de travail s'occupent des livres 7 (Contrats spéciaux), 9 (Sûretés) et 10 (Prescription). Nous suivons les travaux

Sinds 1 januari 2022 werden **de lik-op-stukboetes** (onmiddellijke minnelijke schikking of OMS) ingevoerd. De politie kan hierdoor specifieke misdrijven onmiddellijk ter plaatse afhandelen door middel van een vaststellingsformulier. Het gaat hier over vrij eenvoudige en duidelijke misdrijven zoals eenvoudig wapen- en drugsbezit en fiets- en winkeldiefstallen. De tussenkomst van het Openbaar Ministerie is in bepaalde gevallen niet meer nodig. Dit systeem is een belangrijk instrument om het gevoel van straffeloosheid bij daders en slachtoffers van kleine vormen van criminaliteit tegen te gaan. Hierbij respecteren we uiteraard bij elke stap de rechten van de verdediging. Lik-op-stukboetes worden enkel toegepast wanneer de dader hiermee instemt. Is dit niet het geval, dan wordt er een proces-verbaal opgesteld voor het parket. Indien de boete niet betaald wordt binnen de vastgestelde termijn, komt het Openbaar Ministerie alsnog tussen en kan een dagvaarding volgen. Het is een duidelijk signaal dat justitie ook deze zaken ernstig neemt en snel en kordaat bestraft. Een gevolg van deze aanpak van eenvoudige en onbetwiste zaken is dat de rechtbanken zich kunnen bezighouden met complexere zaken en zaken die betwist worden. Op die manier wordt tegemoetgekomen aan de doelstelling van justitie om een sterker, sneller en doeltreffender beleid te voeren. Tegelijkertijd kan het Openbaar Ministerie zich concentreren op meer complexe zaken.

Lik-op-stukboetes zijn sinds de start gestaag maar zeker een succes aan het worden. Tijdens de festivalperiode de voorbije zomer werd de procedure goed gebruikt door de politie. Tussen januari en oktober werden er meer dan 4.100 dergelijke boetes uitgeschreven. De parketten zullen verdergaan in de ontwikkeling van dit beleid door middel van een multidisciplinaire werking. In 2023 worden de mogelijkheden tot integratie van lik-op-stukboetes binnen het FOCUS-platform van de politie geanalyseerd, zodat de papieren boekjes kunnen worden afgeschaft.

1.1.8. Moderne burgerlijke wetgeving

De modernisering van het Burgerlijk Wetboek wordt samen met het parlement en de experts voortgezet. Op 1 september 2021 trad Boek 3 (Goederenrecht) in werking. Titel 3 van Boek 2 (Relatievermogensrecht) en Boek 4 (Nalatenschappen) zijn op 1 juli 2022 in werking getreden. Boeken 1 (Algemene Beginselen) en 5 (Verbintenissen) zijn intussen gestemd in het parlement en gaan op 1 januari 2023 van kracht. De werkzaamheden rond Boek 6 (Buitencontractuele aansprakelijkheid) zijn ondertussen afgerond waardoor dit binnenkort kan worden voorgesteld aan het parlement. De werkgroepen zijn intussen Boeken 7 (Bijzondere overeenkomsten), 9 (Zekerheden) en 10 (Verjaring) aan het behandelen. We

préparatoires au sein de la commission de la Justice de la Chambre et des groupes de travail.

Des changements s'imposent également dans la **loi sur l'arbitrage** pour donner suite aux arrêts de la Cour constitutionnelle et moderniser ces procédures de médiation. Pour étudier cette question, un groupe de travail a été mis en place. Ses travaux sont pratiquement finalisés. Sur la base du rapport, un projet de loi sur l'arbitrage sera préparé.

Un projet de loi visant à permettre la création de chambres de règlement à l'amiable dans d'autres juridictions que le tribunal de la famille sera présenté au gouvernement.

Pour améliorer le fonctionnement du tribunal de la famille, nous œuvrons pour simplifier et adapter les procédures dans le but notamment de mieux informer les parents, d'obtenir intervention plus rapide et active des magistrats et de faire en sorte que le suivi et la médiation des affaires soient encouragés. L'objectif est de mieux préserver le lien entre l'enfant et les parents qui divorcent et de **trouver une solution durable aux conflits concernant les enfants**. En juillet 2022, un groupe de travail réunissant des universitaires, des magistrats et des avocats a été créé pour examiner différents aspects: l'extension du modèle du consensus de Dinant, Anvers et Gand à l'ensemble du pays, la promotion des modes alternatifs de résolution des conflits, le droit de l'enfant à être entendu par le tribunal, la possibilité de divorcer en dehors du tribunal et la possibilité de fixer un coût maximum pour les procédures de divorce. Cette démarche devrait déboucher sur des recommandations, sur la base desquelles un projet de loi pourrait être déposé dans le courant de l'année 2023.

Les conclusions du monde académique sur la **modernisation du droit de la filiation** et son adaptation aux besoins sociaux actuels et aux différentes formes de vie commune, sont prêtes. Les lignes de force seront fixées par le gouvernement et traduites dans un projet de loi.

La première phase des adaptations législatives envisagées pour la **loi sur les transgenres** sera soumise au gouvernement et au parlement afin que nous répondions aux principales observations de la Cour constitutionnelle.

En concertation avec le ministre de la Santé publique, le **formulaire d'enregistrement électronique pour l'euthanasie** sera instauré. Les médecins qui pratiquent une euthanasie, doivent encore compléter un document d'enregistrement papier qui est ensuite vérifié par la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de

volgen de voorbereidende werken binnen de kamercommissie Justitie en de werkgroepen.

Ook binnen **de arbitragewet** dringen wijzigingen zich op om gevolg te geven aan uitspraken van het Grondwettelijk Hof en om deze procedures rond bemiddeling te moderniseren. Om dit te onderzoeken, werd een werkgroep opgericht. De werkzaamheden hiervan zijn bijna afgerond. Op basis van het verslag wordt een wetsontwerp opgemaakt inzake arbitrage.

Een wetsontwerp om de oprichting van kamers voor minnelijke schikkingen in andere rechtsgebieden dan de familierechtbank mogelijk te maken zal worden voorgelegd aan de regering.

Om de werking van de familierechtbank te verbeteren, werken we aan procedurele vereenvoudigingen en aanpassingen waarbij onder meer ouders beter geïnformeerd worden, magistraten sneller en actiever optreden en de opvolging en bemiddeling van zaken aangemoedigd wordt. De bedoeling is de band tussen het kind en de scheidende ouders beter te vrijwaren en een **duurzame oplossing te vinden in geschillen inzake kinderen**. In juli 2022 is een werkgroep van academici, magistraten en advocaten opgericht om verschillende aspecten te onderzoeken: de uitbreiding van het consensusmodel van Dinant, Antwerpen en Gent naar het hele land, de bevordering van alternatieve methoden voor het oplossen van geschillen, het recht van een kind om te worden gehoord door de rechter, de mogelijkheid van echtscheiding buiten de rechtbank en de mogelijkheid om een maximumkost vast te stellen voor echtscheidingsprocedures. Dit moet leiden tot aanbevelingen, waarop in de loop van 2023 een wetsontwerp kan worden ingediend.

De bevindingen van de academische wereld over de **modernisering van het afstammingsrecht** en de aanpassing conform de huidige maatschappelijke behoeften en verschillende samenlevingsvormen, zijn klaar. De krachtlijnen worden door de regering vastgesteld en vertaald in een wetsontwerp.

De eerste fase van de beoogde wetgevende aanpassingen van de **transgenderwet** zal worden voorgelegd aan de regering en aan het parlement zodat we tegemoetkomen aan de belangrijkste opmerkingen van het Grondwettelijk Hof.

In samenspraak met de minister van Volksgezondheid wordt het **elektronisch registratieformulier voor euthanasie** ingevoerd. Artsen die een euthanasie uitvoeren, moeten dit nog op een papieren registratiedocument invullen dat vervolgens door de Federale Controle- en Evaluatiecommissie Euthanasie wordt geverifieerd. Zij

l'euthanasie. Elle contrôle si l'euthanasie a été pratiquée dans le respect des conditions légales. La numérisation de ce formulaire devrait accroître la lisibilité et l'exhaustivité du document et conduire à un fonctionnement plus transparent de la commission.

Le texte de loi visant à réglementer **la maternité de substitution** et les questions pratiques qui s'y rapportent, tant au niveau du droit interne belge que du droit international privé sont actuellement débattus au Parlement. Nous suivons et soutenons ces débats.

La législation relative au **changement de nom** sera modifiée et mise en conformité avec la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, pour permettre aux parents une plus grande autonomie de choix au moment de la modification du lien de filiation par voie judiciaire ou devant l'officier d'état civil. La législation relative aux consentements requis pour convertir une adoption internationale en adoption plénière sera modifiée.

Dans la résolution du 29 mars 2018, la Chambre des représentants de Belgique en séance plénière a demandé au gouvernement fédéral de trouver une solution à l'absence des actes de naissance de certains enfants métis. Raison pour laquelle une solution a été élaborée en collaboration avec le Collège des procureurs généraux, sur base des articles 26 et 35 du Code civil et de l'article 138*bis* du Code judiciaire. Le ministère public peut intervenir d'office, soumettre l'affaire au tribunal de la famille et demander l'établissement d'un acte de naissance. Ainsi, les personnes concernées ne doivent pas intervenir directement, ni engager elles-mêmes une procédure judiciaire, ni en supporter les coûts. En effet, la personne métisse n'est pas responsable à titre individuel du fait que son certificat de naissance soit manquant. Les administrations locales et les associations des métis ont été informées et ont reçu les instructions nécessaires pour que l'établissement de ces actes de naissance se fasse le plus rapidement possible. Entre-temps, le ministère public a engagé les premières procédures devant le tribunal de la famille.

Trois ans et demi après l'entrée en vigueur de la **Banque de données des Actes de l'État Civil** (BAEC), un projet de loi a été préparé afin d'améliorer la possibilité de notification automatique, de préciser le fonctionnaire compétent pour un certain nombre d'actes et de corriger certaines incohérences. Par ailleurs, en concertation avec les représentants des communes et du Registre national, un texte est également en préparation pour rendre la législation sur la modernisation de l'état civil du 18 juin 2018 plus conforme au Règlement général sur la protection des données. Dès que ces préparatifs

controleren of de euthanasie werd uitgevoerd conform de wettelijke voorwaarden. De digitalisering van dit formulier moet de leesbaarheid en volledigheid van het document verhogen en leiden tot een meer transparante werking van de commissie.

De wettekst **om draagmoederschap** en de praktische problemen hieromtrent te regelen, zowel op vlak van het intern Belgisch recht als het internationaal privaatrecht, wordt in het parlement besproken. We volgen en ondersteunen deze debatten.

De wetgeving rond **naamsverandering** zal worden aangepast en in overeenstemming worden gebracht met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof zodat ouders een grotere autonomie hebben bij de keuze op het moment dat de afstammingsband gerechtelijk of voor de ambtenaar van de burgerlijke stand wordt gewijzigd. De wetgeving rond de vereiste toestemmingen om een internationale adoptie om te zetten in een volle adoptie zal worden aangepast.

In de resolutie van 29 maart 2018 verzocht de voltallige Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers de federale regering om een oplossing te zoeken voor de ontbrekende geboorteakten bij sommige metiskinderen. Er werd daarom samen met het College van procureurs-generaal een oplossing uitgewerkt, op basis van artikelen 26 en 35 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 138*bis* van het Gerechtelijk Wetboek. Het openbaar ministerie kan ambtshalve optreden, de zaak voorleggen aan de familierechtbank en verzoeken om een geboorteakte op te maken. Zo hoeven betrokkenen niet rechtstreeks tussenbeide te komen, noch zelf een gerechtelijke procedure in te leiden en evenmin de kosten ervan te dragen. Het is namelijk niet de verantwoordelijkheid van de individuele metis dat zijn of haar geboorteakte ontbreekt. De lokale besturen en de metissenverenigingen zijn op de hoogte gesteld en hebben de nodige instructies gekregen, zodat het opstellen van deze geboorteakten zo snel mogelijk verloopt. Intussen zijn de eerste procedures door het openbaar ministerie bij de familierechtbank ingeleid.

Drieënhalf jaar na de inwerkingtreding van de **Databank Akten Burgerlijke Stand** (DABS) werd een wetsontwerp voorbereid om de mogelijkheid om automatisch melding te doen te verbeteren, de bevoegde ambtenaar voor een aantal akten te preciseren en enkele ongerijmdheden te verhelpen. Daarnaast is ook, in overleg met de vertegenwoordigers van de gemeenten en van het Rijksregister, een tekst in voorbereiding om de wetgeving over de modernisering van de burgerlijke stand van 18 juni 2018 meer conform te maken met de Algemene Verordening Gegevensbescherming. Van

seront terminés, les deux projets de loi seront traités ensemble.

Le Registre central de protection des personnes est entré en vigueur le 1^{er} juin 2021 et est quasi entièrement numérisé. Nous y avons déjà apporté les améliorations nécessaires sur la base des conclusions du groupe de travail désigné à cet effet. En outre, les cadres légaux pour les missions des **administrateurs**, ainsi que leur rémunération, ont été traités dans un groupe de travail. Le projet de loi sur le cadre légal et l'AR sur la rémunération sont en cours de finalisation et seront soumis au gouvernement.

1.2. Une justice numérique

La transformation numérique de la justice tourne désormais à plein régime. L'année dernière, les budgets ICT ont été augmentés structurellement, les investissements européens sont menés à bien et les bonnes personnes ont été recrutées. Des marchés publics pour un montant de 200 millions d'euros ont été établis et (partiellement) attribués. Tout ceci se déroule sous la direction du 'Digital Transformation Office' (DTO), le cockpit de la transformation numérique, doté de 7 personnes dans leurs propres rangs qui connaissent les besoins du terrain. Afin d'impliquer tout le monde au sein de la justice dans ce processus et de leur permettre de donner du feedback, la plateforme **JustTalk** a été créée au cours du printemps de 2022.

Nous avons conçu notre fonctionnement IT de manière à toujours anticiper l'évolution des besoins d'une justice moderne. Nous veillons à ce que la formation et l'encadrement nécessaires soient toujours pris en compte afin que chacun puisse suivre facilement le rythme de la numérisation. En 2023, les trajets de formation nécessaires seront proposés afin que chacun puisse rapidement commencer à travailler avec **JustNew**, le nouveau système de gestion des dossiers. Une sécurité robuste est un principe directeur de notre architecture IT. De plus en plus d'informations sensibles sont désormais traitées numériquement. Il va sans dire que, ce faisant, nous veillons strictement à ce que ces données soient protégées contre les cybermenaces d'aujourd'hui et de demain.

La transformation numérique de la justice peut s'inscrire dans le cadre du SDG 9, qui vise à encourager l'innovation.

zodra deze voorbereidingen ten einde zijn, zullen beide wetsontwerpen samen worden behandeld.

Het Centraal Register van Bescherming van de Personen is op 1 juni 2021 in werking getreden en quasi volledig gedigitaliseerd. We brachten reeds de nodige verbeteringen aan op basis van de bevindingen van de hiervoor aangestelde werkgroep. Daarnaast werden de wettelijke kaders voor de opdrachten van **bewindvoerders**, alsook hun bezoldiging, in een werkgroep behandeld. Het wetsontwerp over het wettelijk kader en het KB over de bezoldiging worden nu gefinaliseerd en zullen aan de regering worden voorgelegd.

1.2. Een digitale justitie

De digitalisering van justitie draait intussen op volle toeren. De ICT-budgetten zijn het voorbije jaar structureel opgetrokken, de Europese investeringen worden in goede banen geleid en de juiste mensen zijn aange trokken. Er werd reeds voor een totaalbedrag van 200 miljoen euro aan aanbestedingen uitgewerkt en (deels) gegund. Dit alles verloopt onder leiding van het Digital Transformation Office (DTO), de cockpit van de digitale transformatie, bestaaf door 7 mensen uit eigen rangen die de noden op het terrein kennen. Om iedereen binnen justitie te betrekken bij dit proces en hen feedback te laten geven, werd in het voorjaar van 2022 het platform **JustTalk** opgestart.

We hebben onze IT-werking zo opgezet dat er steeds kan geanticipeerd worden op de evoluerende behoeften van een moderne justitie. We zien erop toe dat er steeds rekening gehouden wordt met de nodige opleiding en omkadering, zodat iedereen vlot het digitaliseringstempo kan volgen. Zo worden in 2023 de nodige opleidings-trajecten aangeboden om vlot aan de slag te kunnen met **JustNew**, het nieuw dossierbeheersysteem. Een robuuste beveiliging is een leidend principe van onze IT-architectuur. Steeds meer gevoelige informatie wordt voortaan digitaal verwerkt. Het spreekt voor zich dat we daarbij strikt op toezien dat deze data beschermd zijn tegen de cyberdreigingen van vandaag en morgen.

De digitalisering van justitie kan ingepast worden in SDG 9, die ijvert voor het stimuleren van innovatie.

1.2.1. Mise en œuvre des plans de transformation numérique selon les 5 étapes connues

Etape 1: un équipement moderne comme base pour une approche axée sur utilisateur

Un bon fonctionnement de l'IT dépend d'un équipement moderne et fiable. Nous nous étions donc fixés comme objectif de renouveler drastiquement les équipements obsolètes à la disposition de notre personnel d'ici fin 2022. Chaque collègue de la justice devrait pouvoir disposer d'un **ordinateur portable ou de bureau de moins de cinq ans**. Nous avons atteint cet objectif. Au cours des deux dernières années, 13.100 ordinateurs portables et 2.000 ordinateurs de bureau ont été achetés et distribués dans toute l'organisation.

Pour soutenir davantage le travail numérique, nous avons également procédé à l'achat de **seconds écrans**. À cette fin, plusieurs commandes ont été passées cette année pour un total de 6.000 écrans, qui sont actuellement distribués en fonction des besoins sur le terrain. L'achat et la distribution de 8.000 headsets répondent également aux besoins d'un environnement de travail numérique moderne.

La fourniture de nouveaux ordinateurs portables et de bureau au cours des deux dernières années a donné un nouveau départ numérique à la justice. Il s'agit maintenant de maintenir ce niveau. Dans l'année à venir, les processus nécessaires seront lancés pour passer à un **cycle de renouvellement fixe** où nous visons un âge maximum de 5 ans pour tous les appareils.

Pour les fonctions plus mobiles au sein de notre organisation, comme les juges d'instruction qui doivent pouvoir compléter numériquement le dossier sur une scène de crime, un projet pilote a été lancé avec des **appareils hybrides**. À cette fin, 320 appareils Microsoft Surface ont été achetés et distribués en interne. Plus tard dans l'année, nous aurons les résultats de l'enquête de satisfaction qui est en cours à ce sujet.

Le logiciel obsolète de communication et de collaboration, datant du projet PC@Work de 2012, a été entièrement renouvelé. Nos employés disposent donc du **dernier** logiciel Office 365. Ce système, utilisé par tous les services publics, rend la collaboration fluide et moderne, tant au bureau qu'à la maison, beaucoup plus agréable et efficace. La mise en œuvre du programme **Jupiter** se poursuit avec l'actualisation d'autres outils de collaboration, dont Sharepoint, et l'amélioration significative de plusieurs aspects de sécurité de l'ensemble.

1.2.1. De digitaliseringsplannen uitvoeren volgens de 5 gekende stappen

Stap 1: modern materiaal als basis voor een gebruikersgestuurde aanpak

Een goede IT-werking staat of valt met modern en betrouwbaar materiaal. Daarom hadden we onszelf de doelstelling opgelegd om tegen het einde van 2022 het verouderde materiaal waarover onze medewerkers beschikken drastisch te vernieuwen. Elke justitiecollega moet kunnen beschikken over een **laptop of desktop van minder dan 5 jaar oud**. Die doelstelling hebben we gehaald. De voorbije twee jaar werden 13.100 laptops en 2.000 desktops aangekocht en verdeeld binnen de volledige organisatie.

Om het digitaal werken verder te ondersteunen, werd bovendien overgegaan tot de aankoop van **tweede schermen**. Hiervoor zijn dit jaar verschillende bestellingen geplaatst voor een totaal 6.000 schermen, die momenteel worden verdeeld op basis van de noden op het terrein. Ook de aankoop en verdeling van 8.000 headsets komt tegemoet aan de noden van een moderne digitale werkomgeving.

Het voorzien van nieuwe laptops en desktops de voorbije twee jaar zorgde voor een nieuwe digitale start van justitie. Het komt er nu op aan om die standaard aan te houden. Het komende jaar worden de noodzakelijke processen opgestart om naar een **vaste vernieuwingscyclus** te gaan waarbij we de maximale leeftijd van 5 jaar voor alle toestellen nastreven.

Voor meer mobiele functies binnen onze organisatie, zoals onderzoeksrechters die op een plaats delict digitaal het dossier moeten kunnen aanvullen, werd een proefproject opgestart met **hybride toestellen**. Hiervoor werden 320 Microsoft Surface toestellen aangekocht en intern verdeeld. Later dit jaar zullen we beschikken over de resultaten van de tevredenheidsenquête die hierover lopende is.

De achterhaalde software voor communicatie en samenwerking, daterende uit het PC@Work-project uit 2012, werd volledig vernieuwd. Hierdoor beschikken onze medewerkers over het **nieuwste** softwarepakket van Office 365. Dit systeem, dat door alle overheidsdiensten wordt gebruikt, maakt een vlotte en moderne samenwerking, zowel op kantoor als thuis, veel aangenamer en efficiënter. Het **Jupiter**-programma wordt verder uitgevoerd waarbij de overige collaboratietools, zoals onder meer Sharepoint, worden vernieuwd en verschillende securityaspecten van het pakket aanzienlijk worden verbeterd.

En ce qui concerne la **vidéoconférence** dans les affaires judiciaires, plusieurs systèmes ont été testés au cours de l'année écoulée. Sur cette base, le Collège des cours et tribunaux a sélectionné le meilleur système. 115 unités ont été achetées. L'installation commencera cet automne. La préparation d'un cadre législatif est également en discussion au sein du gouvernement. Des applications logicielles spécifiques sont nécessaires au bon fonctionnement de l'audition numérique. Leur développement a été préparé et leur introduction est prévue pour cette année judiciaire.

Etape 2: un dossier numérique unique

Les deux dernières années, différents aspects du dossier numérique ont fait l'objet d'une transformation numérique.

En juin 2022, l'application **JustConsult** a été mise en ligne sur Just-on-web. Grâce à cet outil, les victimes, les proches, les avocats et toutes les personnes impliquées dans des affaires judiciaires peuvent désormais accéder aux dossiers judiciaires en ligne. La première priorité était de mettre à disposition sous forme numérique les dossiers judiciaires relatifs aux violences sexuelles, aux violences intrafamiliales, aux meurtres et aux homicides involontaires. Précisément parce qu'une approche humaine était nécessaire de toute urgence dans ce type d'affaires. Dans une deuxième phase, d'autres types de dossiers judiciaires seront mis à disposition sous forme numérique.

La numérisation des dossiers papier existants est essentielle à cet égard. À cette fin, quelque 150 nouveaux appareils de scanning ont été achetés et distribués aux bureaux des procureurs et aux tribunaux. Des personnes supplémentaires ont été recrutées pour **scanner** les dossiers et, pendant les mois d'été, 134 étudiants se sont chargés de cette tâche titanesque. Aujourd'hui, le scanning se poursuit sans relâche.

Au cours de l'année écoulée, la justice a utilisé pour la première fois la boîte de réception électronique des entreprises. Notamment les recouvrements immédiats, la demande d'information complémentaire, les règlements extrajudiciaires et les rappels d'infractions routières sont désormais envoyés à l'e-Box Entreprise des entreprises. Les transactions pénales arrivent maintenant aussi dans cette boîte de réception.

Les utilisateurs internes ont également connu de nombreux changements au cours des deux dernières années. L'année dernière, par exemple, des **signatures électroniques** ont été prévues pour tous les tribunaux de paix, de sorte que chaque canton de Belgique peut

Inzake **videoconferentie** in rechtszaken werden het voorbije jaar verschillende systemen getest. Op basis hiervan maakte het college van de hoven en rechtbanken de keuze voor het beste systeem. Daarvan werden 115 stuks aangekocht. De installatie wordt dit najaar opgestart. Ook de voorbereiding van een wetgevend kader wordt besproken binnen de regering. Om de digitale zitting vlot te laten verlopen, zijn specifieke softwaretoepassingen noodzakelijk. De ontwikkeling hiervan werd voorbereid en de invoering is voorzien voor dit gerechtelijke jaar.

Stap 2: één digitaal dossier

De voorbije 2 jaar werden verschillende aspecten van het digitaal dossier gedigitaliseerd.

In juni 2022 ging de applicatie **JustConsult** live op Just-on-web. Deze tool zorgt ervoor dat slachtoffers, nabestaanden, advocaten en alle betrokkenen bij rechtszaken voortaan online inzage kunnen krijgen in gerechtelijke dossiers. De eerste prioriteit was het digitaal beschikbaar maken van gerechtelijke dossiers rond seksueel geweld, intrafamiliaal geweld, moord en doodslag. Net omdat in dit soort zaken een menselijke aanpak dringend aan de orde was. In een tweede fase zullen er bijkomende types van gerechtelijke dossiers digitaal worden opengesteld.

Essentieel hierbij is dat de bestaande papieren dossiers gedigitaliseerd worden. Daarvoor werden zo'n 150-tal nieuwe scantoestellen aangekocht en verdeeld bij parketten en rechtbanken. Er werden extra mensen aangeworven om dossiers in te **scannen** en tijdens de zomermaanden ontfermden 134 jobstudenten zich over dit titanenwerk. Het scannen gaat intussen onverminderd verder.

Het voorbije jaar maakte justitie voor het eerst gebruik van de elektronische inbox van ondernemingen. Onder meer onmiddellijke inningen, de bijgevoegde vraag voor inlichtingen, minnelijke schikkingen en herinneringen voor overtredingen in het verkeer worden voortaan verstuurd naar de e-Box Entreprise van ondernemingen. Ook de strafrechtelijke minnelijke schikkingen komen hier nu in toe.

Ook interne gebruikers zagen de voorbije twee jaar al heel wat veranderingen. Zo werd de **elektronische handtekening** het voorbije jaar voorzien voor alle vredegerichten, zodat elk kanton in België digitaal de uitgesproken vonnissen kan ondertekenen. De elektronische

signer numériquement les jugements rendus. La signature électronique continuera à être disponible au sein de l'ordre judiciaire en 2023.

Le **registre central de protection des personnes** est opérationnel depuis juin 2021. Les habituels problèmes de démarrage ont été éliminés et, entre-temps, la deuxième phase a été préparée pour ajouter des fonctionnalités supplémentaires au produit d'ici l'été 2023. Il s'agit d'un outil crucial qui permet à la justice de mieux aider les personnes vulnérables.

A différents endroits l'on travaille déjà avec la première version de l'application **JustSend**. Cet outil vise à numériser les envois postaux de la justice. Les employés peuvent ainsi préparer les envois externes de manière entièrement numérique et les remettre au destinataire notamment via l'eBox. L'année prochaine, nous allons étendre le fonctionnement de JustSend avec des fonctions supplémentaires et l'outil sera mis à la disposition des différents organes au sein de la justice.

L'inventaire électronique existant sera adapté en fonction des besoins de toutes les entités de l'ordre judiciaire. La première version de l'application **Justview** révisée est en essai depuis juin 2022 sur le premier site pilote, la cour du travail d'Anvers. Dans les mois à venir, toutes les cours d'appel et les cours du travail seront équipés de ce Justinventory.

Les nombreux systèmes de gestion de dossiers obsolètes sont également pris en charge. Les processus de travail communs de la chaîne de justice civile et pénale ont été identifiés, définis et décrits dans un document fondamental de plus de 1.000 pages: le **Common Base**. Au printemps 2022, celle-ci a été validée par le Collège des cours et tribunaux et le Collège du ministère public. Une étape cruciale au cours de laquelle les différentes entités se sont transcendées pour aboutir à une base claire pour le développement d'un futur système de gestion des dossiers pour l'ordre judiciaire.

Les premières commandes pour l'introduction de nouveaux systèmes auront pour effet de doter l'Entité de cassation et les tribunaux et parquets d'application des peines d'un nouveau système de gestion des dossiers **JustNew**. Cette première phase permettra d'affiner la Common Base. Viennent ensuite les tribunaux de première instance, en particulier les tribunaux de la jeunesse et les tribunaux des affaires familiales.

L'année prochaine, nous travaillerons également sur JustCourt, une application permettant de suivre et d'organiser numériquement la gestion des audiences.

handtekening zal in 2023 verder beschikbaar worden gesteld binnen de rechterlijke orde.

Het **centraal register voor beschermde personen** is sinds juni 2021 operationeel. De gebruikelijke kinderziektes zijn intussen weggewerkt en intussen werd de tweede fase voorbereid om bijkomende functionaliteiten toe te voegen aan het product tegen de zomer van 2023. Het is een cruciaal instrument waarmee justitie kwetsbare personen beter kan bijstaan.

Op verschillende plaatsen wordt reeds gewerkt met de eerste versie van de **JustSend**-applicatie. Deze tool heeft als doel om de postverzendingen van justitie te digitaliseren. Medewerkers kunnen externe verzendingen zo volledig digitaal opstellen en via o.a. de eBox aan de bestemming bezorgen. De werking van JustSend breiden we het komende jaar uit met extra functies en de tool zal ter beschikking gesteld worden van de verschillende instanties binnen justitie.

De bestaande e-Inventaris wordt aangepast volgens de noden van allen entiteiten binnen de rechterlijke orde. De eerste versie van de vernieuwde applicatie **Justview** draait sinds juni 2022 proef op de eerste pilotsite, het arbeidshof van Antwerpen. De komende maanden worden alle hoven van beroep en arbeidshoven voorzien van deze Justinventory.

Ook de vele verouderde dossierbeheersystemen worden aangepakt. De gemeenschappelijke werkprocessen van de burgerlijke en strafrechtelijke keten werden geïdentificeerd, gedefinieerd en beschreven in een fundamenteel document van meer dan 1.000 pagina's: de **Common Base**. In het voorjaar van 2022 werd dit gevalideerd door het College van de hoven en rechtbanken en het College van het openbaar ministerie. Een cruciale stap waarbij de verschillende entiteiten zichzelf overstegen hebben om te komen tot een duidelijke basis voor de ontwikkeling van een toekomstig dossierbeheersysteem voor de rechterlijke orde.

De eerste opdrachten voor de invoering van nieuwe systemen zal ertoe leiden dat de Entiteit Cassatie en de strafuitvoeringsrechtbanken en -parketten over een nieuw dossierbeheersysteem **JustNew** zullen kunnen beschikken. Deze eerste fase laat toe om de Common Base verder te verfijnen. Vervolgens komen de rechtbanken van eerste aanleg aan bod, in het bijzonder de jeugd- en familierechtbanken.

Het komende jaar werken we ook aan JustCourt, een applicatie om het zittingsbeheer digitaal op te volgen en te organiseren.

Le système **MaCH**, avec lequel travaillent près de la moitié des magistrats et du personnel, fait l'objet d'une refonte complète et est rendu plus simple d'utilisation. Le passage primordial d'Open Office à MS Office pour tous les documents créés a été effectué. L'année prochaine, de nombreuses innovations seront introduites dans le système, notamment une modernisation de l'interface. L'application JustOne, qui permet d'établir les assignations et les créances de manière claire et simple, est cruciale à cet égard. Dans une première phase, elle sera introduite dans les parquets correctionnels. L'application PAGE actuelle, utilisée par les parquets généraux, sera remplacée par la version actualisée de MaCH. Ce processus se fera par étapes et devrait être finalisé d'ici la fin de 2023. Nous prévoyons des formations supplémentaires pour tous ces aspects.

Une première version de la plateforme **JustRestart** sera également introduite en 2023. Il s'agit d'un registre numérique de règlement collectif de dettes qui, par analogie avec RegSol, sera la plateforme de dépôt et de gestion des procédures de règlement collectif de dettes devant le tribunal du travail.

L'année prochaine, le paiement de l'aide de deuxième ligne sera également numérisé. Le recours à cet effet peut déjà être déposé numériquement via **JustDeposit**. Nous veillons à ce que cela soit automatiquement suivi d'un renvoi vers un environnement de paiement numérique.

La plateforme I+ Belgium pour la communication entre la police et la Justice concernant les 'personnes sous conditions' disparaîtra et sera remplacée par **JustSignal**. Ce nouvel outil offrira plus de possibilités et sera plus efficace. Il sera relié en temps réel à POV, la nouvelle application avec laquelle tous les services de police travailleront.

Etape 3: toutes les bases de données connectées

En outre, les bases de données existantes et celles qui doivent encore être développées sont en pleine transformation numérique. En octobre, la loi établissant le **Registre Central** des décisions de l'ordre judiciaire a été approuvée par le Parlement. Une procédure d'appel d'offres pour le moteur de pseudonymisation nécessaire est en cours. Dans une première phase, la base de données interne des jugements non pseudonymisés sera opérationnelle. Elle sera suivie par la base de données accessible au public des jugements pseudonymisés. Cela signifie que les 1,1 million de jugements et décisions annuels seront entièrement accessibles. Une avancée numérique majeure.

L'obtention numérique d'**extraits de casier judiciaire** par les villes et les communes est de plus en

Het systeem **MaCH**, waarmee grofweg de helft van de magistraten en medewerkers werken, wordt grondig vernieuwd en gebruiksvriendelijker gemaakt. De broodnodige overschakeling van Open Office naar MS Office voor alle aangemaakte documenten is gebeurd. Het komende jaar zullen heel wat vernieuwingen van het systeem ingevoerd worden, inclusief een vernieuwing van de interface. Cruciaal hierbij is de applicatie JustOne die toelaat op een overzichtelijke en eenvoudige manier dagvaardingen en eindvorderingen te maken. Deze zal in een eerste fase ingevoerd worden binnen de correctionele parketten. De huidige applicatie PAGE, gebruikt door de parketten-generaal, zal vervangen worden door de vernieuwde versie van MaCH. Dat proces zal gefaseerd verlopen en moet eind 2023 afgerond zijn. We voorzien voor al deze aspecten extra opleidingen.

In 2023 zal ook een eerste versie van het platform **JustRestart** ingevoerd worden. Dat is een digitaal register voor collectieve schuldenregeling dat, naar analogie met RegSol, het platform zal zijn voor het indienen en beheren van een procedure collectieve schuldenregeling voor de arbeidsrechtbank.

Het komende jaar zal ook het betalen van de tweedelijnsbijstand gedigitaliseerd worden. Het verzoekschrift hiertoe kan reeds digitaal worden neergelegd via **JustDeposit**. We zorgen ervoor dat hierop automatisch een doorverwijzing volgt naar een digitale betaalomgeving.

Het platform I+ Belgium voor communicatie tussen politie en justitie over 'personen onder voorwaarden' verdwijnt en wordt vervangen door **JustSignal**. Dit nieuwe instrument zal meer mogelijkheden bieden en performanter werken. Het zal in real-time gelinkt worden aan POV, de nieuwe applicatie waar alle politiediensten mee gaan werken.

Stap 3: alle databanken gelinkt

Daarnaast worden bestaande en nog te ontwikkelen databanken volop gedigitaliseerd. In oktober werd de wet tot oprichting van het **Centraal Register** voor de beslissingen van de rechterlijk orde, goedgekeurd door het parlement. Een aanbestedingsprocedure voor de noodzakelijke pseudonimiseringsmotor is lopende. In een eerste fase zal de interne databank met niet-gespeudonimiseerde vonnissen operationeel zijn. Erna volgt de publiek toegankelijke databank met gepseudonimiseerde vonnissen. Dat betekent dat de jaarlijks 1,1 miljoen vonnissen en arresten volledig toegankelijk zullen zijn. Een grote digitale stap vooruit.

Het digitaal bekomen van **uittreksels uit het strafregister** via de steden en gemeenten raakt steeds meer

plus courante. L'année dernière, 2 millions d'unités ont été livrées. Des préparatifs ont été effectués en vue de poursuivre l'échange de données avec d'autres services publics et les États membres de l'UE pour les citoyens non européens. Cela permettra aux services de police de consulter directement les casiers judiciaires et permettra également l'échange automatique avec d'autres pays de l'UE pour les citoyens non européens. Les révocations imposées dans le cadre d'affaires pénales ou de faillite seront également échangées avec d'autres États membres.

L'application eGrefte existante, qui permet la création d'asbl, de sociétés en commandite et de sociétés en nom collectif, a été profondément remaniée. Sous le nom de **JustAct**, il est désormais disponible sur Just-on-Web. L'année prochaine, les fonctions seront étendues à l'adaptation des mandats d'administrateurs et aux transferts de sièges. Cela augmente considérablement le service à la clientèle pour les asbl et les petites entreprises.

Depuis mai 2022, les experts judiciaires peuvent télécharger et suivre leurs déclarations de coûts de manière numérique via l'application **Justinvoice**. Ceci dans le but d'améliorer le service et de faciliter les paiements. Dans la prochaine phase, nous améliorerons l'interaction entre les bureaux de taxation et de liquidation pour éviter les doubles saisies. Nous fournissons également un aperçu clair des frais de justice par affaire pénale. Cela permettra à la justice de mieux identifier et recouvrer les coûts récupérables. Cela permettra à la justice de mieux identifier et recouvrer les coûts récupérables.

La modernisation du site web du *Moniteur belge* est également en cours de préparation. Nous sommes en train de numériser la procédure de demande et le système interne de gestion des dossiers pour permettre une publication plus rapide.

De plus, nous fournissons à la justice une plateforme d'intégration moderne, qui permettra d'utiliser des connecteurs de données réutilisables (API) afin de répondre plus rapidement à la nécessité d'interconnecter les bases de données à l'avenir.

L'application web **PacOs**, qui fait office de base de données numérique pour la gestion des pièces à conviction, est utilisée tant par la police que par la justice et sera préparée pour échanger des données avec Navision (le système du COIV) et le système du NICC, en plus de MaCH. Depuis 2022, PacOs est utilisé par les greffiers des tribunaux de première instance, les greffiers des cours d'appel, les greffiers des tribunaux de police et pour les dossiers jeunesse. Il y aura également un échange d'informations avec le système des Fin Shops.

ingeburgerd. Het voorbije jaar werden 2 miljoen stuks afgeleverd. De voorbereidingen voor verdere gegevensuitwisseling met andere overheidsdiensten en Europese lidstaten voor niet-EU-burgers, werden doorgevoerd. Hierdoor zullen de politiediensten het strafregister rechtstreeks kunnen raadplegen en zal ook een automatische uitwisseling met andere landen binnen de EU mogelijk zijn voor niet-EU-burgers. Ook bestuursverboden opgelegd in strafzaken of faillissementszaken zullen worden uitgewisseld met andere lidstaten.

De bestaande eGriffie-applicatie, die toelaat om vzw's, commanditaire vennootschappen en vennootschappen onder firma op te richten, werd grondig vernieuwd. Onder de naam **JustAct** is het voortaan beschikbaar op Just-on-Web. Het komende jaar zullen de functies uitgebreid worden naar het wijzigen van bestuursmandaten en zetelverplaatsingen. Dat verhoogt de klantvriendelijkheid voor vzw's en kleine ondernemingen aanzienlijk.

Sinds mei 2022 kunnen gerechtsdeskundigen hun kostenstaten digitaal opladen en opvolgen via de applicatie **Justinvoice**. Dit met het oog op een betere dienstverlening en vlottere betaling. In de volgende fase verbeteren we de interactie tussen taxatie- en vereffeningsbureaus om dubbele ingaven te vermijden. We zorgen ook voor een duidelijk overzicht van de gerechtskosten per straf dossier. Zo kan justitie de recupereerbare kosten beter in kaart brengen en terugvorderen.

Ook de modernisering van de website van het *Belgisch Staatsblad* is volop in voorbereiding. We digitaliseren de aanvraagprocedure en het intern dossierbeheersysteem om een snellere publicatie mogelijk te maken.

We voorzien Justitie daarnaast van een modern integratieplatform, dat zal toelaten om herbruikbare dataconnectoren (API's) te gebruiken, zodat in de toekomst sneller kan worden ingespeeld op de behoefte om databanken met elkaar te verbinden.

De webapplicatie **PacOs**, die fungeert als digitale databank voor het beheer van overtuigingsstukken, wordt zowel door politie als door justitie gebruikt en zal klaargemaakt worden om, naast met MaCH, ook gegevens uit te wisselen met Navision (het systeem van het COIV) en het systeem van het NICC. Sinds 2022 wordt PacOs gebruikt door de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg, de griffies van de hoven van beroep, de griffies van politierechtbanken en inzake jeugddossiers. Er zal ook uitwisseling van informatie plaatsvinden met het systeem van de Fin Shops.

Etape 4: Just-on-web comme portail d'accès unique à la justice

Le portail en ligne **Just-on-web** a été lancé en octobre 2021 en tant que point d'entrée unique numérique à la justice. Ce portail deviendra progressivement le lieu central où toutes les applications de la justice seront centralisées.

Les services en ligne qui existent déjà ont reçu une place dans Just-on-web, ont été restylés avec un nouveau look and feel et ont été conformés aux besoins d'utilisateurs. Ensuite, au cours de l'année, de nombreux nouveaux services ont été ajoutés graduellement à l'offre. Cela permet à Just-on-web de s'étendre à un aperçu exhaustif de ce que la justice offre en ligne, avec notamment les services suivants:

Le premier module à être intégré était celui des amendes (contraventions). Grâce au service en ligne **JustFines** sur Just-on-web, les citoyens et les entreprises peuvent obtenir un aperçu de leurs amendes des 36 derniers mois, consulter les détails et l'état d'avancement du dossier par amende, consulter les documents dans le dossier de leur amende ainsi que payer ou contester les amendes en ligne. Des auditeurs du travail ont également été ajoutés récemment à la plate-forme des amendes.

Depuis novembre 2021, les parties intéressées reçoivent une notification numérique d'une copie non signée d'une décision du tribunal de police. Ils sont informés que l'**arrêt** en question peut être consulté en **version numérique** sur Just-on-web. Cette notification automatique sera désormais étendue à la section civile des tribunaux de police et des tribunaux de paix.

Respectivement depuis mai et juin 2022, les applications mentionnées ci-dessus Justinvoice et JustConsult sont disponibles sur Just-on-web. Les applications expliquées sous l'étape 2 JustAct et JustRestart seront également ajoutées à l'offre une fois le développement finalisé.

La banque de données des Actes de l'État civil sera également mise à disposition sous peu sur la plateforme de la justice. Les habitants des petites communes qui ne disposent pas encore d'un guichet numérique pourront donc consulter ces actes de manière numérique.

Différents services utilisés par les tuteurs de mineurs étrangers non accompagnés seront également proposés sous forme numérique sur Just-on-web.

Stap 4: Just-on-web als unieke toegangspoort van justitie

Het online portaal **Just-on-web** werd in oktober 2021 gelanceerd als de unieke digitale toegangspoort tot justitie. Stap voor stap moet dit uitgroeien tot de centrale plaats waar alle applicaties van justitie gecentraliseerd wordt.

Reeds bestaande onlinediensten kregen een plaats op Just-on-web, werden gerestyled naar de nieuwe look en feel en werden afgestemd op de gebruikersnoden. Vervolgens werden het voorbije jaar heel wat nieuwe diensten gradueel toegevoegd aan het aanbod. Zo groeit Just-on-web verder uit tot een exhaustief overzicht van wat justitie online te bieden heeft, met onder meer volgende diensten:

De eerste module die geïntegreerd werd, was die voor (verkeers)boetes. Via de onlinedienst **JustFines** op Just-on-web kunnen zowel burgers als ondernemingen een overzicht krijgen van hun boetes van de laatste 36 maanden, de details en dossier verloop per boetes bekijken, documenten raadplegen in het dossier van hun boete alsook de boetes online betalen of betwisten. Ook arbeidsauditoraten werden recent toegevoegd aan het boeteplatform.

Sinds november 2021 krijgen betrokken partijen een digitale kennisgeving van een niet-ondertekend afschrift van een beslissing van de politierechtbank. Ze worden hierbij ingelicht dat het desbetreffende **vonnis digitaal** in te kijken is op Just-on-web. Deze automatische kennisgeving zal nu worden uitgebreid naar het burgerlijk luik van de politierechtbanken en de vredegerechten.

Sinds respectievelijk mei en juni 2022 zijn de hierboven aangehaalde applicaties Justinvoice en JustConsult beschikbaar via Just-on-web. Ook de onder stap 2 toegelichte applicaties JustAct en JustRestart zullen, eens de ontwikkeling is afgerond, aan het aanbod worden toegevoegd.

Binnenkort zal ook de **Databank van de Burgerlijke Stand** ter beschikking gesteld worden op het platform van justitie. Zo zal het ook voor inwoners van kleinere gemeenten die nog niet over een digitaal loket beschikken mogelijk zijn om deze akten digitaal op te vragen.

Verschillende diensten waar voogden van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen beroep op doen, zullen ook digitaal worden aangeboden op Just-on-web.

En outre, l'obtention d'un plan de remboursement et la demande de modalités d'exécution de la peine sont dans le pipeline pour faire l'objet d'une transformation numérique en tant que service en ligne.

En ce moment on travaille sur la possibilité d'arriver à une solution single sign-in pour tous les services en ligne du portail via un système sécurisé de management d'identité et d'accès.

Etape 5: une justice plus performante pour obtenir des résultats

Finalement, on met tout en œuvre pour maximiser les gains d'efficacité grâce à un fonctionnement numérique plus rapide de la justice.

Un projet pilote a été lancé l'année dernière pour diminuer la charge de travail afférente aux plis judiciaires: la procédure administrative pour établir les plis judiciaires est en cours de numérisation. Sur 5 sites pilotes, 14.000 **plis judiciaires** ont été envoyés avec une intervention manuelle minimale des greffiers. Alors qu'il s'agit habituellement d'un processus fastidieux, une minute et demie de temps de travail est désormais économisée par lettre. Dans les 5 sites pilotes, cela a permis de libérer 50 jours ouvrables que les collaborateurs des greffiers ont pu consacrer à des tâches plus utiles. Pour rendre possible ce projet pilote réussi, un nouveau système IT a été développé pour automatiser le processus. Ce nouveau système est actuellement relié à l'infrastructure existante en vue d'un déploiement ultérieur plus large.

Le suivi numérique des dossiers permet désormais également d'envoyer une lettre d'information automatique aux parties civiles mentionnées dans un jugement définitif à une peine d'emprisonnement. Une **fiche victime**, avec les explications nécessaires, est jointe, afin que les victimes puissent rapidement faire valoir leurs droits.

Pour permettre un paiement électronique fluide, de nombreux **terminaux de paiement** sont installés dans les greffes. D'ici la fin de l'année, cela devrait être possible dans tous les greffes de notre pays. Après cela, nous visons à simplifier grandement la comptabilité des greffes, ce qui pourrait éliminer une grande partie de la charge de travail administrative. Une fois que nous aurons modernisé les options de paiement et la comptabilité, nous voulons abandonner l'utilisation de l'argent liquide. Cela représente une charge de travail considérable pour les greffes et comporte toujours des risques. On veillera toujours à ce que les personnes qui ne disposent pas de moyens de paiement modernes puissent quand même payer. Le processus des dépôts en espèces par la

Daarnaast zitten ook het bekomen van een afbetalingsplan en het aanvragen van strafuitvoeringsmodaliteiten in de pijplijn om gedigitaliseerd te worden als online dienst.

Er wordt volop gewerkt aan de mogelijkheid om via een beveiligd identity- en access management systeem te komen tot een single sign-on oplossing voor alle online diensten van het portaal.

Stap 5: performantere justitie boekt resultaten

Tot slot wordt alles in het werk gesteld om maximaal efficiëntiewinsten te boeken door een snellere digitale werking van justitie.

Er werd het voorbije jaar een proefproject opgestart om de werklust rond gerechtsbrieven te verminderen: het administratief proces om een gerechtsbrief op te maken wordt gedigitaliseerd. Op 5 pilotsites werden 14.000 **gerechtsbrieven** verstuurd met minimale manuele tussenkomst van de griffiers. Waar dit doorgaans een omslachtig proces is, werd nu anderhalve minuut werktijd bespaard per brief. Over de 5 pilotsites heen werden zo 50 werkdagen aan tijd vrijgemaakt die griffiedewerkers aan nuttigere taken konden besteden. Om dit succesvol proefproject mogelijk te maken, werd een nieuw IT-systeem ontwikkeld om het proces te automatiseren. Dit nieuwe systeem wordt momenteel gelinkt aan de bestaande infrastructuur om vervolgens breder in te voeren.

Het digitaal opvolgen van dossiers laat nu ook toe dat er altijd een automatische informatiebrief wordt uitgestuurd naar de burgerlijke partijen die vermeld worden in een definitief vonnis met gevangenisstraf. Daarbij wordt ook een **slachtofferfiche** gevoegd met de nodige uitleg, zodat slachtoffers snel hun rechten kunnen opeisen.

Om vlotte elektronische betaling mogelijk te maken, worden volop **betaalterminals** geïnstalleerd in de griffies. Tegen het einde van het jaar moet dit in elke griffie in ons land mogelijk zijn. Hierna willen we de boekhouding van de griffies sterk vereenvoudigen waardoor heel wat administratieve werklust kan komen weg te vallen. Zodra we de betaalmogelijkheden en de boekhouding hebben gemoderniseerd, willen we af van het gebruik van cash geld. Dit zorgt immers voor heel wat werklust bij de griffies en houdt altijd risico's in. Er zal steeds gewaakt worden over het feit dat ook personen die niet beschikken over moderne betaalmiddelen toch kunnen betalen. Ook het proces van cashneerleggingen door politie zal worden onderzocht en, in overleg met de

police sera également examiné et, en concertation avec les services concernés, remplacé par des alternatives modernes dans la mesure du possible.

La numérisation de la justice nous permet également d'élaborer des **datadashboards**, qui donnent un aperçu du flux de travail, des phénomènes et de la charge de travail. Il y en a déjà qui sont opérationnels. Notamment lors du démarrage du nouveau parquet pour la sécurité routière, ces dashboards étaient cruciaux. Nous souhaitons utiliser davantage cette approche à l'avenir, notamment pour la protection des victimes de violences conjugales et le suivi des transactions immédiates.

1.2.2. La transformation numérique dans les prisons

La transformation numérique bat également son plein dans nos prisons. Bien entendu, l'administration centrale du système pénitentiaire et les établissements pénitentiaires ont également bénéficié d'une opération de renouvellement indispensable de l'infrastructure ICT et de l'équipement du personnel.

En outre, le marché public pour le remplacement de l'application actuelle, Sidis Suite, a été menée à bien. Les développements ont effectivement commencé depuis juin 2022. L'année prochaine, les travaux sur ce sujet battront leur plein. Étape par étape, les modules de l'application **JustPrison** seront développés et testés de manière approfondie avec les utilisateurs finaux.

Après qu'un premier marché public pour un dossier patient numérique dans les prisons n'ait pas permis de trouver un candidat, un nouveau marché est en cours de préparation. Après avoir consulté le marché belge des programmes médicaux compatibles avec l'e-Health, une procédure ouverte sera lancée. Le marché public pour **JustFromCell** a déjà été attribué cet été (cf. chapitre 2.5).

2. Plus humaine

2.1. La justice doit être accessible, y compris pour les personnes les plus vulnérables

Tout le monde devrait avoir accès à la justice, quels que soient ses moyens financiers. Dans ce cadre, la réforme de l'aide juridique de deuxième ligne est une mesure cruciale. Ainsi, depuis septembre 2020, les plafonds de revenus pour pouvoir faire appel à un avocat pro deo sont augmentés de 100 euros chaque année et ce, pendant trois ans.

Cela signifie donc qu'à partir du 1^{er} septembre 2023, les personnes seules auront droit à un **avocat pro deo** si leur revenu net mensuel est égal ou inférieur à

betrokken diensten, maximaal worden vervangen door moderne alternatieven.

De digitalisering van justitie laat ons ook toe om **datadashboards** uit te werken die een overzicht geven van de workflow, fenomenen en werklast. Hiervan zijn er al verschillende operationeel. Onder meer bij het opstarten van het nieuwe parket voor de verkeersveiligheid waren deze dashboards cruciaal. Die aanpak willen we in de toekomst ook meer inzetten voor onder meer bescherming van slachtoffers van partnergeweld en de opvolging van de lik-op-stukboetes.

1.2.2. Digitalisering in de gevangenissen

Ook in onze gevangenissen wordt volop gewerkt aan een digitale transformatie. Uiteraard werd ook voor de centrale administratie van het gevangeniswezen en de penitentiaire instellingen de broodnodige vernieuwingsoperatie van de ICT-infrastructure en het materiaal van de medewerkers doorgevoerd.

Daarnaast is de openbare aanbesteding voor de vervanging van de huidige applicatie Sidis Suite succesvol afgerond. Sinds juni 2022 is men effectief gestart met de ontwikkelingen. Het komende jaar wordt hier volop aan gewerkt. Stap voor stap zullen de modules van de applicatie **JustPrison** worden uitgewerkt en uitvoerig getest met de eindgebruikers.

Nadat een eerste aanbesteding voor een digitaal patiëntendossier in de gevangenissen geen kandidaat opleverde, wordt een nieuwe opdracht voorbereid. Na raadpleging van de Belgische markt voor medische programma's die compatibel zijn met e-Health, zal een openbare procedure worden opgestart. Deze zomer werd reeds de overheidsopdracht voor **JustFromCell** gegund (cf. hoofdstuk 2.5).

2. Menselijker

2.1. Justitie moet toegankelijk zijn, ook voor de meest kwetsbaren

Iedereen moet een beroep kunnen doen op justitie, ongeacht de financiële middelen waarover men beschikt. De hervorming van de juridische tweedelijnsbijstand is een cruciale maatregel. Zo worden de inkomensplafonds om in aanmerking te komen voor een pro-deo advocaat sinds september 2020 drie jaar lang stapsgewijs verhoogd met 100 euro.

Dit betekent dat bijvoorbeeld alleenstaanden vanaf 1 september 2023 recht zullen hebben op een **pro deo-advocaat** bij een maandelijks netto-inkomen van

1.526 €, contre 1.226 € en septembre 2020. Pour les personnes mariées, cohabitantes ou ayant des personnes à charge, ce seuil sera également augmenté de 300 euros au 1^{er} septembre 2023 par rapport à trois ans auparavant. Par ailleurs, à partir du 1^{er} septembre 2024, le plafond de revenus sera lié à l'indice des prix à la consommation. L'élargissement de l'aide juridique de deuxième ligne s'est déjà traduit par 26.000 dossiers pro deo supplémentaires au cours de l'année judiciaire 2020-2021. En concertation avec les partenaires, nous examinons comment simplifier les procédures et les formalités administratives requises pour soumettre une demande d'aide juridique de deuxième ligne. Enfin, nous assurons des honoraires stables aux avocats sans engendrer de surcoûts.

L'accessibilité peut également être prise au sens littéral. C'est pourquoi chaque année, deux des grands palais de justice seront équipés d'un **accueil commun**, à l'instar de l'accueil bien-être dans le Vlinderpaleis à Anvers. Un accueil commun à toutes les entités judiciaires permet de conseiller et d'orienter les citoyens tant sur le plan juridique que social. Cette démarche devrait rendre les palais de justice plus accessibles pour les justiciables. En 2023, nous prévoyons ces accueils communs à Bruges et à Liège. L'année suivante, ce sera au tour de Mons et de Gand. Pour ce faire, les collègues doivent déterminer les besoins. Si nécessaire, du personnel supplémentaire sera fourni. Les discussions sont en cours. L'élaboration se fera en étroite concertation avec les centres d'aide sociale flamands (CAW) et les barreaux.

Si la Justice mise beaucoup sur la numérisation, nous restons attentifs aux personnes moins familiarisées avec le numérique. Personne ne doit être exclu. Par conséquent, tous les **PC kiosques** seront remplacés par de nouveaux. Cela permettra aux citoyens qui sont moins familiers avec le numérique de consulter, dans le tribunal même, les outils en ligne sur Just-on-web, tels que JustConsult, pour accéder à leurs dossiers. Les greffiers les aideront à cet égard. Ces mesures sont des outils importants pour promouvoir l'accès à la justice pour tous, comme le prévoit l'ODD 16. De plus, l'augmentation progressive du seuil pour faire appel à un avocat pro deo contribue à la réalisation de l'**ODD 10**, à savoir "Réduire les inégalités dans le pays".

2.2. S'attaquer à l'industrie de la dette

Nous prenons des mesures pour lutter contre le surendettement en rationalisant les coûts liés au recouvrement judiciaire. Il s'agit tant des coûts liés à l'intervention du recouvreur professionnel que des coûts liés à la procédure en elle-même. Nous visons un recouvrement centralisé et éthique, en vue de mieux protéger les consommateurs financièrement plus vulnérables, et veillons également à

1.526 euro of lager, ten opzichte van 1.226 euro voor september 2020. Ook voor mensen die gehuwd, samenwonend of personen ten laste hebben, zal die grens tegen 1 september 2023 met 300 euro hoger liggen dan drie jaar eerder. Vanaf 1 september 2024 wordt die inkomensgrens bovendien gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen. De uitbreiding van de juridische tweedelijnsbijstand leverde in het gerechtelijk jaar 2020-2021 reeds 26.000 extra pro deo-dossiers op. In overleg met de partners onderzoeken we ook hoe we de procedures en administratieve formaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot juridische tweedelijnsbijstand kunnen vereenvoudigen. Tenslotte verzekeren we een stabiele vergoeding voor de advocaten zonder dat dit een meerkost tot gevolg heeft.

Toegankelijkheid mag ook letterlijk worden genomen. Daarom worden jaarlijks twee van de grote gerechtshoeven uitgerust met een **gemeenschappelijk onthaal**, naar analogie met het welzijnsonthaal in het Vlinderpaleis in Antwerpen. Een gemeenschappelijk onthaal overstijgt alle gerechtelijke entiteiten, heeft een adviesfunctie en verwijst burgers door op zowel juridisch als sociaal vlak. Dit moet drempelverlagend werken voor de rechtszoekende. Voor 2023 voorzien we deze gemeenschappelijke onthalen in Brugge en Luik. Het jaar erna zijn Bergen en Gent aan de beurt. Hiervoor moeten de colleges de behoeftebepaling vastleggen waarbij extra personeel zal voorzien worden. De besprekingen lopen volop. De uitwerking gebeurt in nauw overleg met de CAW's en balies.

Justitie mag dan wel fors inzetten op digitalisering, toch hebben we oog voor mensen die minder digitaal onderlegd zijn. Niemand mag uitgesloten worden. Daarom worden alle **kiosk-pc's** vervangen door nieuwe exemplaren. Dit laat burgers die minder digitaal onderlegd zijn toe de online tools op Just-on-web, zoals JustConsult voor de inzage van hun dossier, te raadplegen in de rechtbank zelf. De griffiers staan hen hierin bij. Deze maatregelen zijn belangrijke instrumenten om toegang tot justitie voor iedereen te bevorderen, zoals uitgewerkt in SDG 16. Daarbovenop zorgt de stapsgewijze verhoging om in aanmerking te komen voor een pro-deo advocaat mee voor de realisatie van **SDG 10** "Dring ongelijkheid in het land terug".

2.2. Schuldindustrie aanpakken

We nemen maatregelen in de strijd tegen overmatige schuldenlast door de kosten verbonden aan gerechtelijke en minnelijke schuldinvordering te rationaliseren. Het gaat zowel om kosten verbonden aan de tussenkomst van de professionele invorderaar als om kosten verbonden aan de procedure zelf. Er wordt gestreefd naar een gecentraliseerde en ethische schuldinvordering,

une perception et un recouvrement efficaces et équilibrés pour les créanciers. Les différents projets, initiatives et propositions de loi sur la détection précoce, l'aide au paiement et la centralisation des dossiers de dettes ont été examinés et sont en train d'être transposés en textes juridiques en vue de les soumettre au Conseil des ministres et au Parlement.

Nous faisons une distinction entre les personnes qui ne veulent pas payer et celles qui ne le peuvent pas. Ces dernières doivent être orientées vers un service d'aide à la gestion des dettes, afin d'inclure la dette dans un plan de remboursement.

Finalement, le règlement collectif de dettes sera amélioré et donc réformé. Un marché public a été lancé pour analyser dans quelle mesure il peut être aligné sur la nouvelle loi sur l'insolvabilité. Il sera également tenu compte des différents avis et propositions des organisations du terrain relatifs au fonctionnement du système actuel.

2.3. Protéger les enfants

La sauvegarde et le développement des droits de l'enfant ont toujours été une priorité pour la Justice. Dans le cadre de la réforme du tribunal de la famille, nous rendons plus efficace le **droit de l'enfant d'être entendu**. Des recherches ont, en effet, montré que tous les juges ne parlent pas activement aux enfants lors de l'élaboration des modalités du droit de visite et lors de procédures de divorce.

De plus, la loi du 20 mai 2021 modifiant le Code civil en ce qui concerne les liens personnels entre frères et sœurs a assuré que les frères et sœurs ne peuvent plus être séparés en cas de procédures de divorce. Cela signifie qu'un juge de la famille doit aspirer à un règlement similaire pour les frères et sœurs, afin que leurs modalités d'hébergement se chevauchent autant que possible.

Dans le nouveau Code pénal, nous prévoyons également une aggravation de la peine si la violence intra-familiale est commise en présence d'un mineur. Enfin, nous accordons à l'enfant une place centrale dans la réforme du droit de la filiation.

Par le biais de la Commission nationale pour les droits de l'enfant (CNDE), nous participons au projet pilote **GlobalChild** pour faire le point sur les structures et processus actuels en Belgique concernant les droits de l'enfant. Nous fournissons les informations requises dans la cartographie nationale des droits de l'enfant, initiée

met het oog op een betere bescherming van financieel zwakkere consumenten. We hebben ook oog voor een efficiënte en evenwichtige inning en invordering voor de schuldeisers. De verschillende projecten, initiatieven en wetsvoorstellen rond vroeg-signalering, betaalbegeleiding en centralisering van schuld dossiers zijn inmiddels onderzocht en worden omgezet in wetteksten om voor te leggen aan de Ministerraad en het parlement.

We maken een onderscheid tussen mensen die niet willen betalen en mensen die niet kunnen betalen. Mensen die niet kunnen betalen, moeten geleid worden naar de schuldhulpverlening om de schuld op te nemen in een afbetalingsplan.

Ten slotte zal de collectieve schuldenregeling worden verbeterd en dus hervormd. Er is een overheidsopdracht opgestart waarbij men analyseert in hoeverre kan worden afgestemd op het nieuw insolventierecht. Daarbij zal ook rekening gehouden worden met de verschillende adviezen en voorstellen van organisaties op het terrein omtrent de werking van het huidige systeem.

2.3. Beschermen van kinderen

De rechten van het kind vrijwaren en uitbreiden is steeds een prioriteit geweest voor Justitie. Als onderdeel van de hervorming van de familierechtbank maken we het **recht van het kind om gehoord te worden** doeltreffender. Uit onderzoek is namelijk gebleken dat niet alle rechters actief de kinderen spreken bij het opstellen van omgangsregelingen en tijdens echtscheidingsprocedures.

Daarnaast heeft de wet van 20 mei 2021 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de persoonlijke banden tussen broers en zussen, ervoor gezorgd dat broers en zussen niet meer gescheiden mogen worden naar aanleiding van echtscheidingsprocedures. Dit betekent dat een familierechter een eenzelfde regeling moet nastreven voor broers en zussen, zodat hun verblijfsregelingen in de mate van het mogelijke elkaar overlappen.

In het nieuw Strafwetboek voorzien we ook in een strafverzwaring indien er intrafamiliaal geweld gepleegd wordt in de aanwezigheid van een minderjarige. Ten slotte geven we het kind een centrale plaats in de hervorming van het afstammingsrecht.

Via de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind (NCRK) nemen we deel aan het pilootproject **GlobalChild** om de huidige structuren en processen in België te inventariseren inzake kinderrechten. We verstrekken de informatie die vereist is in de nationale kinderrechten cartografie, geïnitieerd door NCRK. Voor

par la CNDE. Lors de l'élaboration de notre politique, nous tenons compte des recommandations de la CNDE.

Nous développerons et intégrerons l'outil appelé **Kindtoets** dans les procédures policières et judiciaires, y compris les procédures numériques. Un groupe de travail composé des acteurs concernés a été créé, sous la direction du SPF Intérieur. Ce groupe de travail s'est réuni tous les mois. L'objectif global est d'améliorer les relations entre les jeunes et la police. Nous avons également participé à plusieurs journées d'étude consacrées à la place de l'enfant dans le proces. Nous mettons en œuvre à l'échelle nationale les meilleures pratiques de nos cours et tribunaux en matière de droits de l'enfant, tel que le modèle de consensus. Ainsi, les enfants sont moins victimes de divorces conflictuels.

Nous soutenons le règlement européen visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants et le transposerons en droit national si nécessaire. Un soutien financier a été accordé au projet **Arachnid** de Child Focus, facilitant la détection et la suppression des images d'abus sexuels. Cela permet au projet d'être pleinement opérationnel et adapté aux besoins du futur. Nous soutenons pleinement les initiatives européennes visant à assurer le dépistage préventif et le retrait de matériel pédopornographique et nous sommes favorables à la création d'un centre européen de lutte contre les abus sexuels sur les enfants en ligne.

Cet éventail de mesures vise à protéger le bien-être des enfants, tout comme l'ODD 3 qui vise à "promouvoir le bien-être de tous à tout âge".

2.4. Une approche centrée sur la victime

Nous voulons rendre la justice plus humaine en accordant plus d'attention aux besoins de la victime. Les nombreux contacts que nous avons eus avec diverses victimes et services d'aide aux victimes ont fait apparaître un certain nombre de problèmes aigus sur lesquels nous avons travaillé activement au cours de l'année écoulée et continuerons à travailler activement au cours de l'année à venir.

Il s'est avéré que, depuis les attentats terroristes du 22 mars 2016, trop de victimes attendent toujours une indemnisation correcte de la part de leur compagnie d'assurance. Nous avons déposé un projet de loi, afin que les **victimes d'attentats** soient désormais indemnisées correctement et dans les meilleurs délais, quel que soit le lieu ou le mode d'agression et qu'elles soient assurées ou non. Ce projet de loi a été approuvé au Conseil des ministres du 14 octobre 2022.

de ontwikkeling van ons politiek beleid nemen we de aanbevelingen van het NCRK in aanmerking.

Daarnaast ontwikkelen en integreren we het aspect **Kindtoets** in politionele- en justitiële procedures, met inbegrip van digitale procedures. Een werkgroep is samengesteld met de betrokken actoren, onder regie van de FOD Binnenlandse Zaken. Deze werkgroep is maandelijks samen gekomen. Het doel is de relatie tussen jongeren en de politie te verbeteren. We namen tevens deel aan verscheidene studiedagen gewijd aan de plaats van het kind in het proces. De best practices van onze hoven en rechtbanken met betrekking tot kinderrechten, zoals het consensusmodel, voeren we nationaal door. Zo worden kinderen minder het slachtoffer van vechtscheidingen.

We steunen de Europese verordening tot voorkomen en bestrijden van kindermisbruik en zetten deze om in nationale wetgeving indien nodig. Er is financiële steun verleend aan het project **Arachnid** van Child Focus waardoor beelden van seksueel misbruik sneller worden opgespoord en verwijderd. Dit zorgt ervoor dat het project volledig operationeel en toekomstbestendig kan functioneren. We verlenen alle medewerking aan Europese initiatieven om ervoor te zorgen dat Child Sexual Abuse Material preventief gescreend en verwijderd wordt en steunen de oprichting van een Europees centrum om online kindermisbruik tegen te gaan.

Met deze resem aan maatregelen wordt getracht het welzijn van kinderen te beschermen, net zoals SDG 3 "promoot welzijn voor alle leeftijden" voorschrijft.

2.4. Het slachtoffer staat centraal

We willen justitie menselijker maken door meer aandacht te hebben voor de noden van het slachtoffer. Uit onze vele contacten met diverse slachtoffers en de diensten voor slachtofferbegeleiding kwamen een aantal acute pijnpunten naar voor, waar we het afgelopen jaar aan hebben gewerkt en het komende jaar actief aan blijven werken.

Te veel slachtoffers bleken sinds de terroristische aanslagen van 22 maart 2016 nog te wachten op een correcte vergoeding door hun verzekeringsmaatschappij. Wij hebben een wetsontwerp ingediend, zodat **slachtoffers van aanslagen** voortaan altijd correct en tijdig worden vergoed, ongeacht de plaats of wijze van aanslag en ongeacht of ze verzekerd zijn of niet. Dit wetsontwerp werd goedgekeurd op de Ministerraad van 14 oktober 2022.

En groupes de travail préliminaires, le procès d'assises sur les attentats terroristes du 22 mars 2016 a été préparé au mieux, en collaboration avec les assistants de justice du Service d'accueil des victimes, afin que les victimes puissent suivre le procès dans les meilleures conditions possibles. Les accompagnateurs de victimes et les collaborateurs des Maisons de justice offrent une écoute et un soutien dans le traitement des formalités et l'examen des droits légaux des victimes de terrorisme. Grâce à la relation individuelle avec des experts du vécu, la victime bénéficie enfin d'un soutien personnalisé. Une solution a également été imaginée pour les victimes qui ne peuvent pas assister physiquement au procès, grâce à une webradio qu'elles pourront écouter pendant le procès.

Dans les cours et tribunaux, nous continuons à aménager des **espaces séparés** pour les victimes. Un exemple concret est le projet de rénovation Britselei à Anvers, où des espaces séparés ont été spécifiquement prévus pour les victimes. Tous les futurs plans de besoins en tiendront compte. Avec le Collège des cours et tribunaux et les communautés, nous étudions la possibilité de mettre en place un accueil des victimes dans chaque tribunal.

Le fonctionnement de la **Commission pour les victimes d'actes intentionnels de violence** a été examiné. Il sera renforcé et amélioré. Ainsi, un projet de loi sur l'octroi accéléré d'aides financières a été finalisé et soumis au parlement. La procédure a été simplifiée et peut désormais se faire par écrit, à condition que les victimes acceptent et présentent un dossier complet. En outre, il est prévu de recruter trois collaborateurs supplémentaires pour renforcer la chambre néerlandophone, qui subit un arriéré. Deux de ces postes vacants ont depuis été pourvus. Parallèlement, le programme MaCH est adapté, afin que la Commission puisse s'y connecter. Cela devrait réduire leur charge de travail administratif.

Nous continuons également à travailler sur la consultation numérique du dossier pénal. En juin 2022, une première étape importante a été franchie avec le lancement de l'application **JustConsult** sur Just-on-web. Grâce à cet outil, les victimes, les proches, les avocats et toutes les personnes impliquées dans des procédures judiciaires. Dans cette première phase, des dossiers relatifs aux violences sexuelles, aux violences intrafamiliales, aux assassinats et aux meurtres ont été ouverts car une approche humaine est absolument nécessaire dans ce genre d'affaires. Dans une deuxième phase, le dossier numérique sera étendu à d'autres affaires

In voorafgaande werkgroepen werd in samenwerking met de justitieassistenten van de dienst slachtofferonthaal het assisenproces over de terroristische aanslagen van 22 maart 2016 zo goed mogelijk voorbereid, zodat de slachtoffers het proces in de best mogelijke omstandigheden kunnen volgen. De slachtoffercoaches en de mensen van de Justitiehuzen bieden een luisterend oor en steun bij het verwerken van de formaliteiten en het onderzoeken van de wettelijke rechten van slachtoffers van terrorisme. Dankzij de één-op-één relatie met ervaringsdeskundigen krijgt het slachtoffer eindelijk gepersonaliseerde steun. Ook voor de slachtoffers die het proces niet fysiek kunnen bijwonen, is er een oplossing bedacht met een webradio die tijdens het proces te beluisteren is.

In de hoven en de rechtbanken gaan we verder met het voorzien van **aparte ruimtes** voor slachtoffers. Een concreet voorbeeld is het renovatieproject Britselei in Antwerpen, waar specifiek voorzien werd in aparte ruimtes voor slachtoffers. Alle toekomstige behoefteplannen zullen hier rekening mee houden. We toetsen ook de creatie van een slachtofferonthaal in elke rechtbank af met het College van de hoven en rechtbanken en de gemeenschappen.

De werking van de **Commissie voor Slachtoffers van Opzettelijke Gewelddaden** werd tegen het licht gehouden en er komt versterking en verbetering. Zo is een wetsontwerp over versnelde toekenning van financiële hulp afgerond en ingediend in het parlement. De procedure werd vereenvoudigd en kan voortaan ook schriftelijk verlopen, althans indien de slachtoffers hiermee instemmen en ze een volledig dossier indienen. Daarnaast worden drie bijkomende medewerkers aangeworven ter versterking van de Nederlandstalige kamer, die met een achterstand kampt. Twee van die vacatures zijn intussen ingevuld. Tegelijkertijd wordt er gewerkt aan een aanpassing van het MaCH-programma zodat de Commissie er op kan aansluiten. Dit moet hun administratieve werklast verminderen.

We werken ook verder aan de digitale inzage van strafdossiers. In juni 2022 werd een eerste belangrijke stap gezet met de lancering van de applicatie **JustConsult** op Just-on-web. Dankzij deze tool kunnen slachtoffers, nabestaanden, advocaten en alle betrokkenen bij rechtszaken voortaan online inzage verkrijgen in hun gerechtelijke dossiers. In deze eerste fase werden dossiers rond seksueel geweld, intrafamiliaal geweld, moord en doodslag opengesteld omdat in dit soort zaken een menselijke aanpak absoluut nodig is. In een tweede fase wordt het digitaal dossier uitgebreid naar andere gerechtelijke zaken en worden ook de rechtstreeks door het parket gedagvaarde dossiers rond seksueel

judiciaires et les dossiers de violences sexuelles, de violences intrafamiliales, d'assassinats et de meurtres, cités directement par le parquet, pourront également être consultés par voie numérique.

Afin d'aider les magistrats à prendre de meilleures décisions concernant la sécurité des victimes et la prévention de récidive, par exemple dans le cadre de violences entre partenaires ou de violences sexuelles, la plateforme Crossborder travaille sur un **outil d'évaluation des risques**. Cet outil devrait fournir un aperçu réaliste de l'implication d'un inculpé dans une ou plusieurs affaires correctionnelles, liées ou non à la violence intrafamiliale, et du délai dans lequel cela s'est produit. Ce projet est dans une phase de test, dans laquelle une collaboration a été mise en place avec le parquet du Limbourg et un retour d'information a déjà été fourni. Nous poursuivons l'analyse et la définition des paramètres de détermination du risque de récidive, afin de mettre cet outil à la disponibilité de tous les cours, tribunaux et parquets.

Les lettres judiciaires doivent être compréhensibles et faire preuve d'empathie à l'égard de tout citoyen, et notamment de la victime. Les décisions doivent être mieux expliquées et les éventuelles démarches à suivre doivent être claires. C'est pourquoi nous adaptons progressivement les lettres judiciaires dans le cadre du projet **Klare Taal**. La réécriture a déjà été faite pour la fiche victime et la lettre sur le droit des victimes d'être impliquées dans l'exécution de la peine des auteurs. La lettre de classement sans suite et la lettre de convocation devant la chambre du conseil sont les prochaines à l'ordre du jour. Au total, les 20 lettres les plus fréquemment envoyées seront réécrites. Elles représentent 80 % du volume.

La société au sens large doit également être informée correctement et en langage humain des décisions prises par la justice. Cela s'applique tant au stade de l'enquête qu'à celui du jugement. C'est pourquoi nous avons libéré des fonds pour 5 professionnels chargés d'expliquer les décisions de justice auprès des tribunaux au niveau du ressort et 14 professionnels chargés d'expliquer les actions en justice auprès des parquets. Cela devrait, d'une part, empêcher la désinformation et, d'autre part, fournir une interprétation nuancée. Les discussions sont en cours avec le Collège des cours et tribunaux et le Collège du ministère public sur la composante réglementaire et pratique.

2.5. Une approche humaine pour les détenus et les internés

Maintenant que nous avons commencé l'**exécution progressive de toutes les peines**, la justice a la responsabilité de veiller à ce que la détention ait du sens. La période de détention ne doit pas être considérée

geweld, intrafamiliaal geweld, moord en doodslag digitaal consulteerbaar.

Om magistraten beter beslissingen te laten nemen met betrekking tot de veiligheid van de slachtoffers en het vermijden van recidive, bijvoorbeeld in het kader van partnergeweld of seksueel geweld, wordt door het Crossborderplatform gewerkt aan een **risicotaxatie-instrument**. Dit instrument moet een reëel overzicht geven van de betrokkenheid van een verdachte in één of meerdere correctionele zaken, al dan niet gerelateerd aan intrafamiliaal geweld en binnen welke tijdspanne dit gebeurde. Dit project zit in een testfase waarbij een samenwerking werd opgezet met het Parket Limburg en er reeds feedback is gegeven. We werken verder aan de analyse en het definiëren van de parameters ter bepaling van het recidiverisico, om dit instrument bij alle hoven, rechtbanken en parketten beschikbaar te maken.

Gerechtsbrieven moeten begrijpelijk en empathisch zijn voor iedere burger, niet in het minst voor een slachtoffer. Beslissingen moeten beter worden uitgelegd en de eventueel te ondernemen stappen moeten duidelijk zijn. Daarom passen we de gerechtsbrieven stap voor stap aan door middel van het project **Klare Taal**. Het herschrijven is reeds gebeurd voor de slachtofferfiche en de brief inzake het recht voor slachtoffers om betrokken te worden bij de strafuitvoering van daders. De seponeringsbrief en oproepingsbrief voor de raadkamer staan als volgende op het programma. In totaal worden de 20 meest verzonden brieven herschreven. Die zijn goed voor 80 % van het volume.

Ook de brede samenleving moet correct en in mensentaal geïnformeerd worden over beslissingen die justitie neemt. Dit geldt zowel voor de fase van het onderzoek als bij het vonnis. Daarom maakten we middelen vrij voor 5 vonnisvoorlichters bij de rechtbanken op ressortniveau en 14 vorderingsvoorlichters bij de parketten. Dit moet enerzijds desinformatie tegengaan en anderzijds voor genuanceerde duiding zorgen. De gesprekken met het College van de hoven en rechtbanken en het College van het openbaar ministerie over het regelgevende en praktische luik zijn lopende.

2.5. Een menselijke aanpak voor gedetineerden en geïnterneerden

Nu we gestart zijn met het gefaseerd **uitvoeren van alle straffen** heeft justitie de verantwoordelijkheid om ervoor te zorgen dat detentie zinvol is. De detentieperiode mag niet gezien worden als een periode van

comme une période de “doing time”, mais comme une période de “using time”. En d’autres termes, un séjour en prison peut être un momentum pour permettre au détenu de rattraper un retard sur le plan social, voire de développer des compétences qu’il ne possédait pas ou trop peu. Cela devrait mieux les armer pour affronter les défis sociaux et personnels à leur sortie de prison.

Cela permettra également de réduire le taux de récidive historiquement élevé dans notre pays et, à long terme, de réduire la pression sur la population carcérale. C’est pourquoi nous voulons exécuter le plus possible les courtes peines dans des maisons de détention où tout est axé sur la préparation à la réinsertion et ce, dès le premier jour de détention.

Le travail joue un rôle important dans la détention sensée, de sorte que les détenus ne perdent pas leurs compétences ou les apprennent simplement. En même temps, les détenus peuvent rembourser leurs victimes avec le produit de leur travail, si des dommages et intérêts sont dus. Le programme d’emploi **Cellmade** remporte un franc succès. Quelques exemples: des détenus ont produit des kits d’hygiène pour les passagers d’avions, fabriqué des meubles pour les prisons de Haren et de Nouveau Termonde, et effectué des travaux de peinture dans les locaux du Service de sécurité générale au Palais de justice à Bruxelles. La capacité de Cellmade, et donc le taux d’emploi des détenus, seront augmentés. Pour ce faire, de nouveaux grands ateliers ont été installés dans la prison de Haren et du personnel spécifique a été fourni pour gérer l’emploi et assurer la continuité.

Cellmade est responsable du financement de centaines de projets bien-être de différentes envergures dans nos prisons. De cette façon, les détenus contribuent eux-mêmes à leur propre développement. En 2022, par exemple, un montant de 720.000 euros provenant des recettes de Cellmade, a été investi dans une centaine de projets en prison liés au sport, à la culture, au jardinage, à la maîtrise des agressions, à la santé mentale et au traitement de la toxicomanie.

La plateforme numérique **JustFromCell**, qui a été attribuée l’été dernier, joue également un rôle important dans la réinsertion. Via JustFromCell, les détenus pourront communiquer avec le greffe, la direction et le service psychosocial, entre autres. Ceci dans le but d’améliorer et de rendre plus efficace leur plan de détention. Des activités d’aide à la réinsertion, telles que des formations, des recherches d’emploi, la recherche d’un lieu de résidence et autres, devraient également être rendues possibles via la plateforme. Par ailleurs,

‘doing time’ mais als een periode van ‘using time’. Met andere woorden, een verblijf in een gevangenis kan een momentum zijn om de gedetineerde in staat te stellen een maatschappelijke achterstand in te lopen of zelfs competenties te ontwikkelen waarover hij of zij voordien niet of onvoldoende over beschikte. Dit moet hen beter wapenen tegen maatschappelijke en persoonlijke uitdagingen bij het verlaten van de gevangenis.

Op deze manier moet het historisch hoge recidivecijfer in ons land verminderen en op termijn de druk op de gevangenispopulatie teruggedrongen worden. Vandaar dat we de korte straffen zoveel mogelijk willen uitvoeren in detentiehuizen waar alles draait rond voorbereiding van de re-integratie en dat vanaf dag één van de detentie.

Werken speelt een belangrijke rol in de zinvolle detentie, zodat gedetineerden hun vaardigheden niet verliezen of die net aanleren. Tegelijk kunnen gedetineerden hun slachtoffers uitbetalen met de opbrengsten, indien er schadevergoedingen openstaan. Het tewerkstellingsprogramma **Cellmade** is erg succesvol. Zo produceerden gedetineerden hygiënekits voor vliegtuigpassagiers, maakten ze meubilair voor de gevangenis in Haren en Nieuw Dendermonde en voerden ze schilderwerken uit in de lokalen van de Dienst Algemene Beveiliging in het Brusselse Justitiepaleis. De capaciteit van Cellmade en dus de tewerkstellingsratio van de gedetineerden zal worden uitgebreid. Zo zijn er nieuwe, grote werkplaatsen in de gevangenis van Haren. Er werd specifiek personeel voorzien om de tewerkstelling in goede banen te leiden en de continuïteit te garanderen.

Cellmade staat in voor de financiering van honderden kleine en grote welzijnsprojecten in onze gevangenis. Op die manier werken gedetineerden zelf mee aan hun eigen groei. Zo werd in 2022 een bedrag van 720.000 euro aan Cellmade-opbrengsten geïnvesteerd in een honderdtal projecten in de gevangenis rond sport, cultuur, tuinieren, agressiebeheersing, mentale gezondheid en drugsbehandeling.

Ook het digitaal platform **JustFromCell**, dat afgelopen zomer werd gegund, speelt een belangrijke rol bij re-integratie. Via JustFromCell zullen gedetineerden kunnen communiceren met onder meer de griffie, de directie en de psychosociale dienst. Dit met het oog op een betere en doeltreffendere invulling van hun detentieplan. Ook activiteiten die de re-integratie ondersteunen zoals opleidingen, sollicitaties, het zoeken naar een woonplaats en meer, moeten via het platform mogelijk worden. Een van de hoofdoelen van JustFromCell is bovendien een

l'un des principaux objectifs de JustFromCell est d'éviter une fracture numérique avec la société en dehors de la prison, favorisant ainsi la réinsertion.

Les prisons sont des lieux où les conflits sont fréquents. Ils s'accompagnent parfois de violences et d'agressions. Afin que le personnel pénitentiaire puisse travailler dans les meilleures conditions de sécurité possibles et pour éviter que les détenus ne se retrouvent dans un environnement où la violence est la norme, des projets sur **la maîtrise des impulsions et des agressions** seront mis en place dans les prisons. Cela se fait en collaboration avec des partenaires externes. Dans les prisons d'Andenne, de Jamioulx, de St-Hubert et de Tournai, ces projets ont déjà été attribués. Pour les prisons de Bruges, de Gand, de Hasselt et de Merksplas, le marché public est en cours et les projets seront lancés dès l'attribution du marché. En attendant, les marchés publics pour les prisons d'Audenarde, de Termonde, de Beveren, de Turnhout, de Lantin, de Marneffe et de Huy sont lancés, afin que les projets puissent également y être implémentés fin 2022 et début 2023.

Cellmade a financé certains projets sur le **bien-être mental et la politique en matière de drogues** dans les prisons, mais les soins de santé généraux dans les prisons relèvent de la compétence de la Santé publique et des entités fédérées. Nous travaillons en étroite collaboration avec eux. Les différents groupes de travail sur ce thème ont préparé leurs recommandations. En 2023, nous lancerons des projets de lutte contre la drogue dans 10 prisons.

Un dossier patient électronique compatible avec e-Health sera mis en place dans toutes les prisons, permettant d'établir des plans de soins et de faciliter le transfert de données médicales à l'intérieur et à l'extérieur de la prison. Un *program manager* a été nommé pour améliorer le processus de réforme des soins de santé pénitentiaires. La première phase de l'assurabilité des détenus débutera en 2023.

A l'instar du Pieter Baan aux Pays-Bas, nous mettons en place un **Centre d'observation clinique sécurisé** (COCS) dans la prison de Haren. Cette division a de la place pour 30 détenus qui sont observés de plus près. Les experts judiciaires pourront ainsi recueillir beaucoup plus d'informations sur le prévenu dans des cas complexes, ce qui nous permettra de procéder à une bien meilleure évaluation des risques. La réalisation du COCS constitue la dernière phase d'extension de la prison de Haren.

Le nombre d'**internés** ne cesse d'augmenter. En attendant la construction des 3 nouveaux Centres de psychiatrie légale, 116 prestataires de soins sont recrutés

digitale kloof met de samenleving buiten de gevangenis vermijden en zo re-integratie te bevorderen.

Gevangenisson zijn plaatsen waar er vaak conflicten voorkomen. Soms gaan die gepaard met geweld en agressie. Om ervoor te zorgen dat het gevangenispersoneel in zo veilig mogelijke omstandigheden kan werken en om te vermijden dat gedetineerden terecht komen in een wereld waar geweld de norm is, worden er in de gevangenisson projecten rond **impuls- en agressiebeheersing** voorzien. Hiervoor wordt samengewerkt met externe partners. In de gevangenisson van Andenne, Jamioulx, St-Hubert en Doornik zijn deze projecten reeds gegund. Voor de gevangenisson van Brugge, Gent, Hasselt en Merksplas is de overheidsopdracht lopende en worden de projecten opgestart van zodra gegund. Intussen worden de overheidsopdrachten voor de gevangenisson van Oudenaarde, Dendermonde, Beveren, Turnhout, Lantin, Marneffe en Hoei uitgeschreven om de projecten eind 2022 en begin 2023 ook daar te kunnen invoeren.

Cellmade financierde wel enkele projecten rond **mentaal welzijn en drugsbeleid** in de gevangenisson, maar de algemene gezondheidszorg in gevangenisson is een bevoegdheid van Volksgezondheid en de deelstaten. We werken nauw met hen samen. De diverse werkgroepen rond dit thema hebben hun aanbevelingen klaar. We starten in 2023 met drugsprojecten in 10 gevangenisson.

Er komt een elektronisch patiëntendossier dat compatibel is met e-Health in alle gevangenisson. Zo kunnen er zorgplannen worden opgesteld en is er een vlottere overdracht mogelijk van medische gegevens binnen en buiten de gevangenis. Om de hervorming van de penitentiaire gezondheidszorg te verbeteren, werd een programmamanager aangesteld. In 2023 gaat de eerste fase van de verzekeraarbaarheid van gedetineerden in.

Naar het voorbeeld van het Pieter Baan Centrum in Nederland voorzien we in de gevangenis van Haren een **Beveiligd Klinisch Observatiecentrum** (BKOC). In deze afdeling is er plaats voor 30 gedetineerden die extra geobserveerd worden. Op die manier kan de gerechtsdeskundige bij complexe problematieken veel meer info verzamelen over de beklagde waardoor we een veel betere risico-taxatie zullen kunnen opmaken. De realisatie van het BKOC is de laatste fase in de uitbouw van de gevangenis van Haren.

Het aantal **geïnterneerden** stijgt verder. In afwachting van de bouw van de 3 nieuwe Forensisch Psychiatrische Centra worden 116 zorgverleners aangeworven om

pour prodiguer des soins adéquats aux internés en prison. Ce chiffre s'ajoute aux 50 prestataires de soins déjà prévus en 2021. De cette façon, le cadre des soins pour ces patients se rapproche des normes applicables dans les établissements psychiatriques réguliers.

Finalement, la visite vidéo prouve également son utilité en ce qui concerne la détention sensée. Pendant la période du COVID, les visites physiques ont ainsi été remplacées par des **visites vidéo**. De cette façon, les détenus pouvaient quand même rester en contact avec les membres de leur famille. Ce système s'est avéré être un succès et a été maintenu après la période du COVID. Il permet aux détenus de rester en contact avec des parents qui vivent loin, de maintenir des points de contact avec leur milieu de vie, et il permet également aux enfants de détenus d'avoir un contact avec leur parent par voie numérique, et ce, tout en restant dans leur environnement familial. C'est un beau complément aux possibilités de visite classiques.

En prenant ces mesures, nous promovons l'**ODD 3**, à savoir "Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge".

2.6. La lutte contre les addictions

La lutte contre les toxicomanies dans les prisons a déjà été évoquée. Mais cette lutte gagne aussi en force en dehors des prisons. La répression est subordonnée au rétablissement. Une arme importante dans la lutte contre la dépendance sont les '**trajets restauratifs**' qui sont prévus entre autres dans les tribunaux de Gand, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Turnhout et de Charleroi. Dans ce cadre, les prévenus ont l'opportunité de travailler sur leurs problèmes avant que le juge ne prononce la sentence. Suite au succès de ces initiatives, nous avons débloqué des moyens pour mettre en œuvre ce dispositif dans tous les tribunaux de première instance. En attendant, nous travaillons sur une initiative législative visant à fournir une base légale à cette méthodologie dans le Code d'instruction criminelle. Cette façon de travailler est déjà utilisée pour des personnes ayant d'autres problèmes de santé mentale, comme les chambres de traitement des violences, les chambre de traitement pour la jeunesse à Anvers et les chambres de traitement des violences intrafamiliales à Malines.

La lutte contre le problème sans cesse croissant de l'**addiction au jeu**, aux conséquences très graves pour la santé publique, constitue une priorité pour la justice. Nous avons préparé un arrêté royal visant à restreindre la **publicité sur les paris**. Ce projet a été soumis pour avis au Conseil d'État et à la Commission européenne et une suite y sera donnée. L'obligation pour

adéquate zorg aan te bieden aan geïnterneerden die in de gevangenis verblijven. Dit komt bovenop de 50 zorgverleners die in 2021 reeds werden voorzien. Op die manier benadert de zorgomkadering voor deze patiënten de normen van toepassing in de regulier psychiatrie instellingen.

Tot slot bewijst ook videobezoek haar nut inzake zinvolle detentie. Zo werd fysiek bezoek tijdens de coronaperiode vervangen door **videobezoek**. Zo konden gedetineerden toch contact houden met hun familieleden. Dit bleek een succes en werd ook na de coronaperiode behouden. Het laat gedetineerden toe om contact te houden met familieleden die ver wonen, aanknopingspunten met hun leefomgeving te behouden en het laat kinderen van gedetineerden ook toe om digitaal contact te hebben met hun ouder vanuit een vertrouwde omgeving. Dit is een mooie aanvulling op de klassieke fysieke bezoekmogelijkheden.

Door het treffen van deze maatregelen stimuleren we **SDG 3** "Verzekeren een goede gezondheid en promoten welzijn voor alle leeftijden".

2.6. De strijd tegen verslavingen

De strijd tegen drugsverslavingen in de gevangenis kwam reeds aan bod. Maar ook buiten de gevangenis wordt deze strijd kracht bijgezet. Bestrafning is hierbij ondergeschikt aan herstel. Een belangrijk wapen in de strijd tegen verslaving zijn de **hersteltrajecten** die bestaan in onder meer de rechtbanken van Gent, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Turnhout en Charleroi. Beklaagden krijgen daar de kans om aan hun problematiek te werken vooraleer de rechter een vonnis uitspreekt. Op basis van het succes van dergelijke initiatieven zijn middelen vrijgemaakt om het systeem toe te passen in alle rechtbanken van eerste aanleg. Intussen werken we aan een wetgevend initiatief om deze methodiek een wettelijke basis te geven in het wetboek van strafvordering. Deze werkwijze wordt reeds ingezet voor personen met andere geestelijke gezondheidszorg problemen, zoals opvolgingskamers voor geweld en jongerenopvolgingskamers in Antwerpen en kamers voor intrafamiliaal geweld in Mechelen.

De strijd tegen het steeds groter wordend probleem van **gokverslavingen**, met zeer ernstige gevolgen voor de volksgezondheid, is een prioriteit voor justitie. We werkten aan een koninklijk besluit om **gokreclame** aan banden te leggen. Dit ontwerp is voorgelegd aan de Raad van State en de Europese Commissie voor advies en zal zijn vervolg kennen. Reeds gerealiseerd

les exploitants d'agences de paris d'enregistrer leurs clients et de leur refuser l'accès s'ils figurent sur la liste EPIS des personnes exclues a déjà été réalisée et est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2022. La lutte contre les fausses librairies a été engagée, en imposant des conditions strictes à l'offre de paris en tant qu'activité secondaire. Ainsi, au moins 200 titres doivent être proposés à la vente et générer un chiffre d'affaires d'au moins 25.000 euros. Ces mesures portent leurs fruits puisque, depuis leur entrée en vigueur, le nombre de librairies de journaux disposant d'une licence a diminué de 10 %. Il s'agit de librairies qui, volontairement ou à la suite d'une inspection de la Commission des jeux de hasard, annulent la licence parce qu'ils ne remplissent pas les conditions. Leur nombre diminuera encore à l'avenir, car de nombreuses librairies ne demandent pas le renouvellement de leur licence.

Une limite de 200 € par compte et par semaine a été instaurée pour les jeux de hasard en ligne.

Le contrôle des **sites de paris illégaux** a été renforcé en 2022. Depuis le début de cette législature, 381 sites web illégaux ont été bloqués pour les joueurs belges, soit par la Commission des jeux de hasard via la "liste noire", soit volontairement suite à une lettre de la Commission des jeux de hasard. Nous poursuivrons ce combat sans relâche en 2023.

Pour permettre des contrôles fréquents et minutieux, le service de contrôle de la Commission des jeux de hasard a été renforcé de 5 nouveaux talents. Le plan d'action 2022 prévoit le renforcement du service de contrôle de 6 personnes supplémentaires et de 2 officiers de liaison avec la police. Ces derniers ont déjà été recrutés et entreront en service en novembre 2022.

Différentes lacunes de la **loi sur les jeux de hasard** ont été éliminées conformément à la loi sur la protection des données, à la loi anti-blanchiment et aux arrêts de la Cour constitutionnelle. En outre, un groupe d'experts a été réuni pour évaluer la politique en matière de jeux de hasard en Belgique. Le rapport est attendu pour l'été 2023. Enfin, une étude a été menée par l'UCLo et l'ULB sur l'efficacité du système EPIS. Les résultats de cette étude sont en cours d'analyse, les conclusions sont attendues prochainement. Elles seront prises en compte dans l'évaluation de la politique en matière de jeux de hasard.

2.7. Plus de tuteurs pour les mineurs non accompagnés

La Belgique est confrontée à un nombre très élevé de demandeurs de protection internationale, parmi lesquels l'on compte de nombreux **mineurs étrangers non**

- en s'inscrivant - is de de verplichting voor uitbaters van wedkantoren om hun klanten te registreren en hen de toegang te weigeren indien ze op de lijst van uitgesloten personen (EPIS) staan. De strijd met schijnbladhandels werd aangegaan, door strikte voorwaarden te koppelen aan het aanbieden van wedenschappen als nevenactiviteit. Zo moeten minstens 200 titels te koop aangeboden worden en moet men hieruit minstens 25.000 euro omzet halen. Deze maatregelen lonen, want sinds de inwerkingtreding ervan is het aantal krantenwinkels met een vergunning met 10 % gedaald. Het gaat om krantenwinkels die vrijwillig of naar aanleiding van een controle van de Kansspelcommissie de vergunning stopzetten omdat ze niet aan de voorwaarden voldoen. Dit aantal zal in de toekomst nog verder dalen, omdat heel wat krantenwinkels geen hernieuwing van hun vergunning aanvragen.

Er werd een speellimiet ingevoerd voor online kansspelen van 200 euro per account per week.

De controle op **illegale gokwebsites** werd in 2022 verder opgevoerd. Sinds het begin van deze legislatuur werden 381 illegale websites geblokkeerd voor de Belgische spelers, hetzij door de Kansspelcommissie via de 'zwarte lijst', hetzij vrijwillig na een schrijven van de Kansspelcommissie. Deze strijd zetten we ook in 2023 onverminderd verder.

Om de veelvuldige en minutieuze controles mogelijk te maken, werd de controledienst van de Kansspelcommissie versterkt met 5 nieuwe talenten. Het actieplan 2022 voorziet in de versterking van de controledienst met nog eens 6 personen en 2 verbindingsofficieren met politie. Die laatste zijn reeds aangeworven en treden in november 2022 in dienst.

Diverse hiaten in de **kansspelwet** zijn weggewerkt in overeenstemming met de wet op de gegevensbescherming, de anti-witwaswet en de arresten van het Grondwettelijk Hof. Daarnaast werd een groep van experts samengesteld om het kansspelbeleid in België te evalueren. Het rapport wordt tegen de zomer van 2023 verwacht. Tot slot werd een studie uitgevoerd door UCLo en ULB, naar de effectiviteit van het EPIS-systeem. De resultaten van dit onderzoek worden geanalyseerd, de conclusies weldra verwacht en met de bevindingen worden rekening gehouden in de evaluatie van het kansspelbeleid.

2.7. Meer voogden voor niet-begeleide minderjarigen

België wordt geconfronteerd met een zeer hoog aantal verzoekers tot internationale bescherming, onder wie veel **niet-begeleide minderjarige vreemdelingen**.

accompagnés. Ils ont droit à un tuteur. Avec plus de 3.218 demandes de protection internationale de mineurs non accompagnés en 2021, ce nombre a augmenté de plus de 80 % par rapport à 2019 et 2020. En 2022, à la lumière de la crise ukrainienne, nous dépasserons probablement ce nombre. Depuis mars 2022, plus de 1.000 mineurs ukrainiens non accompagnés sont arrivés dans notre pays. Par conséquent, la demande de tuteurs supplémentaires est très élevée. En ce mois d'octobre 2022, 552 tuteurs seront actifs, soit une augmentation de 38 par rapport à octobre 2021. Les tuteurs assumeront 3.446 tutelles. Il s'agit du nombre le plus élevé depuis le pic enregistré pendant la crise syrienne en 2016.

Chaque mineur non accompagné doit se voir attribuer un **tuteur**, mais compte tenu de l'afflux exceptionnellement élevé, cela n'est pas évident. Nous travaillons actuellement sur une nouvelle campagne de recrutement de tuteurs bénévoles et nous coopérons avec des associations pour recruter des tuteurs salariés supplémentaires. Nous allons également conclure un nouveau protocole dans un avenir proche. Des budgets nécessaires ont été alloués à cette fin. Un manuel à l'intention des tuteurs a également été publié et une plateforme électronique a été mise en place, où des sessions de formation sont organisées. Nous renforcerons encore le service des Tutelles de 11 personnes supplémentaires, ce qui permettra d'assurer un meilleur suivi des tuteurs et d'accélérer les enquêtes et les décisions en matière d'âge.

En concertation avec la secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, les collaborateurs du service des Tutelles apporteront leur soutien aux équipes de l'Office des étrangers et de Fedasil au Petit-Château pour faciliter l'identification. Des **tests d'âge** sont organisés pour les mineurs non accompagnés dont l'âge est incertain. Les faire rapidement constitue un réel défi. Dès lors, nous coopérons avec plusieurs hôpitaux afin d'accélérer le processus de vérification de l'âge, tout en surveillant la qualité des tests. C'est pourquoi la capacité de réalisation des tests d'âge dans les hôpitaux a été portée de 100 à 180 par semaine.

2.8. La législation sur l'insolvabilité

La législation sur l'insolvabilité est en cours de modification. L'objectif principal est d'aider les entreprises en difficulté et d'éviter la faillite. Le projet de loi visant à modifier la loi sur l'insolvabilité et à transposer la directive restructuration a été discuté au niveau du gouvernement. La directive restructuration prévoit une procédure de réorganisation innovante pour les grandes entreprises, dans laquelle les efforts de sauvetage des entreprises sont partagés de manière plus équilibrée entre les différentes catégories de créanciers et les

Zij hebben recht op een voogd. Met meer dan 3.218 verzoeken tot internationale bescherming van niet-begeleide minderjarigen in 2021, steeg dit aantal met meer dan 80 % in vergelijking met 2019 en 2020. Voor 2022, in het licht van de Oekraïne-crisis, zullen we dit aantal wellicht nog overschrijden. Sinds maart 2022 kwamen meer dan 1.000 niet-begeleide Oekraïense minderjarigen aan in ons land. Hierdoor is de vraag naar extra voogden zeer groot. In oktober 2022 zijn er 552 voogden werkzaam, een verhoging met 38 ten opzichte van oktober 2021. De voogden nemen 3.446 voogdijen op zich. Dit is het hoogste aantal sinds de piek tijdens de Syrië-crisis in 2016.

Elke niet-begeleide minderjarige moet een **voogd** toegewezen krijgen, maar gezien de uitzonderlijk hoge instroom blijkt dit niet evident. We zijn momenteel bezig met een nieuwe aanwervingscampagne voor vrijwillige voogden en werken samen met verenigingen om extra werknemer-voogden aan te werven. We zullen in de nabije toekomst ook een nieuw protocol afsluiten. Hiervoor zijn de nodige budgetten uitgetrokken. Er is ook een handboek voor voogden uitgebracht en een E-platform opgericht, waar opleidingsessies plaatsvinden. We versterken de dienst Voogdij verder met 11 extra mensen, waardoor voogden beter opgevolgd worden en de leeftijdsonderzoeken- en beslissingen sneller te laten verlopen.

In samenspraak met de staatssecretaris voor Asiel en Migratie zullen medewerkers van de Dienst Voogdij de teams van Dienst Vreemdelingenzaken en Fedasil ondersteunen in het Klein Kasteeltje om identificatie vlotter te laten verlopen. Voor niet-begeleide minderjarigen bij wie er twijfel is over de leeftijd worden **leeftijdstesten** georganiseerd. Het is een bijzondere uitdaging om dit snel te doen. We werken daarom samen met verschillende ziekenhuizen om het proces van het leeftijdsonderzoek verder te versnellen maar bewaken de kwaliteit van het onderzoek. Daarom werd de capaciteit voor het uitvoeren van de leeftijdstesten in de ziekenhuizen opgedreven van 100 per week naar 180.

2.8. Insolventiewetgeving

De insolventiewetgeving wordt aangepast. Hierbij is het in de eerste plaats de bedoeling om een bedrijf in moeilijkheden te helpen en een faillissement te vermijden. Het wetsontwerp tot aanpassing van het insolventierecht en de omzetting van de herstructureringsrichtlijn werd op regeringsniveau besproken. De herstructureringsrichtlijn voorziet in een vernieuwende reorganisatieprocedure voor grote ondernemingen, waarbij de inspanningen voor de redding van ondernemingen op een meer evenwichtige wijze worden verdeeld tussen de verschillende

actionnaires, afin de parvenir à un assainissement plus profond de la structure de capital. Outre les modifications obligatoires prévues par la directive, la loi étendra entre autres les pouvoirs du curateur, simplifiera la procédure de liquidation et modifiera la procédure d'imposition d'une interdiction d'administrer une société à un failli.

L'initiative législative visant à modifier la loi sur l'insolvabilité et à transposer la directive restructuration est en cours de finalisation en vue d'être soumise à la Chambre. En collaboration avec le SPF Economie et les Régions, la création d'un tableau de bord économique pour la détection précoce et l'accompagnement d'entreprises en difficulté est également à l'étude.

2.9. Les cultes

L'avant-projet de loi portant reconnaissance de l'Union Bouddhiste de Belgique est en pleine préparation. Il contient les modalités, ainsi que le cadre des missions et de l'organisation du Bouddhisme en Belgique. Les textes sont soumis pour avis aux ministres régionaux et aux provinces, après quoi ils feront l'objet d'une nouvelle discussion avant d'être présentés au Conseil des ministres et au parlement.

La reconnaissance de l'organe représentatif du culte islamique – Exécutif des Musulmans de Belgique (EMB) - en Belgique a été retirée. La promesse récurrente de réaliser un renouvellement profond et soutenu de l'organe n'a jamais été tenue. La direction de l'EMB s'est avérée incapable d'être un interlocuteur stable à part entière pour les autorités civiles en Belgique. De plus, les problèmes et les lacunes étaient structurels et les griefs considérables. La communauté musulmane de notre pays mérite un organe de représentation qui soit représentatif, transparent et professionnel, et qui respecte nos valeurs fondamentales. Nous veillons à ce que la continuité soit maintenue au profit de la communauté islamique belge. Le bureau actuel supervisera les affaires courantes. Les tâches du bureau sont strictement définies. La communauté islamique belge aura l'occasion de s'organiser et d'établir un nouvel organe représentatif par le biais d'élections transparentes et démocratiques.

L'accord de coopération du 2 juillet 2008 et la circulaire du 20 juillet 2017, base des procédures de reconnaissance des communautés confessionnelles locales, seront mis à jour. Les grandes lignes ont été tracées et seront traduites dans un texte.

soorten schuldeisers én de aandeelhouders, om tot een diepgaande sanering van de kapitaalstructuur te komen. Afgezien van de verplichte aanpassingen aan de richtlijn zal de wet onder meer de bevoegdheden van de curator verder uitbreiden, de procedure van vereffening vereenvoudigen en de procedure voor het opleggen van een bestuursverbod aan een gefailleerde wijzigen.

Het wetgevend initiatief tot aanpassing van het insolventierecht en de omzetting van de herstructureringsrichtlijn wordt verder afgerond om in de Kamer te kunnen worden ingediend. Eveneens wordt in samenwerking met de FOD Economie en de gewesten bekeken hoe een economisch dashboard opgericht kan worden voor het vroeg detecteren en de begeleiding van ondernemingen in moeilijkheden.

2.9. Erediensten

Het voorontwerp van wet houdende de erkenning van de Boeddhistische Unie van België is in volle voorbereiding. Het bevat de modaliteiten en omkadering van de opdrachten en de organisatie van het Boeddhisme in België. De teksten liggen voor advies voor bij de regionale ministers en de provincies, waarna deze verder besproken worden en vervolgens voorgelegd zullen worden aan de Ministerraad en het parlement.

De erkenning van het representatief orgaan van de islamitische eredienst - Executief Moslims België (EMB) - in België werd ingetrokken. De terugkerende belofte om een grondige en gedragen vernieuwing van het orgaan te realiseren, werd nooit waargemaakt. Het bestuur van de EMB bleek niet in staat om een stabiele en volwaardige gesprekspartner te zijn voor de burgerlijke overheden in België. Bovendien waren de problematieken en tekortkomingen structureel en de grieven omvangrijk. De moslimgemeenschap in ons land heeft recht op een vertegenwoordigingsorgaan dat representatief, transparant en professioneel is en onze fundamentele waarden respecteert. We zorgen ervoor dat de continuïteit behouden blijft ten voordele van de Belgische islamitische gemeenschap. Het huidige bureau zal de lopende zaken waarnemen. De taken van het bureau worden strikt afgebakend. De Belgische islamitische gemeenschap krijgt de kans om zich te organiseren en een nieuw vertegenwoordigingsorgaan op te richten door transparante en democratische verkiezingen.

Het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008 en de Omzendbrief van 20 juli 2017, de basis voor de procedures bij het erkennen van de lokale geloofsgemeenschappen, zullen geüpdatet worden. De krijtlijnen zijn uitgetekend en zullen omgezet worden in een tekst.

2.10. La lutte contre le racisme et la discrimination

La lutte contre le racisme et la discrimination se poursuit en bonne collaboration avec la secrétaire d'État pour l'Égalité des chances.

La définition du **mobile discriminatoire** a été complétée et adaptée dans le Code pénal actuel. Elle a été modifiée pour la conformer aux lois anti-discrimination existantes. Ainsi, l'allaitement, la procréation médicalement assistée et les caractéristiques sexuelles ont été ajoutés à la liste de motifs de discrimination possibles. L'insertion de la notion de mobile discriminatoire dans le Code pénal vise à prévoir une éventuelle aggravation de la peine pour tous les crimes repris au Code pénal, si l'auteur des faits a agi avec un mobile discriminatoire. Lorsque le juge constate qu'il y a eu une infraction avec un mobile discriminatoire, il aura toujours la possibilité d'imposer une peine plus lourde dans la fourchette de peines prévue.

La lutte contre la discrimination et les délits de haine a été intégrée au Plan de Sécurité Nationale et nous soutenons le Plan Fédéral Gender Mainstreaming de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. En étroite concertation avec le terrain, nous travaillons à améliorer l'enregistrement des délits et discours de haine.

2.11. L'Europe, le monde et les droits humains

Nous préparons la **présidence belge** du Conseil de l'Union européenne en 2024. Les services concernés seront renforcés tant au niveau du personnel qu'au niveau financier. En termes de contenu, une analyse approfondie sera menée afin d'élaborer en temps utile un programme ambitieux et réaliste.

Le respect des obligations européennes, notamment au travers de la transposition des directives européennes, est important. En raison de la crise COVID, entre autres, des retards se sont accumulés en droit national. Au moyen d'une consultation continue avec la Commission européenne et d'un suivi régulier en coopération avec mon administration, je poursuivrai mes efforts pour assurer une transposition correcte et en temps voulu des directives relevant de ma compétence de transposition.

Sur la scène internationale, la Belgique a toujours souligné son soutien à la Cour pénale internationale (CPI). Notre pays a été l'un des 39 États membres qui, début mars 2022, sur la base de l'article 14 du Statut de Rome, ont déféré la situation en **Ukraine** au procureur général, afin que ce dernier puisse immédiatement ouvrir

2.10. Strijd tegen racisme en discriminatie

In goede samenwerking met de staatssecretaris voor Gelijke Kansen gaat de strijd tegen racisme en discriminatie verder.

De definitie van het begrip **discriminerende drijfveer** werd vervolledigd en aangepast in het huidige Strafwetboek. De definitie werd aangepast om conform alle bestaande anti-discriminatiewetten te zijn. Zo werd het geven van borstvoeding, medisch begeleide voortplanting en seksekenmerken toegevoegd aan de lijst van mogelijke discriminatiegronden. De invoering van het begrip discriminerende drijfveer in het Strafwetboek strekt ertoe om te voorzien in een mogelijke strafverzwaring bij alle misdrijven uit het Strafwetboek indien de dader gehandeld heeft vanuit een discriminerende drijfveer. Als de rechter vaststelt dat er sprake is van een misdrijf met discriminerende drijfveer dan zal hij altijd de mogelijkheid krijgen om binnen de strafvork een zwaardere straf op te leggen.

De strijd tegen discriminatie- en haatmisdrijven werd opgenomen in het Nationaal Veiligheidsplan en we ondersteunen het Federaal Plan Gender mainstreaming van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen. In nauw overleg met het terrein werken we aan de verbetering van de registratie van haatmisdrijven en haatspraak.

2.11. Europa, de wereld en mensenrechten

We bereiden ons voor op het **Belgisch voorzitterschap** van de Raad van de Europese Unie in 2024. Zowel op personeelsvlak als op financieel vlak komt er versterking van de relevante diensten. Op inhoudelijk vlak zal een grondige analyse gebeuren zodat tijdig een programma kan opgesteld worden dat ambitieus en realistisch is.

De naleving van Europese verplichtingen, en meer bepaald de omzetting van Europese richtlijnen, is van groot belang. Als gevolg van o.a. de coronacrisis is er vertraging bijgekomen in de nationale wetgeving. Via continue overleg met de Europese Commissie en een regelmatige opvolging in samenwerking met mijn administratie zal ik mij blijven inzetten voor een correcte en tijdige omzetting van de richtlijnen die onder mijn bevoegdheid vallen.

België heeft op internationaal vlak steeds haar steun benadrukt aan het Internationaal Strafhof (ICC). Ons land was een van de 39 lidstaten die begin maart 2022, op basis van artikel 14 van het Statuut van Rome, de situatie in **Oekraïne** doorverwees naar de hoofdaanklager, zodat deze laatste onmiddellijk een onderzoek kon openen naar

une enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. En avril 2022, une contribution extraordinaire d'un demi-million d'euros a été versée au Fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") de la CPI pour aider à financer la charge de travail supplémentaire associée à cette enquête. A part cela, notre pays a également mis à la disposition de la CPI l'expertise de la Police Judiciaire Fédérale, et plus particulièrement des experts et des équipements médico-légaux.

Nous poursuivons les préparatifs pour organiser une convention internationale en vue de la conclusion d'une nouvelle convention sur l'entraide judiciaire et l'extradition, dans le but de renforcer les poursuites nationales du génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Cette convention est prévue pour la deuxième moitié du mois de mai 2023.

Le Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (**OPCAT**) oblige les États parties d'établir un mécanisme national de prévention (MNP) chargé de surveiller tous les lieux de privation de liberté. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine. Les parties prenantes ont formulé leurs recommandations à la suite de plusieurs groupes de travail. Les différentes institutions que sont le Conseil Central de Surveillance Pénitentiaire (CCSP), les médiateurs fédéraux et l'Institut Fédéral des Droits Humains (IFDH), ont présenté et expliqué leurs modèles. Les analyses ont été discutées au sein du gouvernement. En attendant, des pourparlers bilatéraux ont également été organisés avec les entités fédérées, en vue de parvenir à un consensus sur le modèle du MNP. Parallèlement, les préparatifs sont lancés au niveau fédéral pour l'opérationnalisation du MNP.

Nous préparons la demande de reconnaissance en tant qu'Institution Nationale des Droits humains dotée du statut A. En ce qui concerne l'interfédéralisation et le droit de plainte individuel, des discussions ont été entamées au niveau fédéral pour concrétiser ces engagements. Des pourparlers exploratoires ont également débuté avec les entités fédérées sur la création d'un Institut National des Droits humains.

Des préparatifs sont en cours pour procéder aux procédures d'assentiment à la Convention sur l'accès aux documents officiels (Convention de Tromsø) et au premier Protocole Additionnel à la Convention sur la cybercriminalité (Convention de Budapest), concernant l'incrimination d'actes à caractère raciste ou xénophobe par le biais de systèmes informatiques. De plus, nous continuons à surveiller la préparation minutieuse et la mise en œuvre correcte des arrêts de la Cour européenne

oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid. In april 2022 werd een buitengewone bijdrage van een half miljoen euro gestort in het Trust Fund van het ICC om de extra werklast die met dit onderzoek gepaard gaat, mee te financieren. Daarnaast stelde ons land ook de expertise van de Federale Gerechtelijke Politie ter beschikking aan het ICC, meer bepaald forensische experts en materieel.

Wat betreft de organisatie van een internationale conventie met het oog op het sluiten van een nieuw verdrag inzake wederzijdse rechtshulp en uitlevering met het oog op de opvoering van de nationale vervolging van genocide, misdaden tegen de mensheid en oorlogsmisdaden, worden de voorbereidingen voortgezet. Deze conventie is gepland voor de tweede helft van mei 2023.

Het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing (**OPCAT**) vereist dat de verdragspartijen een nationaal preventiemechanisme (NPM) instellen dat toezicht uitoefent op alle plaatsen van vrijheidsbeneming. Hierin is vooruitgang geboekt. De belanghebbenden hebben hun aanbevelingen geformuleerd als resultaat van verscheidene werkgroepen. De verschillende instellingen - de Centrale Toezichtsraad voor het Gevangeniswezen (CTRG), de federale Ombudsmannen en het Federaal Instituut voor de Rechten van de Mens (FIRM) - hebben hun modellen voorgesteld en toegelicht. De analyses werden besproken binnen de regering. Intussen zijn ook bilaterale gesprekken met de deelstaten georganiseerd, met het oog op het bereiken van een consensus over het NPM-model. Tegelijkertijd worden de voorbereidingen op federaal niveau voor de operationalisering van het NPM-mechanisme opgestart.

De voorbereidingen zijn lopende om de erkenning aan te vragen als Nationaal Instituut voor de Rechten van de Mens met A-status. Wat betreft de interfederalisering en het individueel klachtrecht zijn op federaal niveau gesprekken opgestart om deze engagementen concreet in te vullen. De verkennende gesprekken met de deelstaten over de oprichting van een Nationaal Mensenrechteninstituut zijn eveneens opgestart.

De voorbereidingen worden getroffen om over te gaan tot de instemmingsprocedures met het Verdrag inzake de toegang tot officiële documenten (Verdrag van Tromsø) en het eerste Aanvullend Protocol bij het Verdrag inzake de bestrijding van delicten met betrekking tot computercriminaliteit (Verdrag van Boedapest), betreffende de strafbaarstelling van handelingen van racistische of xenofobe aard via computersystemen. Verder blijven we waken over de grondige voorbereiding en de correcte

des droits de l'homme (CEDH), et nous prenons toutes les initiatives nécessaires à cet égard.

En Belgique, près de 80.000 condamnations pénales ont été prononcées par les tribunaux belges à l'encontre de collaborateurs pendant la Seconde Guerre mondiale. En application de la **résolution du Parlement du 14 mars 2019 sur les pensions** des collaborateurs, toutes les options juridiques possibles ont été examinées pour organiser un échange de données avec l'Allemagne, dans le respect des règles de confidentialité et de la réglementation RGPD. Nous avons reçu une courte liste de 181 noms. Néanmoins, le Collège des procureurs généraux nous a informé que l'action du Ministère public doit être limitée à ses propres missions, telles que visées à l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population. Comme il n'y a pas d'infraction fiscale et sociale au regard des accords avec l'Allemagne, il n'appartient donc pas au Ministère public de mener l'enquête demandée.

La **liberté d'expression** est extrêmement importante. Nous continuons à veiller à ce que les citoyens puissent partager leurs opinions librement, y compris sur Internet. C'est l'essence même d'une démocratie libérale. De meilleurs accords avec les fournisseurs de services s'imposent. C'est pourquoi nous suivons de près les développements au niveau européen, et en particulier la négociation de la législation sur les services numériques ainsi que le développement de la législation européenne sur les preuves électroniques (*e-evidence*).

En avril 2021, la Cour constitutionnelle a annulé la législation relative à la **conservation des données**, à la suite d'une décision antérieure de la Cour européenne de justice. Il s'agit de l'obligation de conservation par les opérateurs de télécommunications des données d'identification, de localisation et de trafic de leurs utilisateurs. La conservation généralisée et indifférenciée des données de localisation et de trafic n'est désormais plus autorisée. Nous estimons que la conservation des données selon des catégories de personnes n'est pas une bonne option. C'est pourquoi le gouvernement a opté pour une différenciation basée sur des critères géographiques.

L'utilisation de méthodes d'enquête intrusives et sensibles à la vie privée n'est possible que dans le respect des droits humains et de la vie privée, notamment grâce à un cadre juridique strict, l'accès à ces données n'étant possible qu'avec l'autorisation préalable d'un magistrat. Il s'agit en effet de données indispensables à la justice et à la police dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, contre la criminalité organisée, mais aussi

tenuitvoerlegging van de arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM) en nemen we alle nodige initiatieven in dit verband.

In België zijn er bijna 80.000 strafrechtelijke veroordelingen uitgesproken door de Belgische rechtbanken met betrekking tot collaborateurs tijdens de Tweede Wereldoorlog. In uitvoering van **de resolutie van het parlement van 14 maart 2019 inzake pensioenen** van collaborateurs zijn alle mogelijke wettelijke opties onderzocht om een gegevensuitwisseling met Duitsland te organiseren, met respect voor de privacyregels en de GDPR-regelgeving. Wij hebben een korte lijst met 181 namen ontvangen. Niettemin heeft het College van procureurs-generaal ons te kennen gegeven dat het optreden van het Openbaar Ministerie beperkt moet blijven tot zijn eigen taken, zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters. Aangezien er geen sprake is van een fiscaal en sociaal strafbaar feit in het licht van de overeenkomsten met Duitsland, is het daarom niet de taak van het Openbaar Ministerie om het gevraagde onderzoek te verrichten.

De **vrije meningsuiting** is uiterst belangrijk. We blijven erop toezien dat meningen vrij kunnen circuleren, ook op het internet. Dat vormt de kern van een liberale democratie. Betere afspraken met serviceproviders zijn nodig. Daartoe volgen wij nauwgezet de ontwikkelingen op het Europese niveau op, en met name de onderhandeling van de Digital Services Act alsook de ontwikkeling van Europese regelgeving rond e-evidence.

Het Grondwettelijk Hof annuleerde in april 2021 de wetgeving rond de zogenaamde **dataretentie** en volgt hiermee een eerdere uitspraak van het Europees Hof van Justitie. Dit betreft de bewaarplicht door telecomoperatoren van identificatie-, lokalisatie- en verkeersgegevens van hun gebruikers. Een algemene en ongedifferentieerde retentie van lokalisatie- en verkeersgegevens kan niet meer. Bewaren van data volgens categorieën van personen vinden we geen goede optie, vandaar dat de regering opteert voor een differentiatie op basis van geografische criteria.

Het gebruik van intrusieve en privacygevoelige onderzoeksmethodes kan enkel met respect voor de mensenrechten en de privacy met name via een strak wettelijk kader, waarbij de toegang tot zulke gegevens enkel kan via de voorafgaande toestemming van een magistrat. Deze gegevens zijn immers belangrijk voor justitie en politie, in de strijd tegen terrorisme, de georganiseerde criminaliteit, maar ook in de opheldering van

de la recherche de personnes disparues. Avant l'été 2022, nous avons adapté le régime de conservation des données à la jurisprudence européenne. Avant son entrée en vigueur, des arrêtés d'exécution doivent être finalisés dans les prochains mois en concertation avec la ministre des Télécommunications.

3. Plus ferme

3.1. Réforme du droit pénal, du droit de la procédure pénale et du droit de l'application des peines

Le nouveau droit pénal sexuel est entré en vigueur au 1^{er} juin 2022. Cette réforme est principalement axée sur la cohérence et la simplicité. Toutes les dispositions ont été adaptées aux normes contemporaines, le montant des peines pour viol, entre autres, a été augmenté et de nouvelles définitions claires axées sur la notion de consentement y ont été inscrites. En outre, certains nouveaux phénomènes tels que le "spiking", qui consiste à ajouter des substances inhibitrices dans la boisson de quelqu'un, ont été inclus en tant qu'infraction aggravée. Grâce au nouveau droit pénal sexuel, une dépénalisation progressive du travail du sexe est également en cours, donnant pour la première fois aux travailleurs du sexe les droits qu'ils méritent.

L'introduction du nouveau -droit pénal sexuel est un prélude au nouveau Code pénal. Le Livre I^{er} contient les principes généraux du droit tandis que le Livre II contient les incriminations. Au lieu d'attribuer un montant de peine à chaque infraction distincte telle que décrite dans le Livre II, les montants des peines seront intégrés dans le Livre I^{er} et seront en outre répartis en huit niveaux. La peine minimale et maximale augmentera à chaque niveau supérieur. Des éléments atténuants ou aggravants peuvent déclencher une augmentation ou une réduction du niveau. Le système extrêmement complexe et indéchiffrable de correctionnalisation des peines est supprimé. Le juge disposera en effet d'un arsenal plus large lui permettant d'infliger des peines sur mesure. Le point de départ est qu'il lui est possible d'envisager des peines alternatives (accessoires), autre que la peine de prison, qui sont bien plus efficaces.

Le Livre II du Code pénal présente une nouvelle structure globale et les infractions seront regroupées sous sept titres différents, liés aux niveaux de peine figurant dans le Livre I^{er}. En outre, plusieurs nouvelles incriminations sont prévues pour répondre à des phénomènes nouveaux ou plus fréquents dans notre société comme, par exemple, la production de guides pour pédophiles, l'incitation au suicide et la profanation de dépouille. Divers articles y sont définis plus clairement, comme par exemple l'article 141*bis* du Code pénal, ce qui permettra de mieux préciser quand une organisation

verdwijningen. Voor de zomer van 2022 hebben we de dataretentieregeling aangepast aan de Europese rechtspraak. Voor de inwerkingtreding moeten er de komende maanden nog uitvoeringsbesluiten afgewerkt worden, in samenspraak met de minister van Telecommunicatie.

3. Straffer

3.1. Hervorming strafrecht, strafprocesrecht en strafuitvoeringsrecht

Het nieuw **seksueel strafrecht** is sinds 1 juni 2022 van kracht. De krachtlijnen zijn coherentie en eenvoud. Alle bepalingen werden aangepast aan de hedendaagse normen, de strafmaat van onder meer verkrachting werd verzaamd en nieuwe duidelijke definities waarbij het concept toestemming centraal staat, werden ingeschreven. Daarnaast zijn bepaalde nieuwe fenomenen zoals *spiking*, dat is het toevoegen van weerloosmakende stoffen in iemands drankje, opgenomen als verzaamd misdrijf. Dankzij het nieuw seksueel strafrecht vindt ook een stapsgewijze decriminalisering van sekswerk plaats waardoor sekswerkers voor het eerst de rechten krijgen die ze verdienen.

De invoering van het nieuw seksueel strafrecht is een prelude voor het nieuwe Strafwetboek. Boek I bevat de algemene rechtsprincipes en Boek II bevat de strafbaarstellingen. In plaats van op elke inbreuk zoals thans beschreven in Boek II afzonderlijk een strafmaat te zetten, zullen de strafmaten in Boek I worden ingebed en bovendien ingedeeld in 8 niveaus. De minimale en maximale straf verzaamt telkens bij een hoger niveau. Verzachtende of verzwarende bestanddelen kunnen een verhoging of verlaging van het niveau teweegbrengen. Het ondoorgrondelijk kluwen van correctionalisering van de strafmaat wordt afgeschaft. De rechter krijgt een breder arsenaal om op maat te straffen. Het uitgangspunt is dat er naast de celstraf ook (bijkomende) alternatieve straffen kunnen overwogen worden die meer effect ressorteren.

Boek II van het strafwetboek kent een nieuwe globale structuur en de misdrijven zullen gegroepeerd worden onder zeven verschillende titels, gekoppeld aan de strafniveaus uit Boek I. Daarnaast zijn er diverse nieuwe strafbaarstellingen om tegemoet te komen aan nieuwe of meer frequent voorkomende fenomenen in de maatschappij zoals bijvoorbeeld het vervaardigen van pedofiliehandboeken, het aanzetten tot zelfdoding en lijkschennis. Diverse artikelen krijgen een heldere invulling zoals bijvoorbeeld artikel 141*bis* Strafwetboek, waardoor het duidelijker zal zijn wanneer een groepering

peut être considérée comme un groupe terroriste auquel s'applique la législation sur le terrorisme. Les journalistes seront inclus dans la liste des personnes ayant une fonction sociétale. Le Conseil des ministres a approuvé les nouveaux Livre I^{er} et Livre II. Après avoir traité tous les avis, le projet de Code pénal sera soumis au Parlement.

Le droit de la procédure pénale sera également simplifié et accéléré. Les règles de prescription seront simplifiées et la procédure de reconnaissance préalable de culpabilité sera évaluée et si nécessaire adaptée. Enfin, le volet sur l'extraterritorialité dans les affaires pénales sera rendu plus lisible et cohérent. Dans un deuxième temps, nous examinerons, en étroite concertation avec les différents acteurs, le rétablissement d'une procédure de comparution immédiate ultrarapide (*supersnelrecht*) et une éventuelle réforme du régime pour les repentis. Dans ce cadre, la transaction pénale élargie sera également examinée de plus près.

Nous avons choisi de progressivement **exécuter toutes les peines**, y compris les peines de prison de moins de trois ans, qui en grande partie ont été converties en surveillance électronique. Ainsi, nous mettons fin au sentiment d'impunité, non seulement au sein de la population mais également parmi les magistrats et la police. En effet, cela ne fait qu'entraîner une inflation des peines et une prononciation plus rapide de la détention préventive. Nous veillons à ce que les primo-délinquants assument immédiatement les conséquences de leurs actes, qu'ils ne récidivent pas et ne deviennent pas de grands criminels. L'objectif est qu'à long terme, cela permette de réduire la pression sur les prisons surpeuplées.

C'est pourquoi nous avons fait en sorte que **la loi sur le statut juridique externe** de 2006 entre en vigueur, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à l'exécution des peines de prison de moins de trois ans. Cela se fera progressivement, en fonction des capacités disponibles. Les peines d'emprisonnement comprises entre 2 et 3 ans sont exécutées depuis le 1^{er} septembre 2022. Les peines d'emprisonnement inférieures à 2 ans seront exécutées à partir du 1^{er} septembre 2023. L'exécution des courtes peines se fera autant que possible au sein de maisons de détention. Ces lieux à petite échelle permettent en effet de consacrer davantage d'efforts à l'accompagnement intensif et à la préparation d'une réinsertion réussie après la période de détention. Entre-temps, la première maison de détention, celle de Courtrai, est opérationnelle.

La lutte contre la récidive nécessite une approche globale à laquelle nous travaillons à tous les niveaux de la justice pénale. Les chambres réparatrices au sein des tribunaux de première instance, par exemple, peuvent

gekwalficeerd kan worden als een terreurgroep waarop de terrorismewetgeving van toepassing is. Journalisten worden opgenomen in de lijst van personen met een maatschappelijke functie. De Ministerraad keurde het nieuwe Boek I en Boek II goed. Na verwerking van alle adviezen wordt het ontwerp Strafwetboek voorgelegd aan het parlement.

Ook het strafprocesrecht wordt eenvoudiger en sneller gemaakt. De verjaringsregels worden eenvoudiger geformuleerd en de procedure van de voorafgaande erkenning van schuld wordt geëvalueerd en indien nodig bijgestuurd. Ten slotte wordt het luik extraterritorialiteit in strafzaken in een leesbaar en coherent geheel gegoten. We onderzoeken in een tweede fase, in nauw overleg met diverse actoren, een herstel van het supersnelrecht en een mogelijke hervorming van de spijtoptantenregeling. Ook de verruimde minnelijke schikking wordt daarbij onder de loep genomen.

We hebben ervoor gekozen om gefaseerd **alle straffen uit te voeren**, ook de gevangenisstraffen van minder dan 3 jaar die grotendeels omgezet werden in elektronisch toezicht. Zo voorkomen we dat er een gevoel van straffeloosheid heerst, niet enkel bij de bevolking maar evenzeer bij de magistratuur en de politie. Dit zorgt immers voor strafinflatie en het feit dat sneller voorhechtenis wordt opgelegd. We zorgen ervoor dat zogenoemde first offenders onmiddellijk de gevolgen van hun daden dragen, niet meer recidiveren en niet uitgroeien tot zware criminelen. Op lange termijn moet dit de druk op de overbevolkte gevangenissen doen afnemen.

Daarom hebben we gezorgd voor de inwerkingtreding van de **Wet Externe Rechtspositie** van 2006, met name de bepalingen met betrekking tot de uitvoering van de gevangenisstraffen van minder dan drie jaar. Dit gebeurt gefaseerd, in overeenstemming met de beschikbare capaciteit. De opgelegde gevangenisstraffen tussen 2 en 3 jaar worden sinds 1 september 2022 uitgevoerd. De gevangenisstraffen lager dan 2 jaar zullen vanaf 1 september 2023 worden uitgevoerd. De uitvoering van de korte straffen zal zoveel mogelijk gebeuren in detentiehuisen. In deze kleinschalige setting kan meer ingezet worden op intensieve begeleiding en het voorbereiden op een succesvolle integratie na strafeinde. Ondertussen is het eerste detentiehuis, dat van Kortrijk, operationeel.

Het bestrijden van recidive vergt een totaalaanpak, waar we in elke schakel van de strafketen aan werken. Zo kunnen herstelkamers in de rechtbanken van eerste aanleg al voorafgaand aan de straf werken aan het

travailler à la résolution de problèmes sous-jacents, et ce, préalablement à la peine. Afin de pouvoir mieux évaluer l'efficacité de cette approche en chaîne, de meilleures données sont nécessaires. C'est pourquoi, en collaboration avec le SPF Justice et l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC), un moniteur de la récidive basé sur des chiffres nationaux est en cours de développement.

3.2. Une politique de retour efficace

Depuis le début de la législature, la Justice identifie de manière proactive les détenus étrangers dont la condamnation est définitive et qui pourraient purger leur peine dans leur pays d'origine. Un transfèrement vers le pays d'origine est à la fois dans l'intérêt du détenu même, qui peut entamer sa réinsertion plus tôt dans son pays d'origine, et dans l'intérêt des prisons belges, qui font face à une surpopulation. Cependant, lors de la pandémie de COVID, les mesures sanitaires et les restrictions du trafic aérien ont retardé le transfèrement effectif. Ce retard a depuis lors été rattrapé.

Notre pays a conclu des **conventions de transfèrement** avec des dizaines de pays. Nous travaillons ici en collaboration avec les services du Premier ministre, des Affaires étrangères et de l'Asile et la Migration.

Nous travaillons avec la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration et le Collège des procureurs généraux sur une nouvelle circulaire visant à améliorer l'échange d'informations entre le pouvoir judiciaire et l'Office des étrangers. En concertation avec le Collège des procureurs généraux, il a été décidé de travailler autour de trois composantes de cette circulaire afin que de bons accords soient conclus entre les deux services, et ce, dès l'interception à l'exécution des peines. L'Office des étrangers sera, par exemple, systématiquement mis au courant des peines d'emprisonnement définitives imposées aux non-Belges résidant dans notre pays, afin que leur statut administratif puisse être réévalué.

Le service de la Coopération internationale, qui organise les transfèremments vers le pays d'origine, a été renforcé par 2 collaborateurs supplémentaires en juillet 2022 et continuera de s'étendre en 2023. Nous voulons convaincre davantage de détenus de continuer à purger leur peine dans leur pays d'origine à l'aide d'une sensibilisation ciblée aussi bien des détenus que des prisons.

verhelpen van achterliggende problematieken. Om de effectiviteit van deze ketengerichte aanpak beter te kunnen evalueren is er nood aan betere data hierover. Er wordt daarom samen met de FOD Justitie en het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC), een recidivemonitor met nationale cijfers uitgewerkt.

3.2. Een effectief terugkeerbeleid

Sinds het begin van de legislatuur is justitie bezig met de proactieve identificatie van buitenlandse gedetineerden wiens straf definitief is en die in aanmerking komen om hun straf in hun land van herkomst uit te zitten. Een overbrenging naar het land van herkomst is zowel in het belang van de gedetineerde zelf, die vroeger zijn re-integratie in zijn land van herkomst kan starten, als in het belang van de Belgische gevangenen die met overbevolking te kampen hebben. Door de gezondheidsmaatregelen en de beperkingen op het luchtverkeer ontstond tijdens de coronapandemie evenwel vertraging op de effectieve overbrenging. Die achterstand is intussen weggewerkt.

Ons land heeft **overbrengingsverdragen** met tientallen landen. We werken hiervoor samen met de diensten van de eerste minister, Buitenlandse Zaken en Asiel en Migratie.

We werken met de staatssecretaris van Asiel en Migratie en het College van procureurs-generaal aan een nieuwe omzendbrief om de informatie-uitwisseling tussen de rechterlijke macht en de Dienst Vreemdelingenzaken te verbeteren. In overleg met het College van procureurs-generaal werd besloten om binnen die omzendbrief te werken rond drie onderdelen zodat er vanaf interceptie tot en met strafuitvoering goede afspraken worden gemaakt tussen beide diensten. De Dienst Vreemdelingenzaken zal bijvoorbeeld systematisch op de hoogte worden gebracht van de definitieve gevangenisstraffen die zijn opgelegd aan niet-Belgen die in ons land verblijven, zodat hun administratieve status opnieuw kan beoordeeld worden.

De dienst Internationale Samenwerking, die de overbrengingen naar het land van herkomst organiseert, is in juli 2022 versterkt met 2 extra krachten en zal ook in 2023 verder uitgebreid worden. We willen meer gedetineerden overtuigen om hun straf verder uit te zitten in hun land van herkomst door gerichte sensibilisering van zowel gedetineerden als gevangenen.

3.3. Tolérance zéro pour la violence contre la police ou les services de secours

Comme stipulé dès le début de la législature dans l'accord de gouvernement, la priorité a été donnée à la mise à jour et à l'application stricte de la circulaire (COL10/2017) afin que les suspects de violence contre la police soient systématiquement amenés et poursuivis en justice. Le classement sans suite d'opportunité n'est plus possible et une préférence est donnée à la procédure de comparution immédiate.

En 2021, 12.049 faits de violence contre la police, toutes formes confondues, ont été enregistrés. Cela représente une baisse d'environ 10 % par rapport à 2020, où 13.388 faits ont été enregistrés. Au premier semestre 2022, 4.453 infractions ont été enregistrées, ce qui laisse sous-entendre que cette tendance à la baisse se poursuit. Cette baisse s'applique aux infractions de rébellion, d'outrage et de menace. Cela ne vaut toutefois pas pour les coups et blessures volontaires, pour lesquels l'on observe même une tendance à la hausse en 2021 par rapport à 2020, à savoir de 17 %. Ainsi, malgré la tendance à la baisse des cas de rébellion, d'outrage et de menace, il existe toujours un problème sociétal majeur concernant la violence contre la police, mais aussi des services de secours. C'est pourquoi nous continuerons à nous investir au cours de cette législature pour combattre ce problème.

Il convient donc de prévoir un monitoring relatif au fait d'amener et de poursuivre systématiquement tout suspect de violence contre la police et les services de secours. Cela nécessite des efforts au niveau de l'enregistrement au sein de police et de la Justice. Au niveau du ministère public, un groupe de travail a été mis en place début 2022 pour optimiser l'enregistrement (statistique) des violences contre la police. Cette action est également coordonnée avec la réalisation de l'outil MISI de la police, qui regroupe toutes les sources dans lesquelles la violence contre et par la police est signalée. En 2023, le nombre de fonctionnalités de recherche de l'outil MISI sera étendu afin de garantir l'alignement entre les chiffres de la police et ceux de la Justice. Cela devrait permettre un suivi adéquat du problème et un ajustement de la politique si nécessaire.

Il a été demandé au Collège des procureurs généraux d'assurer un suivi adéquat de l'application par la police et les parquets des directives relatives à la violence contre les membres des services de secours, comme le prévoit la circulaire (COL3/2008). Il y est prévu une approche rapide, adéquate et sur mesure, avec la rigueur nécessaire là où elle s'impose, comme la possibilité réelle,

3.3. Zero tolerance voor geweld tegen politie of hulpverleners

Zoals bepaald in het regeerakkoord werd vanaf het begin van de legislatuur prioriteit gegeven aan het actualiseren en strikt toepassen van de omzendbrief (COL10/2017) zodat er na geweld tegen politie systematisch voorleiding en vervolging van verdachten volgt. Een opportuniteitsseponering is niet meer mogelijk en er wordt bij voorkeur snelrecht toegepast.

In 2021 werden 12.049 feiten van alle mogelijke vormen van geweld tegen politie geregistreerd en dit is een daling met ongeveer 10 % in vergelijking met 2020, toen het om 13.388 feiten ging. In de eerste helft van 2022 werden 4.453 feiten geregistreerd, wat doet vermoeden dat de dalende trend zich voortzet. Deze daling geldt voor feiten van weerspanning, smaad en bedreiging maar niet voor opzettelijke slagen en verwondingen. Voor dat laatste is er zelfs een stijgende trend voelbaar in 2021 ten opzichte van 2020, met 17 %. Ondanks de dalende trend inzake weerspanning, smaad en bedreiging heerst dus nog steeds een groot maatschappelijk probleem inzake geweld tegen politie, maar ook tegen hulpverleners. Daarom blijven we deze legislatuur hard inzetten op de strijd hiertegen.

Zo moet de systematische voorleiding en vervolging na geweld tegen politie en hulpverleners gemonitord worden. Dat vraagt inspanningen op registratieniveau bij de politie en bij Justitie. Op niveau van het Openbaar Ministerie werd begin 2022 een werkgroep opgericht om de (statistische) registratie van geweld tegen politie te optimaliseren. Daarbij wordt ook afgestemd met de realisatie van de MISI-tool van politie, die alle bronnen waarin geweld tegen en door de politie wordt gemeld, clustert. In 2023 zal het aantal zoekfunctionaliteiten van de MISI-tool worden uitgebreid, zodat afstemming tussen politiecijfers en justitiecijfers verzekerd is. Dit moet toelaten om de problematiek goed op te volgen en het beleid desgevallend bij te sturen.

Aan het College van procureurs-generaal werd gevraagd om de toepassing door politie en parketten van de richtlijnen met betrekking tot geweld tegen hulpverleners zoals voorzien in de omzendbrief (COL3/2008), goed op te volgen. Daar wordt voorzien in een snelle, passende en op maat gerichte aanpak, met de nodige gestrengheid waar het moet, zoals de reële mogelijkheid

dans les cas graves, d'une privation de liberté et d'un interrogatoire du suspect par le magistrat du parquet.

Le nouveau Code pénal accordera également une attention particulière à la question des violences commises à l'encontre des prestataires de service public.. L'usage de moyens technologiques pour recueillir des preuves, comme une bodycam, a été examinée de plus près avec des experts et les organisations syndicales, entre autres. Il existe une coopération étroite avec la ministre de l'Intérieur afin que le cadre légal puisse bientôt être soumis au Parlement. Entre-temps, les diverses initiatives en cours, y compris l'attention portée aux aspects liés au bien-être entourant la violence contre la police, ont également été regroupées dans une circulaire ministérielle conjointe de la Justice et de l'Intérieur. Après avoir consulté les partenaires syndicaux, cette circulaire sera publiée.

Enfin, deux conférences sur la violence urbaine ont été organisées en 2021, en collaboration avec la ministre de l'Intérieur et la Chambre. Ces conférences sont venues en réponse aux émeutes urbaines et aux manifestations liées à la pandémie de COVID. L'objectif de ces conférences était de formuler des propositions concrètes pour parvenir à une meilleure approche et une meilleure gestion des émeutes urbaines, au niveau sociopréventif, au niveau administratif et au niveau répressif et judiciaire. Le point de vue des experts nous aidera à mieux gérer la violence gratuite contre la police et les émeutes.

En ce qui concerne l'usage excessif de la force par la police, le Comité P a noté une diminution de l'enregistrement des cas de violences policières en 2021. Dans ce domaine également, il est important de suivre la situation de très près. L'un des moyens d'y parvenir est de travailler avec le ministère public et la police pour améliorer l'enregistrement. L'enquête de contrôle lancée par le Comité P en 2021 sur l'image globale et l'analyse du phénomène au sein de la police intégrée concernant les violences policières et concernant la violence contre la police continuera à être suivie de près.

3.4. La lutte contre la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains

La traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains sont des phénomènes mondiaux complexes qui nécessitent une approche globale: prévention et sensibilisation, détection et jugement des réseaux criminels, coopération internationale, prise en charge et accompagnement des victimes. La justice a pris de nombreuses initiatives en 2022 et continuera à le faire au cours de l'année à venir. Par exemple, le **point de contact central** pour

bij ernstige gevallen van een vrijheidsberoving en voorleiding met persoonlijk verhoor van de verdachte door de parketmagistraat.

Ook in het nieuwe Strafwetboek zal de problematiek van geweld tegen openbare dienstverleners bijzondere aandacht krijgen. Het gebruik van technologische middelen om bewijsmateriaal te verzamelen, zoals een bodycam, werd verder onderzocht met onder meer experts en de syndicale organisaties. Er wordt nauw samengewerkt met de collega van Binnenlandse Zaken zodat het wettelijk kader binnenkort aan het parlement kan voorgelegd worden. De diverse lopende initiatieven, met onder meer aandacht voor welzijnsaspecten rond geweld tegen politie, werden intussen ook gebundeld in een ministeriële gemeenschappelijke omzendbrief van Justitie en Binnenlandse Zaken. Na overleg met de syndicale partners zal deze omzendbrief gepubliceerd worden.

Tot slot werden in 2021 twee conferenties rond stedelijk geweld georganiseerd, samen met Binnenlandse Zaken en de Kamer. Deze conferenties kwamen er naar aanleiding van de stadsrellen en demonstraties in verband met de coronapandemie. Het doel van deze conferenties was concrete voorstellen formuleren om tot een betere aanpak en beheersing van stadsrellen te komen, op sociaal-preventief niveau, op bestuurlijk niveau en op repressief en justitieel niveau. De inzichten die de experts naar voor brachten, zullen ons helpen om beter om te gaan met zinloos geweld tegen politie en rellen.

Inzake buitensporig geweld door de politie stelde het Comité P in 2021 een daling in de registratie van geweld door politie vast. Het blijft van belang ook hier de vinger aan de pols te houden. Dat doen we onder meer door samen met het Openbaar Ministerie en politie in te zetten op een betere registratie. Het door het Comité P in 2021 opgestarte toezichtsonderzoek rond beeldvorming en fenomeenanalyse bij de geïntegreerde politie betreffende geweld door de politie en betreffende geweld tegen de politie zal verder nauw opgevolgd worden.

3.4. De strijd tegen mensenhandel en mensen-smokkel

Mensenhandel en mensensmokkel zijn complexe mondiale fenomenen die een totaalaanpak vergen: preventie en sensibilisering, opsporing en berechting van criminele netwerken, internationale samenwerking en opvang en begeleiding van slachtoffers. Justitie nam in 2022 heel wat initiatieven en zal dit het komende jaar blijven doen. Zo werd in de zomer van 2022 het **centraal meldpunt** voor slachtoffers van mensenhandel opgericht. Het

les victimes de la traite des êtres humains a été mise en place à l'été 2022. Le point de contact numérique, dont le personnel et la gestion sont assurés par les trois centres Payoke, PAG-ASA et Sūrya, sera renforcé par du personnel supplémentaire au cours de l'année à venir. Nous fournissons les efforts techniques nécessaires pour garantir une accessibilité 24h/24 et 7j/7 via un numéro de téléphone central unique. Le lancement de ce point de contact a eu lieu, non par hasard, au moment du coup d'envoi de la campagne internationale annuelle Blue Heart des Nations Unies. La Justice continuera de soutenir la campagne Blue Heart des Nations Unies, mais elle sera également complétée par une campagne de sensibilisation en ligne en coopération avec les trois centres, intitulée "Sortons la traite des êtres humains de l'ombre".

Pour la prise en charge et l'accompagnement des victimes de la traite, les contributions aux trois centres ont été augmentées cette année. La contribution est passée de 276.000 euros par centre à 318.000 euros en 2022 et à 326.000 euros à partir de 2023. Compte tenu des défis majeurs auxquels les centres sont confrontés, notamment certains dossiers importants traités par Payoke, la Justice a prévu deux collaborateurs juridiques supplémentaires.

L'année 2022 est marquée par la guerre brutale en Ukraine, qui a également affecté les initiatives de lutte contre la traite des êtres humains. Une **campagne d'information** a été lancée via les réseaux sociaux en ukrainien sur les risques de la traite des êtres humains et les points de contact où trouver de l'aide. Cette campagne a ensuite été étendue aux endroits où les réfugiés ukrainiens introduisent leurs demandes de protection internationale. Dans le même ordre d'idées, des documents d'information et des brochures ont été élaborés pour sensibiliser aux normes minimales du travail en Belgique, au risque d'exploitation des mineurs et à ses indicateurs. Tous ces documents ont également été mis à disposition en ukrainien, tant auprès des professionnels capables d'identifier les victimes potentielles que dans les lieux fréquemment visités par les réfugiés ukrainiens.

Une brochure sur l'indemnisation des victimes est également en cours de finalisation. En octobre 2022, la campagne Blind Betting sur l'exploitation sexuelle sera diffusée dans plusieurs gares belges et à une plus grande échelle que la première diffusion en 2021.

Pour assurer la détection, la poursuite et le jugement des trafiquants et des passeurs d'êtres humains, il faut un nombre suffisant d'enquêteurs. Le gouvernement a donc décidé de déployer **40 personnes supplémentaires** pour lutter contre la traite des êtres humains et le trafic

numérique, dat wordt bemand en beheerd door de drie centra Payoke, PAG-ASA en Sūrya, breiden we het komende jaar verder uit met extra personeel. We doen het nodige op technisch vlak om te zorgen voor een 24/7 bereikbaarheid via één centraal telefoonnummer. De lancering van dit meldpunt vond niet toevallig plaats bij de aftrap van de jaarlijkse internationale Blue Heart-campagne van de Verenigde Naties. Justitie blijft de Blue Heart-campagne van de VN steunen, maar vult die ook aan met een online sensibiliseringscampagne in samenwerking met de drie centra: "Maak mensenhandel zichtbaar".

Voor de opvang en begeleiding van de slachtoffers van mensenhandel zijn de bijdragen aan de drie centra dit jaar verhoogd. Van 276.000 euro per centrum werd de bijdrage in 2022 opgetrokken naar 318.000 euro en vanaf 2023 naar 326.000 euro. Gezien de grote uitdagingen voor de centra, met onder meer enkele omvangrijke dossiers bij Payoke, heeft justitie voorzien in twee extra juridische medewerkers.

2022 wordt gekenmerkt door de brutale oorlog in Oekraïne, die ook gevolgen had voor de initiatieven op het gebied van de bestrijding van mensenhandel. Via sociale netwerken is in het Oekraïens een **informatiecampagne** gelanceerd over de risico's van mensenhandel en de contactpunten voor het vinden van hulp. Vervolgens werd dit uitgebreid naar de plaatsen waar Oekraïense vluchtelingen om internationale bescherming verzochten. In dezelfde geest werden informatiedocumenten en brochures uitgewerkt voor de bewustmaking omtrent de minimum arbeidsnormen in België, het risico van uitbuiting van minderjarigen en de indicatoren hiervan. Al deze documenten zijn eveneens in het Oekraïens ter beschikking gesteld zowel aan beroepsbeoefenaars die potentiële slachtoffers kunnen identificeren als op plaatsen die vaak door Oekraïense vluchtelingen worden bezocht.

Daarnaast wordt de laatste hand gelegd aan een brochure over schadeloosstelling van slachtoffers. In oktober 2022 zal de Blind Betting-campagne over seksuele uitbuiting worden verspreid in verschillende Belgische treinstations en op grotere schaal dan de eerste verspreiding in 2021.

Om de opsporing, vervolging en berechting van mensenhandelaars en –smokkelaars te verzekeren, zijn voldoende speurders nodig. De regering heeft beslist om **40 extra mensen** in te zetten in de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel. Deze komen bovenop

d'êtres humains. Ils s'ajoutent aux 150 enquêteurs qui travaillent déjà quotidiennement sur ces dossiers au sein de la police judiciaire fédérale. En outre, les actions sur le terrain contre le trafic d'êtres humains se caractérisent désormais davantage par un effort visant à interrompre les lignes d'approvisionnement, par exemple la fourniture logistique de matériel nautique, ainsi que par une enquête davantage axée sur l'information des groupes criminels organisés dont font partie les passeurs.

La coopération entre la police, la Justice et les services de l'Asile et la Migration a été renforcée par la création d'une équipe baptisée **Transit Team**, une unité au sein de la police judiciaire fédérale de Flandre occidentale. Europol joue un rôle de soutien dans ce domaine. Les services centraux de la police fédérale (judiciaire) se chargent de la coordination internationale.

Nous continuons à proposer des **formations** spécifiques destinées aux magistrats sur la traite des êtres humains et le trafic d'êtres humains. De plus, nous participons à la commission spéciale chargée d'évaluer les politiques et la législation en matière de traite des êtres humains et de trafic d'êtres humains au sein du Parlement.

3.5. Résoudre davantage de cas de disparition

À la suite d'une large consultation de divers partenaires, la directive ministérielle relative à la recherche de personnes disparues a été mise à jour. Cela s'est avéré nécessaire car il est très important que tous les services appelés à intervenir en cas de disparition sachent exactement ce qu'il est attendu de leur part, quelles techniques déployer, quelles mesures prendre et comment s'effectue la coordination. En outre, la circulaire a pris en compte les possibilités offertes par les outils numériques. Le projet **Géomatique** sera poursuivi de manière à ce que les recherches et les fouilles soient organisées, documentées et loguées par GPS. Cela devrait garantir des recherches beaucoup plus efficaces, mais aussi fournir des informations concluantes en cas de discussion et de spéculation.

En outre, une initiative législative a été prise pour permettre un meilleur échange entre les **bases de données ADN** internationales dans le cadre des affaires de personnes disparues et des corps non identifiés. Actuellement, l'échange international est uniquement basé sur le traité de Prüm, mais nous voulons l'étendre à un échange avec la base de données ADN d'Interpol (I-Familia). De cette manière, la banque de données ADN belge "Personnes disparues" sera utilisée de manière plus efficace et contribuera davantage à la localisation des personnes disparues et à l'identification des corps non identifiés. L'avant-projet de loi est prêt et a été

de 150 speurders die reeds dagdagelijks werken op deze dossiers binnen de Federale Gerechtelijke Politie. Acties op het terrein tegen mensensmokkel worden nu bovendien meer gekenmerkt door een streven naar het onderbreken van de aanvoerlijnen, bijvoorbeeld de logistieke bevoorrading van nautisch materiaal, en het meer informatiegestuurd onderzoeken van de achterliggende georganiseerde criminele groepen van mensensmokkelaars.

De samenwerking tussen Politie, Justitie en Asiel en Migratie is versterkt door de oprichting van een **Transitteam**, een eenheid binnen de Federale Gerechtelijke Politie West-Vlaanderen. Europol speelt daarin een ondersteunende rol. De centrale diensten van de Federale (Gerechtelijke) Politie nemen de internationale coördinatie voor hun rekening.

We blijven inzetten op specifieke **opleidingen** mensenhandel en mensensmokkel voor de magistratuur en deelnemen aan de bijzondere commissie betreffende de evaluatie van de wetgeving en het beleid inzake mensenhandel en mensensmokkel in het parlement.

3.5. Meer verdwijningsdossiers oplossen

Na uitgebreid overleg met diverse partners werd de ministeriële richtlijn Vermiste Personen geactualiseerd. Dat bleek nodig want het is van groot belang dat alle diensten die ingeschakeld worden bij een verdwijning perfect weten wat van hen verwacht wordt, welke technieken ze moeten inzetten, welke maatregelen ze moeten nemen en hoe de coördinatie verloopt. Bovendien werd in de omzendbrief rekening gehouden met de mogelijkheden die digitale tools bieden. Het project **Geomatica** wordt voortgezet, zodat zoekingen en fouilles GPS-gewijs georganiseerd, gedocumenteerd en gelogd worden. Dit moet voor veel performantere zoekingen zorgen, maar tevens ook voor uitsluitel bij discussie en speculatie.

Daarnaast is een wetgevend initiatief genomen om in het kader van dossiers rond vermiste personen en onbekende lichamen een betere uitwisseling tussen internationale DNA-**databanken** mogelijk te maken. Momenteel verloopt de internationale uitwisseling enkel op basis van het verdrag van Prüm, maar dit willen we uitbreiden naar een uitwisseling met de DNA-databank (I-Familia) van Interpol. Op deze manier zal de Belgische DNA-databank Vermiste Personen effectiever benut worden en een grotere bijdrage leveren aan het lokaliseren van vermiste personen en het identificeren van onbekende lichamen. Het voorontwerp van wet is klaar en ligt ter

soumis pour avis à l'INCC, à la Commission d'évaluation d'analyse ADN, au Collège des procureurs généraux, au parquet fédéral et à la police. Après avoir reçu ces avis et effectué d'éventuelles adaptations, l'avant-projet de loi sera soumis au Conseil des ministres et au Parlement.

L'opération "Cimetière", dans le cadre de laquelle les exhumations ont débuté en mai 2021, se poursuit. Des restes humains non identifiés sont enterrés dans près de 250 cimetières locaux. Compte tenu des possibilités technologiques et scientifiques en matière d'analyse d'ADN, l'exhumation systématique est poursuivie pour arriver à identifier les personnes concernées.

3.6. Détecter davantage de décès suspects

Selon les estimations, 1 à 2 % des décès dans notre pays donnent lieu à une autopsie. Cependant, l'objectif recommandé par l'Europe est de 10 %. En raison de ce faible taux d'autopsie, les experts estiment que chaque année, environ 70 décès suspects passent inaperçus dans notre pays. Il n'y a pas de cause unique à ce faible pourcentage. Il s'agit d'une conséquence de l'approche actuelle dans les différents maillons de la chaîne. Par exemple, les médecins généralistes, qui procèdent souvent aux premières constatations, manquent souvent d'expertise pour détecter les indices d'une mort suspecte.

En outre, notre pays compte un nombre relativement faible de médecins légistes – environ 40 – et la profession connaît un flux sortant plus important que le flux entrant. La longue durée de formation d'au moins 11 ans constitue un obstacle. De plus, cette fonction exige une très grande flexibilité et est très lourde au niveau émotionnel. Par conséquent, de nombreux médecins abandonnent. C'est pourquoi, au cours des prochaines années, 2,25 millions d'euros seront libérés en vue de créer **deux centres d'expertise** en médecine légale. L'objectif, à terme, est d'étendre ce nombre à cinq centres dans tout le pays. En travaillant de manière professionnelle et centralisée, en coopération avec les parquets, davantage de décès pourront faire l'objet d'une enquête structurelle au sein de ces services médico-légaux. La création des centres d'expertise permettra également de donner plus de perspectives d'avenir à la profession de médecin légiste et de renforcer le flux entrant.

3.7. Une politique de sécurité solide et ferme

Notre État de droit est mis sous pression, non seulement suite au crime organisé, mais aussi aux extrémistes de toutes sortes, aux motivations politiques ou religieuses ou qui alimentent le sentiment antigouvernemental par le biais de théories du complot et de la désinformation. Ils partagent un même objectif: déstabiliser la société et monter les gens les uns contre les autres. Dans ce

advice bij het NICC, de DNA-evaluatiecommissie, het College van procureurs-generaal, het federaal parket en de politie. Na deze adviezen en eventuele aanpassingen, wordt het voorontwerp van wet voorgelegd aan de Ministerraad en het parlement.

Operatie Kerkhof, waarvan in mei 2021 de opgravingen begonnen zijn, gaat verder. Op zo'n 250 lokale kerkhoven liggen niet-geïdentificeerde menselijke overblijfselen begraven. Met het oog op de technologische en wetenschappelijke mogelijkheden op vlak van DNA-onderzoek worden verder stelselmatig opgravingen uitgevoerd om betrokkenen alsnog te identificeren.

3.6. Meer verdachte overlijdens detecteren

Bij naar schatting 1 à 2 % van de overlijdens in ons land wordt overgegaan tot autopsie. Nochtans ligt het Europees aanbevolen streefcijfer op 10 %. Door het lage percentage autopsies schatten experts dat in ons land jaarlijks zo'n 70 verdachte overlijdens onopgemerkt blijven. Er is geen eenduidige oorzaak van dit lage percentage, maar het is een gevolg van de huidige aanpak in verschillende schakels van de keten. Zo hebben huisartsen, die de eerste vaststellingen doen, vaak onvoldoende expertise om de aanwijzingen van een verdacht overlijden te detecteren.

Bovendien kent ons land een relatief laag aantal wetsdokters - circa 40 - en kent het beroep een snellere uitstroom dan instroom. De lange opleiding van minimum 11 jaar is een struikelblok, de job vraagt veel flexibiliteit en is emotioneel belastend. Hierdoor haken veel artsen af. Daarom wordt de volgende jaren 2,25 miljoen euro uitgetrokken om **twee expertisecentra** in forensische geneeskunde op te richten. Op termijn moet dat uitbreiden tot vijf centra over het hele land. Door op een professionele en gecentraliseerde manier te werk te gaan, in samenwerking met de parketten, zullen meer overlijdens structureel onderzocht kunnen worden binnen deze forensische diensten. De oprichting van de expertisecentra moet ook het beroep van wetsdokter meer toekomstperspectief geven en een grotere instroom mogelijk maken.

3.7. Een krachtig en kordaat veiligheidsbeleid

Onze rechtsstaat staat onder druk, niet alleen door de georganiseerde misdaad, maar ook door extremisten van allerlei pluimage, vanuit politieke of religieuze motieven of die het anti-overheidsressentiment voeden via complottheorieën en desinformatie. Ze delen dezelfde doelstelling: het ontwrichten van de samenleving en mensen tegen elkaar opzetten. Ook in deze is het

domaine également, il est essentiel de mener une politique de sécurité solide et ferme. Cela s'est traduit en partie par la définition de la vision reprise dans la Note-cadre de Sécurité intégrale (NCSI) et le Plan national de sécurité (PNS). Les deux plans ont été validés le 31 mars 2022, en collaboration avec le ministre de l'Intérieur.

La **NCSI** est alignée sur la stratégie de sécurité nationale 2021 et sert de cadre au Plan national de sécurité 2022-2025 des services de police et aux plans d'action des autres acteurs des services publics. La NCSI est le cadre de référence stratégique d'une politique de sécurité globale et intégrée, sur lequel se greffent et se concrétisent les actions et les plans de sécurité des acteurs administratifs, judiciaires, de la police et autres. Le principe central du cadre de référence stratégique est que tous les services souscrivent aux structures mises en place dans le cadre de la banque de données commune (BDC), des task forces locales (TFL) et des cellules de sécurité intégrée locale (CSIL) sous la coordination de l'OCAM.

Le **PNS** couvre tous les thèmes en lien avec la sécurité qui requièrent une attention particulière de la part de tous les services de police, en plus de tous les autres défis. Ce plan fixe le PCC en matière de sécurité pour les quatre prochaines années. En 2023, la mise en œuvre de ces plans se poursuivra. Un premier rapport de suivi est déjà en cours d'élaboration pour le PNS. La vision de la sécurité se traduit également par des capacités supplémentaires pour nos services de police et de renseignement.

En ce qui concerne la Sûreté de l'État (**VSSE**), de nombreux recrutements y sont en cours et la croissance annoncée a commencé. Les Front Offices ont été lancés et sont en train de se développer. 135 personnes sont déjà venues renforcer la VSSE, ce qui donne un total de 774 collaborateurs. Une nouvelle vague de recrutement suivra en octobre. Cette croissance, partant de 580 en 2020, permettra de passer à 1.000 collaborateurs d'ici la fin de la législature. Une réserve de recrutement d'analystes et d'agents opérationnels sera créée dans l'année à venir. En concertation avec les différents acteurs concernés, un statut unique pour les services de renseignement a également été défini dans les grandes lignes. Dans la mesure du possible, ce statut reprendra les dispositions du statut "ordinaire" des agents de l'État. Si nécessaire, il s'en écartera pour répondre aux besoins spécifiques en termes de disponibilité en situation de crise, de risques et de discrétion. Nous prendrons les initiatives réglementaires nécessaires pour introduire le statut unifié des services de renseignement.

La mise en œuvre de la **Note stratégique sur l'extrémisme, le terrorisme et le radicalisme** (la Strat TER,

voeren van een krachtig en kordaat veiligheidsbeleid essentieel. Dat startte onder meer door het vastleggen van de visie in de Kadernota Integrale Veiligheid (KIV) en het Nationaal Veiligheidsplan (NVP). Beide plannen werden op 31 maart 2022 gevalideerd, in samenwerking met de minister van Binnenlandse Zaken.

De **KIV** is afgestemd op de Nationale Veiligheidsstrategie 2021 en biedt het raamkader voor het Nationaal Veiligheidsplan 2022-2025 van de politiediensten en voor de actieplannen van de andere overheidsactoren. De KIV is het strategisch referentiekader voor een integraal en geïntegreerd veiligheidsbeleid, waarop de acties en veiligheidsplannen van de bestuurlijke, justitiële, politionele en alle andere actoren worden geënt en verder geoperationaliseerd. Centraal principe van het strategisch referentiekader is dat alle diensten zich inschrijven in de uitgetekende structuren rond de gemeenschappelijke gegevensbank (GGB), local task forces (LTF) en lokale integrale veiligheidscellen (LIVC) onder coördinatie van het OCAD.

Het **NVP** omvat alle veiligheidsthema's die, naast alle andere uitdagingen, bijzondere aandacht van alle politiediensten vragen. Het plan bepaalt de veiligheidskoers voor de volgende vier jaar. In 2023 worden deze voormelde plannen verder uitgevoerd, waarbij voor het NVP reeds een eerste opvolgingsrapport zal opgesteld worden. De veiligheidsvisie vertaalt zich ook in extra capaciteit voor onze politie- en inlichtingendiensten.

Bij de Veiligheid van de Staat (**VSSE**) wordt massaal aangeworven en is de aangekondigde groei ingezet. De Front Offices zijn gelanceerd en worden verder uitgebouwd. De VSSE heeft zich reeds versterkt met 135 medewerkers en telt er momenteel 774. In oktober volgt een nieuwe wervingsgolf. Het groeipad, komende van 580 in 2020, loopt tot 1.000 medewerkers tegen het einde van de legislatuur. Het komende jaar wordt een wervingsreserve aangelegd voor analisten en operationele agenten. In samenspraak met de verschillende betrokken actoren werden ook de krijtlijnen voor een uniek statuut voor de inlichtingendiensten vastgelegd. Waar mogelijk neemt het statuut de bepalingen van het 'gewone' statuut van de rijksambtenaren over. Waar nodig wijkt het ervan af om te voldoen aan de specifieke noden op vlak van beschikbaarheid in crisissituaties, risico's en geheimhouding. We nemen de nodige regelgevende initiatieven om het eengemaakte statuut voor de inlichtingendiensten in te voeren.

De **strategische nota extremisme, terrorisme en radicalisme** (Strat TER, de opvolger van het Plan

qui succède au Plan d'action Radicalisme) se poursuit. Le principe central est que tous les services souscrivent aux structures mises en place dans le cadre de la banque de données commune (BDC), des task forces locales (TFL) et des cellules de sécurité intégrée locale (CSIL) sous la coordination de l'OCAM. Pour ce faire, nous allons modifier la loi, en supprimant la BDC de la loi sur la fonction de police pour en faire une loi autonome. Nous renforçons également le fonctionnement des LTF et des CSIL. Ainsi, nous répondons aux recommandations de la Commission d'enquête parlementaire constituée après les attentats de mars 2016.

L'OCAM et la VSSE organisent des formations sur la Strat TER. L'objectif principal est de familiariser les Information Officers des zones de police locales et les agents de prévention contre la radicalisation avec le fonctionnement de la BDC, des LTF et des CSIL. Déjà 386 personnes ont suivi cette formation et les services la poursuivent.

Depuis 2019, les services judiciaires et de renseignement du ressort de la cour d'appel de Bruxelles travaillent dans des affaires concrètes de terrorisme avec un Joint Information Center et un Joint Decision Center. En cas de menace, les informations des services concernés sont rassemblées (au JIC) et une décision commune est prise sur la manière de réduire la menace (au JDC). Ce système a été évalué de manière positive par tous les partenaires. Un système de Forum CT (Counter Terrorism) a été mis en place dans les 4 autres chefs-lieux des ressorts. Le fonctionnement de ces organes a été évalué par le Comité de coordination du renseignement et de la sécurité (CCRS). La Justice tend vers l'option consistant à transformer systématiquement ces Forum CT en Joint Information Centers et ne à conserver qu'un seul Joint Decision Center pour l'ensemble du pays.

3.8. Une Police Judiciaire Fédérale puissante et moderne

Les fonds destinés à la police intégrée ont été augmentés de 310 millions d'euros au cours de cette législature. Pour 2022, 70 millions d'euros sont prévus, le renforcement des **capacités de recherche** de la PJF étant l'une des priorités. Ainsi, depuis 2020, la police judiciaire fédérale a été renforcée de 238 équivalents temps plein et des fonds ont été prévus pour porter la PJF à 4.581 effectifs (soit 413 effectifs supplémentaires) d'ici la fin de la législature. Afin de fournir le personnel nécessaire en temps voulu, la formation des inspecteurs en chef spécialisés sera revue et des campagnes de marque employeur et de recrutement ciblées seront menées. Afin de fournir aux personnes intéressées des informations rapides, complètes et individualisées

Radicalisme) wordt verder uitgevoerd. Centraal principe is dat alle diensten zich inschrijven in de uitgetekende structuren rond de gemeenschappelijke gegevensbank (GGB), local task forces (LTF) en lokale integrale veiligheidscellen (LIVC) onder coördinatie van het OCAD. Hiervoor passen we de wet aan, waarbij we de GGB uit de wet op het politieambt halen om er een autonome wet van te maken. We versterken ook de werking van de LTF's en LIVC's. Zo komen we tegemoet aan aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie na de aanslagen van maart 2016.

Het OCAD en de VSSE organiseren opleidingen over de Strat TER. Het gaat er voornamelijk om de Information Officers van de lokale politiezones en radicaliserings- en preventieambtenaren vertrouwd te maken met de werking van de GGB, LTF en LIVC. Reeds 386 mensen hebben deze opleiding gevolgd en de diensten zetten dit verder.

Sinds 2019 werken de gerechtelijke en inlichtingendiensten binnen het ressort van het hof van beroep van Brussel in concrete terrorismedossiers met een Joint Information Center en een Joint Decision Center. Wanneer er sprake is van een dreiging, wordt de informatie van de betrokken diensten samengelegd (in het JIC) en wordt er samen beslist hoe de dreiging gemitigeerd moet worden (in het JDC). Dit systeem wordt gunstig geëvalueerd door alle partners. In de andere 4 ressortelijke hoofdplaatsen werd een systeem van Forum CT (Counter Terrorism) opgericht. De werking van deze organen werd geëvalueerd door het Coördinatiecomité voor Inlichtingen en Veiligheid (CCIV). Justitie is de optie genegen om deze fora CT stelselmatig om te vormen tot Joint Information Centers en om één Joint Decision Center voor gans het land te behouden.

3.8. Een krachtige en moderne Federale Gerechtelijke Politie

De middelen voor de geïntegreerde politie werden in deze legislatuur verhoogd met 310 miljoen euro. Voor 2022 is 70 miljoen euro voorzien, waarbij het **versterken van de onderzoekscapaciteit** van de FGP een van de prioriteiten is. Zo werd sedert 2020 de Federale Gerechtelijke Politie versterkt met 238 voltijdse krachten en zijn middelen voorzien om tegen het eind van de legislatuur de FGP op 4.581 effectieven (of 413 extra effectieven) te brengen. Om tijdig de nodige instroom te voorzien, wordt de opleiding voor de gespecialiseerde hoofdinspecteurs herzien en worden gerichte branding- en rekruteringscampagnes gevoerd. Om geïnteresseerden snel, uitgebreid en individueel jobinformatie te verschaffen, is het netwerk van contactpunten rekrutering bij

sur ces emplois, le réseau de points de contact pour le recrutement au sein de la police locale et fédérale a été étendu de 1.700 à 2.064 collaborateurs.

Afin de pouvoir lutter contre la criminalité, il est important de fixer des priorités et, par conséquent, de faire des choix. La politique d'enquête et de poursuites est une responsabilité que nous assumons avec le Collège des procureurs généraux. Cela se traduit par une **répartition de la capacité** en fonction des priorités. L'année dernière, la PJF a encore développé sa gestion de la recherche afin d'orienter les enquêtes de manière à servir l'intérêt des citoyens, des acteurs économiques et de la société dans son ensemble. Ceci a été fait sur la base d'une directive générale élaborée en concertation entre la police et les magistrats, qui a depuis été pleinement appliquée. Des règles et des processus de fonctionnement ont alors été établis pour les différents arrondissements de la PJF et sont contrôlés de manière centralisée.

En outre, dans le cadre du développement d'une gestion de la recherche solide, un **flux de feedback automatique** entre Itinera (police) et MACH (ministère public) a été développé. Concrètement, cela permet à la Justice de fournir un retour d'information à la police sur les affaires en cours, et ce, jusqu'au niveau de la personne et du jugement. Ce retour d'information concerne les personnes poursuivies ainsi que les éventuelles amendes, peines et confiscations prononcées.

La PJF a lancé une série de **projets d'innovation** en 2021 qui pourraient avoir un impact positif et significatif sur la charge de travail administrative, le temps de traitement et l'efficacité de la collecte des preuves. Ces projets doivent permettre à la PJF, en tant qu'organisation professionnelle, d'évoluer avec les nouvelles technologies et surtout de pouvoir contrer leur utilisation ou plutôt les abus par des criminels. Plusieurs projets efficaces ont déjà été réalisés en ce sens. Le projet Automotive en est un exemple: des équipes mobiles peuvent désormais lire les données des véhicules confisqués dans le cadre d'une enquête. Ce système a depuis été introduit dans tous les arrondissements de la PJF et a également suscité l'intérêt des services de police étrangers. Le projet MASSE (Mass Analytics Storage and Solutions for Evidence) a également été développé en vue d'un stockage en cloud et d'une interconnexion avec le système de gestion des dossiers de la PJF. D'autres projets, tels que le Wi-Fi sniffing et la mise sur écoute numérique, ont également connu des progrès tout aussi importants. Pour 2023, une attention particulière sera portée aux projets sur les cryptomonnaies.

Nous avons travaillé en août 2022 sur un protocole entre la police intégrée et l'Organe central pour la saisie

de la police locale et fédérale de la police intégrée de 1.700 à 2.064 collaborateurs.

In de aanpak van criminaliteit moeten prioriteiten worden gesteld en bijgevolg keuzes gemaakt. Het opsporings- en vervolgingsbeleid is een verantwoordelijkheid die we samen met het College van procureurs-generaal opnemen. Dit vertaalt zich in een **capaciteitsverdeling** volgens prioriteit. Het afgelopen jaar heeft de FGP haar researchmanagement verder uitgewerkt om de onderzoeken dusdanig te oriënteren, in het belang van de burgers, de economische actoren en de gehele samenleving. Dat gebeurde op basis van een algemene richtlijn die in overleg tussen politie en magistratuur werd opgesteld en die intussen volledig toegepast wordt. De werkingsregels en processen zijn hierdoor voor de verschillende arrondissementale FGP's vastgelegd en worden centraal gemonitord.

In het raam van de ontwikkeling van een gedegen researchmanagement, werd bovendien een **geautomatiseerde feedback-flux** tussen Itinera (politie) en MACH (Openbaar Ministerie) ontwikkeld. Concreet geeft justitie hiermee feedback aan de politie over de lopende dossiers en dit tot op persoonsniveau en tot op niveau van het vonnis. Deze feedback heeft betrekking op de vervolgte personen, de eventuele uitgesproken boetes, straffen en verbeurdverklaringen.

De FGP startte in 2021 een reeks **innovatieprojecten** op die een aanzienlijke positieve impact kunnen hebben op de administratieve werklast, verwerkingstijd en efficiëntie van bewijsgaring. Ze moeten de FGP toelaten om als professionele organisatie mee te evolueren met nieuwe technologieën en vooral het gebruik of liever misbruik ervan door criminelen te kunnen counteren. Verschillende sterke realisaties zijn zo reeds uitgewerkt. Zo kan verwezen worden naar het project Automotive, met mobiele teams die de data van inbeslaggenomen voertuigen in het kader van een onderzoek kunnen uitlezen. Dit is intussen in alle arrondissementale FGP's ingevoerd en heeft ook de interesse van buitenlandse politiediensten gewekt. Ook het project MASSE (Mass Analytics Storage and Solutions for Evidence) werd verder ontwikkeld met het oog op cloud-storage en interconnectie met het case managementsysteem van de FGP. Andere projecten zoals Wifi sniffing en de digitale afstapping kenden evenzeer belangrijke vooruitgang. Voor 2023 zal bijzondere aandacht gaan naar projecten rond cryptomunten.

We werkten in augustus 2022 aan een protocol tussen de Geïntegreerde Politie en het Centraal Orgaan

et la confiscation (OCSC). Cela permet à la PJF, mais aussi aux zones de police locales, de **disposer de véhicules saisis** dans le cadre de la lutte contre le crime organisé. Le service qui effectue les expertises et prépare les véhicules pour le déploiement passera de 2 à 4 personnes, et les garagistes pourront également effectuer des expertises. En outre, les systèmes informatiques des différents services seront reliés. L'objectif est de disposer ainsi d'une centaine de véhicules par an. Il s'agit d'une expansion non négligeable du parc automobile de la PJF.

Au printemps 2022, le service FAST, le Fugitive Active Search Team de la police judiciaire fédérale, a organisé un premier **hackathon** en collaboration avec de nombreux partenaires au sein de la Justice, de la police, des services de renseignement et d'autres services de sécurité en Belgique et à l'étranger. Cette méthode innovante, qui consiste à faire avancer les enquêtes de longue durée en demandant à une série de spécialistes de recherche de nouvelles pistes de manière multidisciplinaire, s'est avérée très efficace. Cinq fugitifs ont ainsi déjà pu être arrêtés, et de nombreux nouveaux éléments d'enquête sont encore en cours d'investigation. Un nouveau FAST hackathon, qui a remporté un prix pour le meilleur projet de mise en réseau et de partenariat début octobre 2022, aura lieu en 2023.

En outre, il sera examiné dans quelle mesure cette méthode de travail est aussi applicable à d'autres tâches judiciaires et/ou à d'autres phénomènes de criminalité, tels que la recherche des avoirs criminels, sera examinée. Par ailleurs, le service belge FAST a également pris l'initiative de lancer la nouvelle **campagne "EU Most Wanted"** d'Europol. De nouveaux fugitifs ont été annoncés en septembre 2022. Les résultats opérationnels concrets sont attendus en 2023.

3.9. Lutte contre le narcoterrorisme

Le crime organisé, découlant de la criminalité liée à la drogue, est une menace pour notre société. D'une part, il donne lieu à des effets déstabilisants, tels que la corruption, le blanchiment d'argent et la violence, pouvant nuire à notre tissu social et économique. D'autre part, les criminels cherchent à déstabiliser l'appareil d'État et à semer la terreur, notamment en proférant de graves menaces à l'encontre de magistrats, de journalistes ou de politiciens. Le terme de narco-terrorisme est donc approprié. Toutefois, nous ne permettrons jamais à notre pays d'évoluer vers un narco-état, où les criminels s'imaginent intouchables et dictent leur loi.

C'est pourquoi nous avons rédigé le **Stroomplan XXL**, dont la mise en œuvre est en cours et qui fait partie d'un plan national contre la criminalité liée à la drogue. Dans

voor Inbeslagneming en Verbeurdverklaring (COIV). Hierdoor krijgen de FGP maar ook lokale politiezones **inbeslaggenomen voertuigen ter beschikking** in de strijd tegen de georganiseerde misdaad. De dienst die de expertises uitvoert en de voertuigen inzetklaar maakt, wordt uitgebreid van 2 naar 4 personen en ook garagisten zullen een expertise kunnen uitvoeren. Daarnaast worden de IT-systemen van de verschillende diensten aan elkaar gekoppeld. Er wordt gemikt op zo'n 100 wagens per jaar. Dit is een niet te verwaarlozen uitbreiding van het wagenpark van de FGP.

In het voorjaar van 2022 organiseerde de dienst FAST, het Fugitive Active Search Team van de Federale Gerechtelijke Politie, in samenwerking met tal van partners bij justitie, politie, inlichtingendiensten en andere veiligheidsdiensten in binnen- en buitenland, een eerste **hackathon**. Deze innovatieve methode om in aansleepende dossiers een doorbraak te bewerkstelligen door een reeks specialisten multidisciplinair te laten speuren naar nieuwe aanknopingspunten, leverde heel wat succes op. Er werden zo reeds 5 voortvluchtigen opgepakt en tal van nieuwe onderzoekselementen worden nog verder onderzocht. De FAST-hackathon, die begin oktober 2022 nog een award voor beste netwerk- & partnershipproject won, zal in 2023 worden herhaald.

Er zal trouwens bekeken worden in hoeverre deze werkmethode ook toepasbaar is bij andere gerechtelijke taken en/of criminaliteitsfenomenen zoals de opsporing van crimineel vermogen. De Belgische FAST-dienst nam overigens ook het voortouw in de lancering van de nieuwe **EU Most Wanted-campagne** van Europol. In september 2022 werden nieuwe voortvluchtigen bekendgemaakt. Concrete operationele resultaten worden in 2023 verwacht.

3.9. Aanpak van het narcoterrorisme

De georganiseerde misdaad, gelinkt aan de drugcriminaliteit, is een bedreiging voor onze samenleving. Niet alleen is er de ondermijnende impact zoals corruptie, witwassen en geweld die ons maatschappelijk en economisch weefsel dreigt aan te tasten. Tegelijk trachten criminelen het overheidsapparaat te destabiliseren en angst te zaaien, onder meer met ernstige bedreigingen ten aanzien van magistraten, journalisten of politici. De term narcoterrorisme is daarom op zijn plaats. We zullen echter nooit toelaten dat ons land afglijdt naar een narcostaat, waar criminelen zich onaantastbaar wanen en de lakens uitdelen.

Dit doen we aan de hand van het **Stroomplan XXL**, dat volop in uitvoering is en dat onderdeel uitmaakt van een nationaal plan tegen de druggerelateerde criminaliteit.

ce cadre, nous investissons dans la Justice et la police, en particulier à Anvers, et augmentons la pression dans les ports et contre les activités illicites. Nous renforçons également notre politique de sécurité dans le reste du pays et maximisons la coopération internationale, non seulement avec les Pays-Bas et les autres États membres européens, mais aussi en amont vers les pays sources.

Les succès étonnants de la police et de la Justice dans le dossier **SKY-ECC**, qui a permis de décrypter les messages téléphoniques d'un réseau criminel mondial, ont constitué un tremplin vers le Stroomplan XXL. Cette décision a été prise suite à l'évaluation par l'Université de Gand du Stroomplan de 2017. Le plan contient un ensemble complet de mesures visant à mettre en place des services de sécurité solides, une justice efficace et une approche administrative puissante, grâce à un modèle de coopération étroite. De cette façon, nous perturbons autant que possible le marché illégal et les modèles de gains criminels tout en limitant les effets déstabilisants de la criminalité organisée.

La loi relative à la sûreté maritime, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2023, permettra de renforcer la sûreté des ports. Par exemple, des normes de sécurité standard seront élaborées pour tous les ports par l'Autorité nationale de sûreté maritime (ANSM), l'utilisation de données biométriques sera possible pour le contrôle d'accès et les images des caméras devront être conservées plus longtemps. De plus, l'interdiction de port permettra d'interdire l'accès aux ports aux personnes reconnues coupables d'infractions liées à la drogue pour une période maximale de 20 ans. Par ailleurs, la loi stipule qu'une telle interdiction de port n'implique pas seulement une interdiction de lieu, mais aussi une interdiction professionnelle dans le secteur maritime ou dans les entreprises fournissant des services au secteur maritime. De plus, l'interdiction de port apparaîtra sur le casier judiciaire et la police pourra le vérifier lors de patrouilles. En outre, nous nous engageons pleinement à améliorer la coopération entre les secteurs public et privé.

Lorsque nous constatons que cette mafia de la drogue tente de déstabiliser notre appareil d'État, il est de notre devoir de faire également appel à nos services de renseignement dans le cadre de cette lutte. La **Sûreté de l'État (VSSE)** est en pleine expansion. Grâce à une loi votée au Parlement en juin, nous renforçons la capacité au sein de la VSSE. Cela lui permettra de renforcer ses travaux de renseignement, notamment dans la lutte contre la criminalité organisée. La VSSE se concentrera sur la corruption de fonctionnaires et l'influence du crime organisé sur les processus décisionnels. Il est également important d'apporter un soutien sur le terrain en ce qui concerne l'image globale des réseaux par le biais des méthodes spéciales de renseignement.

Daarbij investeren we in justitie en politie, met name in Antwerpen, en voeren we de druk op in de havens en tegen de illegale machtsbasissen. We verstrakken ook ons veiligheidsbeleid in de rest van het land en zetten maximaal in op internationale samenwerking, niet alleen met Nederland en andere Europese lidstaten maar ook stroomopwaarts richting de bronlanden.

De opzienbarende successen van politie en justitie in het dossier **SKY-ECC**, waarbij een wereldwijd crimineel netwerk van cryptofoons werd gekraakt, waren een opstap naar het Stroomplan XXL. Dit kwam tot stand na de evaluatie door de UGent van het Stroomplan van 2017. Het bevat een uitgebreid pakket maatregelen voor robuuste veiligheidsdiensten, een effectieve justitie en een krachtige bestuurlijke handhaving, via een model van doorgedreven samenwerking. Op die manier verstoren we zoveel als mogelijk de illegale markt en de criminele verdienmodellen en beperken we de ondermijnende criminaliteit.

De Wet op Maritieme Beveiliging, die in werking treedt op 1 januari 2023, zal de havens beter beveiligen. Zo worden standaard beveiligingsnormen voor alle havens uitgewerkt door de Nationale Autoriteit voor Maritieme Beveiliging (NAMB), is het gebruik van biometrische gegevens mogelijk gemaakt voor toegangscontrole en moeten camerabeelden langer bewaard worden. Daarnaast laat het havenverbod toe om veroordeelden voor drugsfeiten te weren uit de havens, voor een maximale termijn van 20 jaar. Bovendien werd in de wet verankerd dat zo'n havenverbod niet enkel een plaatsverbod inhoudt, maar ook een beroepsverbod in de maritieme sector of bedrijven die diensten verlenen aan de maritieme sector. Het havenverbod zal bovendien op het strafregister staan en de politie zal de mogelijkheid hebben om dit te controleren tijdens het patrouilleren. Er wordt tevens fors ingezet op publiek-private samenwerking in de havens.

Als we vaststellen dat die drugmafia ons overheidsapparaat wil destabiliseren, dan moeten we ook een beroep doen op onze inlichtingendienst in deze strijd. De **Veiligheid van de Staat (VSSE)** is in volle expansie. En met een wet die het parlement in juni stemde, geven we de VSSE meer armsgang. Op deze manier kan de dienst zijn inlichtingenwerk versterken, ook wat betreft de strijd tegen georganiseerde criminaliteit. De VSSE zal zich richten op corruptie van ambtenaren en beïnvloeding van beslissingsprocessen door de georganiseerde misdaad. Ook steun op het terrein inzake beeldvorming over netwerken via de bijzondere inlichtingenmethodes is belangrijk. Uiteraard blijven het parket en de federale gerechtelijke politie aan het stuur zitten, maar ze zullen

Le parquet et la police judiciaire fédérale resteront bien entendu aux commandes, mais ils pourront faire appel à nos services de renseignement, comme dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Les enquêtes dans le domaine du crime organisé, lié au trafic de drogue, seront menées sous la direction du **procureur du port** près le parquet d'Anvers. Le procureur du port est chargé de régler la coopération entre les services, assurant un commandement et une politique unifiés pour toute la zone portuaire, et ce, tant sur la rive gauche que sur la rive droite.

Nous prévoyons des juges supplémentaires afin d'assurer le **dédoulement de la chambre de traitement de la toxicomanie d'Anvers**, lourdement surchargée. Cela permettra de répartir l'afflux important d'affaires de drogue et de rendre plus rapidement un jugement.

Pour lutter efficacement contre certaines formes de crime organisé, les économies d'échelle et la spécialisation sont indispensables. En collaboration avec la magistrature et la police, nous travaillons donc à une **rationalisation progressive** des 27 divisions pour parvenir à une concentration des ressources et du personnel dans 14 divisions. Cette mission concerne donc à la fois la police judiciaire fédérale, le ministère public et le siège. En parallèle, nous réaliserons des économies d'échelle avec les acteurs de la Justice et de la police, en concentrant les formes spécifiques de criminalité organisée qui nécessitent une expertise et une spécialisation particulières au sein des cinq PJF, des cinq parquets et des tribunaux des chefs-lieux des ressorts.

Le crime organisé nécessite une approche internationale et transfrontalière. Où que ce soit dans le monde, nous ne tolérerons pas les havres où se cachent les criminels de la drogue recherchés ou condamnés. C'est la raison pour laquelle une **convention d'extradition a été conclue avec les Émirats arabes unis**, un refuge populaire pour les criminels de la drogue.

Notre pays est un pionnier de la **coalition des pays dans la lutte contre le crime organisé**, qui, outre notre pays, comprend les Pays-Bas, la France, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. Le 7 octobre 2022, les six pays ont approuvé le plan d'action commun à Amsterdam. Ce plan est principalement axé sur la sûreté des installations portuaires, l'échange d'informations, la confiscation des avoirs criminels à l'étranger et l'union des efforts fournis.

Nous nous concentrerons davantage sur la bonne coopération existante avec les Pays-Bas et continuons à soutenir pleinement les projets d'analyse EMPACT d'Europol. En matière de sécurité et d'échange d'informations,

een beroep kunnen doen op onze inlichtingendiensten, net zoals in de strijd tegen extremisme en terrorisme.

De onderzoeken in het kader van georganiseerde misdaad, gelinkt aan drugstrafiek, zullen worden gevoerd onder regie van de **havenprocureur** bij het Antwerpse parket. De havenprocureur is de regisseur van de samenwerking tussen de diensten, die zorgt voor eenheid van commando en beleid voor gans het havengebied, zowel linker- en rechteroever.

We voorzien in extra rechters zodat de zwaar overbelaste **drugskamer in Antwerpen ontduubeld** wordt. Zo wordt de grote toevloed aan drugszaken gespreid en kan er sneller recht gesproken worden.

Voor een effectieve aanpak van bepaalde vormen van georganiseerde misdaad zijn schaalvergroting en specialisatie onontbeerlijk. Samen met de magistratuur en de politie maken we daarom werk van een **stapsgewijze rationalisering** van de 27 afdelingen om te komen tot een concentratie van middelen en mensen in de 14 afdelingen. Deze opdracht betreft dus zowel de federale gerechtelijke politie, het Openbaar Ministerie en de zetel. Tegelijk realiseren we schaalvergroting met de actoren van justitie en politie, door de concentratie van specifieke vormen van georganiseerde criminaliteit die een bijzondere expertise en specialisatie vereisen bij de vijf FGP's, de vijf parketten en rechtbanken van de ressortelijke hoofdplaatsen.

De georganiseerde misdaad vergt een internationale, grensoverschrijdende aanpak. Waar ook ter wereld, we zullen niet aanvaarden dat er vrijhavens zijn waar gezochte of veroordeelde drugscriminelen zich schuilhouden. Daarom kwam het **uitleveringsverdrag met de Verenigde Arabische Emiraten** tot stand, een populair vluchtoord voor drugscriminelen.

Ons land is een voortrekker in de **Coalitie van landen in de strijd tegen de georganiseerde misdaad**, die naast ons land bestaat uit Nederland, Frankrijk, Spanje, Duitsland en Italië. Op 7 oktober 2022 keurden de zes landen in Amsterdam het gezamenlijk actieplan goed. De krachtlijnen zijn de beveiliging van de havenfaciliteiten, informatie-uitwisseling, inbeslagname van criminele vermogens in het buitenland en het bundelen van krachten.

We blijven daarnaast inzetten op de reeds goede samenwerking met Nederland en verlenen onze volle steun aan de EMPACT-analyseprojecten van Europol. Nederland en België willen op het vlak van veiligheid en

les Pays-Bas et la Belgique souhaitent rester un terrain d'essai pour l'Europe. Le **Traité Benelux en matière de coopération policière** de 2018 entrera donc en vigueur en 2023.

Aussi importants que soient la sécurité et le maintien des lois, tant qu'il y aura une demande, nos efforts ne seront qu'un emplâtre sur une jambe de bois. C'est pourquoi le gouvernement fédéral souhaite également renforcer l'**approche axée sur la demande**. Ceci afin d'aboutir à une stratégie interfédérale en matière de drogues, en concertation avec la Cellule générale de politique en matière de drogues. La lutte contre l'usage problématique de drogues est avant tout une mission du SPF Santé publique, mais la Justice assume ici aussi sa responsabilité en prévoyant un cadre multidisciplinaire en vue d'offrir une aide aux usagers problématiques de drogues dans le cadre d'un trajet.

Premièrement, au niveau de la police et du parquet, où les usagers problématiques de drogues sont orientés vers les services de prise en charge des toxicomanes. Dans le Limbourg, avec le projet LIM, c'est la police qui s'en charge. En Flandre orientale, les renvois du parquet vers les services de prise en charge se font par le biais du système Proefzorg, dans lequel un assistant judiciaire du parquet analyse les dossiers et agit en tant que gestionnaire pour le renvoi.

À Anvers, où les transactions immédiates pour les infractions liées à la drogue ont été introduites il y a quelques temps, les usagers problématiques de drogue sont orientés vers les services de prise en charge des toxicomanes via Adviespunt Verslaving Antwerpen. La particularité de cette politique de transaction immédiate du parquet d'Anvers est que les zones de police ne peuvent appliquer cette transaction immédiate que s'ils fournissent également des services de prise en charge en matière de drogues. Ainsi, chaque année, un tiers des personnes condamnées à une amende sont orientées vers les services de prise en charge des toxicomanes. Nous avons publié la circulaire (COL 09/21) introduisant la transaction immédiate dans tout le pays grâce à la plateforme Crossborder.

Deuxièmement, les chambres de suivi ou de traitement de la toxicomanie existent depuis longtemps au niveau des tribunaux. Leur objectif est de guider les usagers problématiques de drogues à l'aide d'une approche judiciaire sur mesure. Le tribunal de Gand était le pionnier en la matière. Depuis lors, Anvers, Bruges, Charleroi, Malines et Turnhout ont également adopté cette approche. Nous soutenons et développerons davantage cette approche, en créant un cadre

informatie-uitwisseling een proeftuin voor Europa blijven. Het **Benelux-Verdrag inzake Politiesamenwerking** van 2018 zal daarom in 2023 in werking treden.

Hoe belangrijk veiligheid en handhaving ook zijn, zolang er een afzetmarkt is, blijft het voor een stuk dweilen met de kraan open. De federale regering wil daarom ook de **aanpak van de vraagzijde** versterken. Dit om te komen tot een interfederale drugstrategie, in overleg met de Algemene Cel Drugsbeleid. Problematisch druggebruik aanpakken is in eerste instantie een taak van de FOD Volksgezondheid, doch justitie neemt ook hier haar verantwoordelijkheid, aan de hand van een multidisciplinair kader om problematische druggebruikers een traject aan te bieden.

Dat doen we ten eerste op het niveau van politie en parket, waarbij problematische druggebruikers worden doorverwezen naar de drughulpverlening. In Limburg, met het LIMproject, gebeurt dat door de politie. In Oost-Vlaanderen loopt de doorverwijzing van parket naar de hulpverlening via het systeem van Proefzorg waarbij een justitie-assistent op het parket dossiers analyseert en als proefzorgmanager instaat voor de doorverwijzing.

In Antwerpen, waar de onmiddellijke minnelijke schikkingen (OMS) voor drugsfeiten al een tijd terug werden ingevoerd, worden problematische druggebruikers doorverwezen naar de drughulpverlening via Adviespunt Verslaving Antwerpen. Het specifieke aan dat OMS-beleid van het Antwerpse parket is dat politiezones die OMS pas kunnen toepassen als ze ook in een drughulpverleningsaanbod voorzien. Op die manier worden jaarlijks een derde van de beboete personen doorverwezen naar de drughulpverlening. We vaardigden de omzendbrief (COL 09/21) uit waardoor de OMS mogelijk wordt over het hele land via de infrastructuur van Crossborder.

Ten tweede bestaan er op het niveau van de rechtbank reeds langer de drugopvolgings- of drugbehandelingskamers. De opzet is problematische druggebruikers begeleiden via een justitiële aanpak op maat. De rechtbank van Gent was hierin pionier. Ondertussen volgden Antwerpen, Brugge, Charleroi, Mechelen en Turnhout. Deze aanpak ondersteunen we en breiden we uit, door een wettelijk kader te creëren en de voorbereidende gesprekken te voeren met de andere rechtbanken. We

juridique et en menant des discussions préliminaires avec les autres tribunaux. À partir de maintenant, nous emploierons le terme “chambres réparatrices”. Par analogie, les chambres de suivi de la jeunesse seront également dotées d’un statut juridique.

3.10. Follow the money: la lutte contre les délits financiers et fiscaux

Le crime organisé ne se limite pas à la criminalité déstabilisante liée à la drogue. Il comprend également la criminalité financière plus organisée, comme la fraude sociale et fiscale, le terrorisme, la traite des êtres humains et le trafic d’êtres humains, la cybercriminalité ou encore la corruption. Dans cette lutte, il est important que les **enquêtes axées sur le profit** appliquent le principe du “*follow-the-money*”. La police judiciaire fédérale mettra davantage l’accent sur la confiscation d’avantages patrimoniaux, notamment en faisant largement appel à des équipes de recouvrement des avoirs qui travaillent en parallèle avec les enquêteurs dès le début de l’enquête. En effet, le but est de briser le modèle de profit criminel.

Nous veillerons également à renforcer les **enquêtes pénales d’exécution** (EPE). Des fonds supplémentaires ont été alloués pour mettre à disposition 6 substituts du procureur général, 12 experts et 6 assistants pour les enquêtes EPE dans les parquets généraux. 5 substituts du procureur général, 5 experts et 5 assistants ont été recrutés depuis. Dans une phase suivante, nous renforcerons les parquets pour les EPE.

La loi du 28 novembre 2021 a permis au procureur du Roi, aux magistrats de l’application des peines, aux présidents des tribunaux de l’entreprise et aux juges de paix d’avoir un accès direct au Point de contact central des comptes et contrats financiers (**PCC**). Depuis février 2022, ces mêmes acteurs ont également accès au **PCC2**. Cela apporte une grande plus-value dans le cadre d’enquêtes impliquant des données financières. Le tribunal peut ainsi interroger directement les institutions financières par le biais d’un système fiable pour savoir auprès de quelles banques une personne physique ou morale a ouvert des comptes ou conclu des contrats. Avant, le procureur du Roi ne pouvait consulter le **PCC2** que pour certains types d’infractions tels que le terrorisme, le blanchiment d’argent ou la fraude fiscale. Cette restriction ne s’appliquait toutefois pas au juge d’instruction, au tribunal de police et au tribunal correctionnel. Désormais, il peut également le faire en cas d’indices sérieux pour toutes les infractions passibles d’une peine d’emprisonnement d’un an ou plus.

La loi du 15 mai 2022 a permis de faciliter la détection et la poursuite d’infractions à grande échelle, telles que le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme.

spreken voortaan van herstelkamers. Ook de jongerenopvolgingskamers worden naar analogie hiermee wettelijk verankerd.

3.10. Follow the money, strijd tegen financiële en fiscale misdrijven

De georganiseerde misdaad is meer dan ondermijnende drugscriminaliteit. Dit houdt ook meer georganiseerde financiële criminaliteit in zoals sociale en fiscale fraude, terrorisme, mensenhandel en -smokkel, cybercrime en corruptie. Belangrijk in deze strijd is de **profijtgerichte recherche** die het principe van follow the money toepast. De Federale Gerechtelijke Politie zet meer in op het in beslag nemen van vermogensvoordelen door onder meer de doorgedreven inschakeling van plukteams die van bij het begin van een onderzoek parallel meewerken met de speurders. Het criminele verdienmodel moet immers gebroken worden.

Daarnaast werken we ook aan de versterking van de **strafuitvoeringsonderzoeken** (SUO). Extra middelen werden uitgetrokken om 6 substituten procureurs-generaal, 12 deskundigen en 6 assistenten te voorzien voor de SUO-onderzoeken bij de parketten-generaal. Hiervan zijn intussen 5 substituten procureur-generaal, 5 deskundigen en 5 assistenten aangeworven. In een volgende fase gaan we de parketten versterken voor SUO.

De wet van 28 november 2021 heeft het mogelijk gemaakt dat de procureur des Konings, de strafuitvoeringsmagistraten, voorzitters van de ondernemingsrechtbanken en vrederechters rechtstreeks toegang krijgen tot het Centraal Aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten (**CAP**). Sinds februari 2022 hebben diezelfde actoren ook toegang tot **CAP2**. In onderzoeken waarbij financiële gegevens een rol spelen, is dit van zeer grote waarde. Op die manier kan het gerecht de financiële instellingen rechtstreeks bevragen via een betrouwbaar systeem om na te gaan bij welke banken een natuurlijke of rechtspersoon rekeningen of contracten heeft. Eerder kon de procureur des Konings **CAP2** enkel raadplegen voor bepaalde types misdrijven zoals terrorisme, witwassen, fiscale fraude. Terwijl deze beperking niet van toepassing was voor de onderzoeksrechter, de politierechtbank en de correctionele rechtbank. Nu kan hij of zij dit ook in het kader van ernstige aanwijzingen voor alle misdrijven die een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben.

De wet van 15 mei 2022 heeft het mogelijk gemaakt om grootschalige strafbare feiten gemakkelijker op te sporen en te vervolgen, zoals het witwassen van geld

Pour ce faire, les organismes en charge de faire respecter la loi devaient pouvoir accéder facilement aux **informations financières provenant d'autres États membres**. C'est pourquoi l'échange d'informations avec la Cellule de traitement des informations financières (CTIF) et l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC) a été facilité. La réglementation actuelle ne correspondait pas aux besoins sur le terrain et a donc été étendue pour couvrir toutes les formes de criminalité figurant dans la liste des formes graves de criminalité reprises à l'annexe I du Règlement EUROPOL, telles que, entre autres, le meurtre et les coups et blessures graves, la criminalité liée aux matières nucléaires et radioactives, le racisme et la xénophobie, le trafic d'espèces animales menacées, les génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre ainsi que toute forme de fraude.

Dans le domaine de la criminalité purement financière et fiscale, nous sommes souvent confrontés à des enquêtes particulièrement complexes en termes de charge de la preuve et de procédures, avec des ramifications dans d'autres pays où l'argent est placé. Tout le monde sait que les procédures peuvent être particulièrement longues, souvent à cause des accusés eux-mêmes. C'est pourquoi nous avons libéré des moyens pour lutter contre la fraude fiscale dans les parquets et les tribunaux de première instance, avec un budget supplémentaire pour recruter 6 substituts fiscaux et 6 experts cette année au sein des parquets et 6 juges fiscaux, 12 greffiers et 6 assistants au sein des tribunaux de première instance en 2022. Entre temps, 26 personnes ont déjà été recrutées. Elles recevront une formation sur mesure. En ce qui concerne le recrutement des 6 experts, les cadres réglementaires seront adaptés par arrêté royal à l'automne 2022.

Par ailleurs, le Comité ministériel pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale a décidé d'élaborer un cadre juridique permettant une coopération étroite entre le parquet, la PJF et l'administration fiscale. Ceci dans le but de lutter contre la fraude fiscale grave – organisée ou non – et notamment de réaliser la mise en œuvre des **MOTEMS** (équipes d'enquête pluridisciplinaires). Ce cadre est en cours d'élaboration par les membres du Collège de lutte contre la fraude fiscale et sociale et les représentants du Collège des procureurs généraux. La circulaire à ce sujet est en phase finale et le lancement des MOTEMS est prévu pour début 2023. 25 fiscalistes seront recrutés à cette fin.

En concertation avec le Collège des procureurs généraux, nous évaluerons la loi sur la transaction pénale élargie et, sur cette base, toute proposition d'amélioration sera abordée au sein du gouvernement.

en de financiering van terrorisme. Hiervoor moesten de rechtshandavingsinstanties vlot toegang krijgen tot **financiële informatie uit andere lidstaten**. Daarom werd de informatie-uitwisseling met de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI) en het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) vergemakkelijkt. De huidige regelgeving stemde niet overeen met de noden op het terrein en is daarom uitgebreid naar alle criminaliteitsvormen zoals opgenomen in de lijst van vormen van "ernstige strafbare feiten" uit Bijlage I van de EUROPOL-Verordening, zoals o.a. moord en zware mishandeling, misdaad in verband met nucleaire en radioactieve stoffen, racisme en vreemdelingenhaat, illegale handel in bedreigde diersoorten, genocide, misdaden tegen de menselijkheid en oorlogsmisdaden en ook alle vormen van fraude.

In het domein van de louter financiële en fiscale criminaliteit worden we vaak geconfronteerd met bijzonder complexe onderzoeken op het vlak van bewijslast en procedures, met vertakkingen naar andere landen waar het geld wordt geparkeerd. Het is geen geheim dat procedures soms bijzonder lang duren, ook door toedoen van beklaagden zelf. Daarom maakten we middelen vrij voor de aanpak van fiscale fraude bij de parketten en de rechtbanken van eerste aanleg, met extra budget voor de aanwerving van 6 fiscale substituten en 6 deskundigen dit jaar bij de parketten en 6 fiscale rechters, 12 griffiers en 6 assistenten bij de rechtbanken eerste aanleg in 2022. Hiervan zijn reeds 26 mensen aangeworven. Zij krijgen opleidingen op maat. Om de aanwerving van de 6 deskundigen uit te voeren, worden de reglementaire kaders in het najaar van 2022 via een koninklijk besluit aangepast.

Daarnaast besliste het Ministerieel comité voor de strijd tegen de fiscale en sociale fraude om een wettelijk kader uit te werken zodat nauwe samenwerking tussen parket, FGP en de fiscale administratie mogelijk wordt. Dit met het oog op de bestrijding van - al dan niet georganiseerde - ernstige fiscale fraude en in het bijzonder om **MOTEMS** (multidisciplinaire onderzoeksteams) te realiseren. Dit kader wordt uitgewerkt door de leden van het College voor de strijd tegen de fiscale en sociale fraude en vertegenwoordigers van het College van procureurs-generaal. De omzendbrief hierover is in de finale fase en de opstart van de MOTEMS is voorzien begin 2023. Hiervoor worden 25 fiscalisten aangeworven.

In samenspraak met het College van procureurs-generaal evalueren we de wet op de verruimde minnelijke schikking en op basis hiervan zullen eventuele verbetervoorstellen worden besproken in de regering.

Nous poursuivrons les travaux relatifs au cadre juridique visant à créer un registre central des **interdictions de gérer**.

Le projet **BELFI**, dans le cadre duquel la police judiciaire fédérale contrôle les nouvelles entreprises pour détecter les activités suspectes par analogie avec les vérifications de domicile des personnes physiques, visera également à renforcer l'impact des opérations grâce à une meilleure coordination et à une meilleure information. L'objectif est de détecter et de dissoudre rapidement les sociétés suspectes ou les structures commerciales frauduleuses. Suite au projet BELFI lancé à Bruxelles, des projets pluridisciplinaires similaires de lutte contre le blanchiment d'argent par des organisations criminelles et la fraude économique, fiscale et sociale ont été mis en place dans les autres arrondissements judiciaires. En outre, nous continuerons à lutter contre les groupes d'auteurs criminels actifs dans les phénomènes de soutien liés aux drogues, aux armes et aux faux documents.

L'engagement continu des différents partenaires tels que le SPF Finances, le SPF Sécurité sociale, le SPF Economie et autres est crucial pour la Justice et la police afin d'arriver à éliminer ce type d'organisations criminelles et véreuses de notre économie. Les interdictions d'exercer une profession, la dissolution, les autres condamnations pénales et, surtout, le recouvrement des biens obtenus illégalement sont des moyens de nuire à ces organisations et à leurs leaders.

L'Union européenne manifeste également une ambition croissante en matière d'application directe de mesures pénales. Différentes agences pénales telles qu'Eurojust, Europol et l'OLAF existent déjà à cette fin. Avec la création du **ministère public européen (MPE)**, son propre organe de poursuite indépendant est désormais habilité à enquêter sur des infractions, à poursuivre les suspects et à les traduire devant les tribunaux pénaux nationaux, et ce, indépendamment des parquets nationaux. La compétence matérielle s'étend aux infractions contre les intérêts financiers de l'UE. Ce préjudice financier est estimé à environ 500 millions d'euros par an en irrégularités frauduleuses, selon un rapport de la Commission européenne. À cela s'ajoute une perte d'environ 50 milliards d'euros pour les États membres et l'Union due à la fraude transfrontalière à la TVA. La création du MPE devrait briser la dépendance à la coopération des États membres et assurer une meilleure coopération transfrontalière.

3.11. Le phishing

Ces dernières années, le phishing a fait de plus en plus de victimes dans notre pays. Le caractère international

Er zal verder gewerkt worden op het wettelijk kader om een centraal register voor **bestuursverboden** op te richten.

Het **BELFI-project**, waarbij de Federale Gerechtelijke Politie nieuwe ondernemingen screent op verdachte activiteiten naar analogie met de domiciliecontrole voor natuurlijke personen, zal door een betere coördinatie en informatie nog meer inzetten op een verdieping van de impact van de operaties. De opzet is het snel detecteren en ontbinden van verdachte vennootschappen of frauduleuze commerciële structuren. In lijn met het in het Brussel opgestarte BELFI-project werden inmiddels in de andere gerechtelijke arrondissementen gelijkaardige multidisciplinaire projecten opgezet in de strijd tegen witwas door criminele organisaties en economische, fiscale en sociale fraude. Ook de strijd tegen criminele dadergroepen die actief zijn in de steunfenomenen rond drugs, wapens en valse documenten wordt onverminderd voortgezet.

Voor justitie en politie is het blijvend engagement van de diverse partners zoals de FOD Financiën, FOD Sociale Zekerheid, FOD Economie en anderen cruciaal om dit type criminele en malafide organisaties uit onze economie te bannen. Het beroepsverbod, de ontbinding, andere strafrechtelijke veroordelingen en zeker ook de recuperatie van illegaal verkregen vermogen zijn middelen om dergelijke organisaties en hun kopmannen pijn te doen.

Ook de Europese Unie geeft blijk van een groeiende ambitie tot rechtstreekse strafrechtelijke handhaving. Daarvoor bestaan al enkele strafrechtelijke agentschappen zoals Eurojust, Europol en OLAF. Met de oprichting van het **Europees Openbaar Ministerie (EOM)** is nu een eigen onafhankelijk vervolgingsorgaan bevoegd om, los van de nationale parketten, strafbare feiten te onderzoeken, verdachten te vervolgen en voor de nationale strafrechtbanken te brengen. De materiële bevoegdheid strekt zich uit tot strafbare feiten die de financiële belangen van de EU schaden. Die financiële schade wordt volgens een rapport van de Europese Commissie geraamd op jaarlijks ongeveer 500 miljoen euro aan frauduleuze onregelmatigheden. Daarbovenop komt een verlies van ongeveer 50 miljard euro voor de lidstaten en de Unie door grensoverschrijdende btw-fraude. De oprichting van het EOM moet de afhankelijkheid van de medewerking door de lidstaten doorbreken en zorgen voor een betere grensoverschrijdende samenwerking.

3.11. Phishing

De laatste jaren maakt phishing meer en meer slachtoffers in ons land. Het internationale karakter van dit

de ce type d'escroquerie complique la lutte contre ce phénomène. Des moyens ont été affectés au recrutement de cybermagistrats supplémentaires et, grâce à une nouvelle circulaire, nous voulons parvenir à un processus de travail uniforme dans lequel une communication rapide entre la police, la Justice et le secteur financier est cruciale. Ainsi, les choses pourront avancer rapidement et nous évitons les doubles emplois. La possibilité d'une requête "circulaire" sera également examinée plus en détail. Dans l'intérêt des victimes, la Justice a assumé un rôle de facilitateur et de coordinateur dans le développement d'une application numérique qui permettra de lutter plus efficacement contre le phishing. L'outil numérique est développé par la police fédérale.

3.12. La lutte contre la violence sexuelle

Les centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) prouvent chaque jour leur valeur ajoutée. Il s'agit de lieux où les victimes reçoivent une aide médicale et psychologique, où sont recueillis des échantillons comme éléments de preuve et où elles peuvent immédiatement porter plainte à la police. Cette approche multidisciplinaire se traduit par une augmentation du taux de plainte, d'une amélioration de la charge de la preuve, d'une baisse du nombre de classements sans suite et d'une hausse du nombre de condamnations d'auteurs. Il y aura un centre de prise en charge dans chaque province. En 2022, les centres de Louvain et de Roulers ont ouvert leurs portes, portant le total à sept. L'ouverture des centres de Genk, Namur et Arlon est prévue pour le printemps 2023.

Fin 2022 et début 2023, des campagnes locales d'information et de sensibilisation seront lancées pour promouvoir les centres de prise en charge, notamment dans les écoles. À l'été 2023, une fois que les 10 centres de prise en charge seront opérationnels, une campagne nationale sera organisée en collaboration avec l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). Un lien vers les centres de prise en charge a également été ajouté à Police-on-web afin d'orienter rapidement les victimes vers l'aide adéquate. Les préparatifs techniques pour l'enregistrement en ligne des violences sexuelles ont eu lieu l'année dernière. Actuellement, la police est en concertation avec le Collège des procureurs généraux à ce sujet.

Le projet pilote **Code 37**, prévoyant une approche médico-légale dans les dossiers de faits de mœurs et initialement lancé en coopération avec le parquet d'Anvers, a entraîné une diminution du nombre de classements sans suite et une augmentation du nombre de condamnations. Le projet a été amélioré en vue d'une mise en œuvre nationale, en priorité auprès des parquets des arrondissements où se trouve déjà un centre de prise en

soort oplichterij bemoeilijkt de strijd ertegen. Er zijn middelen uitgetrokken om extra cybermagistraten aan te werven en met een nieuwe omzendbrief willen we tot een uniform werkproces komen waarbij snelle communicatie tussen de politie, justitie en de financiële sector van cruciaal belang is. Op die manier wordt er kort op de bal gespeeld en kan dubbel werk vermeden worden. De mogelijkheid tot een doorloopvordering zal bij deze ook verder bekeken worden. In het belang van de slachtoffers heeft justitie een faciliterende en coördinerende rol opgenomen bij de ontwikkeling van een digitale applicatie waarmee de strijd tegen phishing efficiënter en effectiever kan gebeuren. De digitale tool wordt door de federale politie ontwikkeld.

3.12. De strijd tegen seksueel geweld

De **Zorgcentra na Seksueel Geweld** (ZSG) bewijzen elke dag hun meerwaarde. Het zijn plaatsen waar slachtoffers medische en psychologische hulp krijgen, sporen laten afnemen in het kader van de bewijsvoering en meteen aangifte kunnen doen bij de politie. Deze multidisciplinaire aanpak zorgt voor een hogere aangiftegraad, betere bewijslast, minder seponeringen en meer veroordelingen van daders. In elke provincie komt een Zorgcentrum. In 2022 openden de centra van Leuven en Roeselare en daarmee staat de teller op 7. In het voorjaar van 2023 staat de opening van de centra van Genk, Namen en Aarlen op de planning.

Eind 2022 en begin 2023 worden lokale informatie- en sensibiliseringscampagnes rond de zorgcentra opgestart, onder meer in scholen. In de zomer van 2023, eens alle tien zorgcentra operationeel zijn, komt er een nationale campagne in samenwerking met het Instituut voor Gelijkheid Vrouwen en Mannen (IGVM). Er werd ook een link naar de zorgcentra toegevoegd aan Police-on-web om slachtoffers snel naar de juiste ondersteuning door te verwijzen. De technische voorbereidingen om seksueel geweld online te registreren, gebeurden het voorbije jaar. Momenteel is de politie hierover in overleg met het College van procureur-generaals.

Het pilootproject **Code 37** met een forensische aanpak in zedendossiers, initieel gestart in samenwerking met het parket Antwerpen, resulteerde in een daling van het aantal seponeringen en een stijging van het aantal veroordelingen. Het project werd verbeterd met het oog op een nationale invoering, prioritair bij de parketten in de arrondissementen waar zich al een zorgcentrum bevindt. Momenteel nemen de parketten

charge. Actuellement, les parquets d'Anvers, Malines, Turnhout, Bruxelles, Mons et Tournai participent à ce projet pilote. Ils sont assistés par un conseiller forensique de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC). Des discussions sont en cours avec plusieurs autres parquets. En 2023, un budget supplémentaire est prévu pour l'INCC, pour l'équipement scientifique et le recrutement de trois experts légistes supplémentaires. Nous rédigeons également un projet de loi visant à simplifier les tests ADN en cas de violences sexuelles afin qu'aucune preuve ne soit perdue. Le profilage ADN dans les affaires de mœurs deviendra ainsi la règle.

Nous avons également examiné comment accroître le volume et la capacité de la **base de données ViCLAS** (Violent Crime Linkage Analysis System). ViCLAS est une base de données spécialisée qui permet d'établir des liens entre les crimes impliquant un mobile sexuel, un comportement sexuellement déviant ou une violence extrême. Grâce à des questionnaires standardisés, des liens peuvent être établis entre différentes infractions, ce qui permet de traquer les auteurs. La base de données existe en Belgique depuis 2003 et a depuis lors été alimentée par des informations issues de dossiers de meurtres et de viols non résolus. Ainsi, le comportement verbal, physique et sexuel de l'auteur est saisi dans la base de données. Cette base de données d'expertise compte actuellement 10.500 infractions, dont quelques 3.900 ont été résolues. La COL 4/2020 et le plan d'action correspondant garantissent un flux d'informations plus intensif et de meilleure qualité au sein de la police et vers la magistrature. Le fonctionnement et les procédures internes ont été standardisés sur la base d'un benchmarking avec des partenaires européens, entre autres, et ont donné lieu à des manuels pour les collaborateurs. Des travaux sont en cours pour relier les bases de données ViCLAS à celles d'autres pays.

Nous mettons davantage l'accent sur l'aspect humain dans le cadre du traitement des affaires de mœurs. Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Conseil supérieur de la Justice, nous veillerons à assurer une **communication** proactive, claire et compréhensible avec la victime. Nous mettrons également à jour la formation d'inspecteur rice des mœurs. Nous accordons une attention particulière aux thèmes de l'accueil et du traitement des victimes par la police. L'objectif est de proposer cette formation actualisée d'ici mi-2023.

Nous nous attaquons à la **violence sexuelle en ligne**. En 2022, nous nous sommes concertés avec les géants de la technologie Meta et Google sur la manière d'affiner la loi du 4 mai 2020 visant à combattre la diffusion non consensuelle d'images et d'enregistrements à caractère sexuel. Cet affinement permettrait aux entreprises de médias sociaux d'intervenir plus rapidement afin que la

van Antwerpen, Mechelen, Turnhout, Brussel, Bergen en Doornik deel. Zij worden bijgestaan door een forensisch adviseur van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC). Met diverse andere parketten lopen de gesprekken. In 2023 wordt bijkomend budget voorzien voor het NICC, voor wetenschappelijke apparatuur en de aanwerving van drie extra forensische experts. We stellen ook een wetsontwerp op dat het DNA-onderzoek bij seksueel geweld vereenvoudigt zodat er geen bewijs verloren gaat. Het opstellen van een DNA-profiel in dossiers van seksuele misdrijven zal zo de regel worden.

Er werd eveneens onderzocht hoe het volume en de capaciteit van de **ViCLAS-databank** (Violent Crime Linkage Analysis System) uitgebreid kon worden. ViCLAS is een expertisedatabank die toelaat linken te leggen tussen delicten waar er sprake is van een seksueel motief, seksueel afwijkend gedrag of extreem geweld. Via gestandaardiseerde vragenlijsten kunnen er verbanden worden gelegd tussen verschillende feiten waardoor daders kunnen worden opgespoord. De databank bestaat in België sinds 2003 en wordt sindsdien gevoed met informatie over niet opgeloste moord-, en verkrachtingszaken. Zo wordt het verbaal, fysiek en seksueel gedrag van de dader gevat in de databank. Momenteel zitten er 10.500 feiten in deze expertise-databank, waarvan er zo'n 3.900 werden opgelost. De COL 4/2020 en bijhorend actieplan zorgen voor een intensere en betere informatiedoorstroming bij de politie en naar de magistratuur. Interne procedures en werking werden gestandaardiseerd op basis van benchmarking bij onder andere Europese partners en resulteerden in handleidingen voor de medewerkers. Er wordt werk gemaakt van de connectie van de ViCLAS-databanken met die van andere landen.

We hebben aandacht voor nog meer menselijkheid in het behandelen van zedenzaken. In het kader van de uitvoering van de aanbevelingen van de Hoge Raad voor Justitie zorgen we voor een proactieve, heldere en begrijpelijke **communicatie** met het slachtoffer. Daarnaast actualiseren we de opleidingen tot zedeninspecteur. We hebben extra aandacht voor de thema's politieel onthaal en bejegening. Het is de bedoeling om deze vernieuwde opleiding tegen midden 2023 aan te bieden.

We pakken **online seksueel geweld** aan. In 2022 is er overleg geweest met technologiegiganten Meta en Google over de vraag hoe we de wet ter bestrijding van niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte beelden en opnames van 4 mei 2020 kunnen verfijnen. Door deze verfijning zouden sociale mediabedrijven sneller kunnen ingrijpen zodat de ongewenste verspreiding

diffusion non désirée d'images puisse être annulée dès que possible. Un projet de loi est en cours d'élaboration.

Nous mettons à jour les **accords de coopération** flamands, wallons et bruxellois en matière de traitement et d'accompagnement des auteurs d'abus sexuels. Ces travaux sont en bonne voie, en coopération avec les ministres régionaux de la Justice. Les textes définitifs seront rédigés à l'automne 2022.

3.13. La lutte contre la violence intrafamiliale

L'**alarme mobile contre le harcèlement** offre une importante plus-value aux victimes de harcèlement en termes de sécurité et de prévention dans les situations potentiellement très dangereuses. Après le projet pilote lancé dans la zone de police de Gand, nous avons entamé la mise en œuvre au niveau national. Les zones de police de Flandre occidentale et de Flandre orientale l'utilisent depuis mars 2022. Au début du mois d'octobre 2022, 44 alarmes mobiles anti-harcèlement étaient en circulation.

Un nombre croissant d'**interdictions temporaires de résidence** sont imposées grâce à une sensibilisation et une popularité accrues. L'évaluation de la COL 18/2012 est en cours et sera achevée au plus tard à la fin de 2022, après quoi de nouvelles initiatives pourront être prises. En outre, un groupe de travail a été mis en place en vue d'améliorer et de simplifier cette procédure.

Un **outil d'évaluation des risques** de soutien stratégique a été élaboré pour surveiller la violence entre partenaires. En outre, la circulaire COL 15/2020 stipule que les services de police et les parquets doivent utiliser le formulaire d'évaluation des risques en matière de violence entre partenaires. À terme, les données de ces formulaires devraient être structurées numériquement et incluses dans un nouvel outil d'évaluation des risques opérationnel. Cet outil d'évaluation des risques est actuellement en cours de création, en concertation avec les différents acteurs concernés.

En plus de mettre les jugements à disposition sous forme numérique, nous nous concentrons sur un meilleur soutien numérique aux victimes dans la chaîne de justice pénale. Par exemple, dans les dossiers de violence intrafamiliale, de violence sexuelle et d'homicide ou de meurtre, les personnes concernées peuvent déjà **accéder à leur dossier par voie numérique** au moment où le dossier est susceptible d'être transmis au tribunal.

La plateforme I+Belgium, la base de données contenant les personnes sous libération conditionnelle, sera

van beelden zo snel mogelijk teniet kan worden gedaan. Een wetsontwerp is in de maak.

We actualiseren de Vlaamse, Waalse en Brusselse **samenwerkingsakkoorden** inzake de behandeling en begeleiding van daders van seksueel misbruik. Dit is volop bezig in samenwerking met de regionale ministers van Justitie. De finale teksten worden in het najaar van 2022 opgemaakt.

3.13. De strijd tegen intrafamiliaal geweld

Het **mobiel stalkingalarm** biedt slachtoffers van stalking een grote meerwaarde op het vlak van veiligheid en preventie in levensbedreigende situaties. Na het pilootproject in de politiezone Gent is de nationale invoering begonnen. De politiezones in West-Vlaanderen en Oost-Vlaanderen maken hier sinds maart 2022 gebruik van. Begin oktober 2022 waren 44 mobiele stalkingalarmen in omloop.

Er wordt een groeiend aantal tijdelijke **huisverboden** opgelegd dankzij een grotere bekendheid en bewustwording. De evaluatie van de COL 18/2012 is lopende. Uiterlijk eind 2022 zal de evaluatie afgerond zijn, waarna verdere initiatieven kunnen worden genomen. Daarnaast is er een werkgroep opgericht die ijvert voor de verbetering en vereenvoudiging van deze procedure.

Er werd een beleidsondersteunende **risicotaxatietool** gebouwd om partnergeweld op te volgen. Bijkomend voorziet de omzendbrief COL 15/2020 dat de politiediensten en de parketten gebruik moeten maken van het risicotaxatieformulier inzake partnergeweld. Op termijn moeten de data uit deze formulieren digitaal gestructureerd doorstromen en opgenomen worden in een nieuwe operationele risicotaxatietool. Deze risicotaxatietool is momenteel, in overleg met de verschillende betrokken actoren, in opbouw.

Naast het digitaal aanbieden van het vonnis focussen we op een betere digitale ondersteuning van de slachtoffers in de strafuitvoeringsketen. Zo kunnen betrokkenen in zaken van intrafamiliaal geweld, seksueel geweld en moord of doodslag hun **dossier** reeds **digitaal inkijken** op het moment het dossier in staat is om doorverwezen te worden naar de rechtbank.

Het platform I+Belgium, de databank met voorwaardelijk vrijgelaten personen, wordt vervangen door **JustSignal**.

remplacée par **JustSignal**. Cette base de données sera reliée aux autres bases de données policières et judiciaires en 2023.

Nous aiderons les communautés à développer davantage les **Family Justice Centers**.

Le nouveau Code pénal introduit une nouvelle forme aggravée d'homicide: l'**homicide intrafamilial**. L'homicide intrafamilial est défini comme l'homicide d'un partenaire ou d'un descendant ou ascendant en ligne directe. Cet homicide, qu'il soit prémédité ou non, est passible d'une peine de niveau 8, à savoir l'emprisonnement à perpétuité. Ainsi, la forme ultime de la violence entre partenaires est explicitement incluse dans le Code pénal, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui. La peine est alourdie par rapport au Code pénal actuel en permettant une peine privative de liberté à perpétuité.

La proposition de nouveau code pénal comprend une nouvelle forme (aggravée) d'homicide, à savoir l'**homicide commis dans le cadre d'une autre infraction**. Il porte le montant de la peine prévue pour l'homicide à l'emprisonnement à perpétuité si l'homicide a été commis pour faciliter la commission d'une autre infraction. Cette nouvelle disposition vise, par exemple, l'auteur d'un viol qui tue sa victime afin que celle-ci ne puisse pas le dénoncer ou le reconnaître.

En outre, le fait de commettre des actes de **violence intrafamiliale en présence d'un enfant mineur** constitue un facteur aggravant au moment de déterminer le montant de la peine.

Un avant-projet de loi visant à prévenir et lutter **contre les féminicides et les homicides basés sur le genre** est en cours d'élaboration avec la secrétaire d'État à l'Égalité des chances et la ministre de l'Intérieur.

Dans le cadre de la lutte contre les violences intrafamiliales, le parlement a adopté la résolution 1844/004 le 22 avril 2021. Cette démarche vise à mettre en place d'une approche multidisciplinaire et prioritaire des violences intrafamiliales, dans tous les domaines d'action.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et les filles, comme défini dans l'**ODD 5**.

Deze databank wordt in 2023 gekoppeld aan de andere politionele en justitiële databanken.

We ondersteunen de gemeenschappen bij de verdere uitbouw van de **Family Justice Centers**.

In het nieuw Strafwetboek wordt een nieuwe verzwaarde vorm van doodslag ingevoegd: **intrafamiliale doodslag**. De intrafamiliale doodslag wordt gedefinieerd als een doodslag op een partner of in de rechte neerdelende of opgaande lijn. Deze doodslag wordt, ongeacht of er sprake is van voorbedachtheid, bestraft met een straf van niveau 8, zijnde een levenslange gevangenisstraf. Op deze manier wordt de ultieme vorm van partnergeweld expliciet opgenomen in het Strafwetboek, wat vandaag niet het geval is. De straf wordt verhoogd in vergelijking met het huidige Strafwetboek, doordat een levenslange vrijheidsberovende straf kan worden opgelegd.

Het voorstel van nieuw Strafwetboek bevat een nieuwe (verzwaarde) vorm van doodslag, namelijk **doodslag gepleegd in het kader van een ander misdrijf**. Het verhoogt de strafmaat gesteld op doodslag tot een levenslange gevangenisstraf indien de doodslag werd gepleegd om het plegen van een ander misdrijf te vergemakkelijken. Deze nieuwe bepaling viseert bijvoorbeeld de dader van een verkrachting die zijn slachtoffer doodt om ervoor te zorgen dat deze hem niet zou kunnen aangeven of herkennen.

Daarnaast is het plegen van **intrafamiliaal geweld in aanwezigheid van een minderjarig kind** een verzwaarde factor bij het bepalen van de strafmaat.

Samen met de staatssecretaris voor Gelijke kansen en de minister van Binnenlandse Zaken wordt gewerkt aan een voorontwerp van wet inzake de preventie en **bestrijding van feminicides en gendergerelateerde dodingen**.

In het kader van de strijd tegen intrafamiliaal geweld nam het parlement op 22 april 2021 de resolutie 1844/004 aan. Hiermee wordt een multidisciplinaire en prioritaire aanpak van intrafamiliaal geweld beoogd, over alle beleidsdomeinen heen.

Deze maatregelen kaderen in het bevorderen van gendergelijkheid en de empowerment van vrouwen en meisjes, zoals uitgewerkt in **SDG 5**.

3.14. Infractions environnementales

Un avant-projet de criminalisation de l'écocide est en cours d'élaboration de manière bilatérale avec la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal. Ces dispositions seront intégrées dans le nouveau Code pénal. Ce faisant, nous montrons la voie en tant que pays d'Europe pour punir sévèrement les auteurs de dommages graves à l'environnement, à grande échelle ou permanents. L'incrimination de l'écocide s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les crimes environnementaux.

L'avis du Collège des cours et tribunaux et du Collège des procureurs généraux a été sollicité pour désigner un **magistrat de référence** dans chaque parquet pour les infractions spécifiques au droit de l'environnement, ainsi qu'un juge spécialisé en la matière qui pourrait traiter les affaires environnementales portées par le parquet. Sur la base de ces avis, la spécialisation du droit de l'environnement dans les tribunaux et les parquets sera ancrée et intégrée dans le Code judiciaire. Le département Santé publique et criminalité environnementale de la police fédérale coordonne la formation environnementale des policiers. Pour 2023, l'accent sera mis sur les formations relatives à la détection des irrégularités et des infractions dans les transferts de déchets et sur une plus grande uniformité dans la répression des escroqueries organisées, notamment internationales, dans le domaine des déchets, des plantes et des animaux protégés, de l'écofraude et de la pharmacriminalité. Il y aura un éco-formulaire numérique qui pourra également être utilisé sur mobile.

Le réseau d'expertise des magistrats de l'environnement se réunit également deux fois par an avec des représentants de la police afin de mieux définir les lignes d'action en matière d'application des lois environnementales et d'unifier l'approche.

Avec ces mesures, nous contribuons à l'**ODD 15** et à l'**ODD 14**. Celles-ci s'engagent à protéger, promouvoir et restaurer les écosystèmes sur le continent, d'une part, et sur l'eau, d'autre part.

3.15. La sécurité routière

Dans l'accord de gouvernement, le gouvernement a souscrit à l'objectif stratégique européen de parvenir, d'ici 2050, à la "vision zéro", soit aucun mort sur les routes, en passant par un objectif intermédiaire d'une réduction de moitié, soit 320 d'ici 2030. Comparé aux autres pays européens, notre pays compte un nombre

3.14. Milieumisdrijven

In bilateraal overleg met de minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal wordt gewerkt aan een voorontwerp van strafbaarstelling van ecocide. Deze bepalingen worden geïntegreerd in het nieuwe Strafwetboek. We lopen daarbij als land voorop in Europa om het aanbrengen van ernstige schade aan het milieu, die grootschalig en die kan worden gedefinieerd als het geheel van gedragingen die onwettige aanvallen op het milieu vormen. Ecocide viseert milieuschade die transregionaal of -nationaal is, altijd met een link met ons land, streng te bestraffen. De strafbaarstelling van ecocide kadert in de context van de bestrijding van milieucriminaliteit.

Het advies van het College van de hoven en rechtbanken en van het College van procureurs-generaal werd ingewonnen om in elk parket een **referentiemagistraat** aan te stellen voor misdrijven die specifiek zijn voor het milieurecht, alsook een in deze materie gespecialiseerde rechter die de milieuzaken zou kunnen behandelen die door het parket worden aangebracht. Op basis van deze adviezen zal de specialisatie milieurecht bij de rechtbanken en bij het parket worden verankerd en geïntegreerd in het Gerechtelijk Wetboek. De dienst Public Health and Environmental Crime van de federale politie coördineert de milieu-opleidingen voor politiemensen. Voor 2023 wordt ingezet op cursussen rond het detecteren van onregelmatigheden en inbreuken bij afvaltransporten en op meer uniformiteit bij de politionele aanpak van georganiseerde en vooral internationale afvalzwendel, zwendel in beschermde planten en dieren, ecofraude en pharmacrime. Er komt een digitaal eco-formulier dat ook mobiel kan worden gebruikt.

Het expertisenetwerk van milieumagistraten komt ook halfjaarlijks samen met vertegenwoordigers van de politie om de lijnen rond milieuhandhaving verder uit te zetten en de aanpak te uniformiseren.

Met deze maatregelen dragen we bij aan **SDG 15** en **SDG 14**. Deze zetten in op de bescherming, bevordering en het herstel van ecosystemen op enerzijds het vasteland, en anderzijds het water.

3.15. Verkeersveiligheid

De regering heeft in het regeerakkoord de Europese doelstelling "vision zero" van nul verkeersdoden tegen 2050 onderschreven, met een tussentijdse doelstelling van 320 tegen 2030. In vergelijking met andere Europese landen telt ons land nog een te hoog aantal dodelijke verkeersslachtoffers. De mortaliteit in het verkeer situeert

bien trop élevé de victimes de la route. La mortalité routière se situe principalement sur nos autoroutes où la vitesse demeure une cause majeure. C'est pourquoi nous augmentons les risques d'être pris pour les fanatiques de la vitesse.

En 2022, le dispositif des **marges de tolérance et les quotas** a été progressivement supprimé pour les radars tronçons sur les autoroutes. En septembre, cette opération a été entièrement finalisée, l'ensemble des radars tronçons installés sur nos autoroutes fonctionnent désormais de manière uniforme dans tout le pays: 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 avec uniquement application de la marge d'erreur technique. Cette démarche semble produire un certain résultat. En effet, la vitesse moyenne sur les autoroutes, où sont installés des radars tronçons, a diminué de 10 kilomètres heure. Pour pouvoir traiter l'afflux accru de dossiers, les centres régionaux de traitement (CRT) ont été renforcés. En effet, le nombre collaborateurs dans les CRT est passé de 68 en octobre 2020, à 104 en octobre 2022. Les résultats sont visibles, le nombre d'amendes infligées aux automobilistes étrangers ayant notamment doublé en un an.

Le nouveau **parquet pour la sécurité routière** centralisé, récemment créé, assure le traitement administratif uniforme des amendes routières dont 80 % sont perçues immédiatement. Il s'agit le plus souvent de dossiers simples, mais qui prennent du temps. Depuis son lancement le 1^{er} juillet 2022, la charge administrative des parquets de police locaux diminue. Ce qui leur permet ainsi de se concentrer sur le traitement des infractions routières plus graves. Le parquet pour la sécurité routière est encore en cours de déploiement et son plan de personnel prévoit 45 collaborateurs d'ici fin 2022, dont 70 % ont déjà été recrutés.

La Justice soutient l'introduction d'un **permis de conduire à points** comme le prévoit l'accord de gouvernement. Les retraits de permis de conduire seront numérisés au moyen de la plateforme Mercury, l'objectif étant de combattre la fraude et la surcharge de travail administratif.

Conclusion

La Justice veille à ce que les règles et les lois adoptées démocratiquement soient respectées. Son rôle est de nous protéger. Elle règle les différends de manière pacifique, se prononce sur la culpabilité ou la non-culpabilité au nom de la société, enquête sur les crimes et impose des peines appropriées. Le pouvoir judiciaire veille sur nos libertés et nos droits fondamentaux et contrôle les pouvoirs législatif et exécutif. En d'autres termes, la Justice constitue le fondement de notre société. Son

zich vooral op onze autosnelwegen en snelheid blijft een belangrijke killer. Daarom verhogen we de pakkans voor snelheidsduivels.

In 2022 zijn de **tolerantiemarges en quota** bij trajectcontroles op de autosnelwegen stelselmatig afgeschaft. In september werd dit volledig afgerond en werken de trajectcontroles op snelwegen overal in het land uniform: 24/7 en enkel nog volgens de technische foutenmarge. Dit blijkt effect te hebben. De gemiddelde snelheid op de snelweg, waar zich trajectcontroles bevinden, daalt met 10 kilometer per uur. Om de verhoogde toestroom aan dossiers te kunnen verwerken werden de Gewestelijke Verwerkingscentra (GVC's) versterkt. Het aantal medewerkers bij de GVC's is gestegen van 68 in oktober 2020 naar 104 in oktober 2022. De resultaten zijn zichtbaar. Zo is het aantal boetes voor buitenlandse automobilisten op 1 jaar tijd verdubbeld.

Het nieuw opgerichte en gecentraliseerde **parquet voor de verkeersveiligheid** staat in voor een uniforme administratieve afhandeling van verkeersboetes, waarvan 80 % onmiddellijke inningen zijn. Dit zijn veelal eenvoudige dossiers maar nemen wel wat tijd in beslag. Sinds de start van het parquet voor de verkeersveiligheid op 1 juli 2022 verlaagt de administratieve werklast bij de lokale politieparketten. Zo kunnen zij zich focussen op de afhandeling van zwaardere verkeersovertredingen. Het parquet voor de verkeersveiligheid is nog in uitbouw en voorziet in haar personeelsplan 45 medewerkers tegen het einde van 2022, waarvan 70 % reeds zijn aangeworven.

Justitie steunt de invoering van een **rijbewijs met punten** zoals bepaald in het regeerakkoord. Intrekkingen van rijbewijzen worden gedigitaliseerd met de hulp van het Mercurius-platform. Het doel is fraude en administratieve overlast tegen te gaan.

Conclusie

Justitie zorgt ervoor dat de regels en wetten die we democratisch hebben afgesproken, worden gerespecteerd. Het beschermt ons. Het klaart disputen op een vredige manier uit, oordeelt namens de samenleving over schuld en onschuld, onderzoekt misdaden en zorgt voor een gepaste straf. De rechterlijke macht waakt over onze fundamentele rechten en vrijheden en controleert de wetgevende en uitvoerende macht. Justitie is met andere woorden het fundament van onze maatschappij.

sous-financement structurel depuis plusieurs décennies avait toutefois provoqué un certain nombre de brèches dans l'édifice de sorte que notre appareil judiciaire n'était plus à la hauteur des défis sociaux de notre siècle.

La Justice se trouvait à la croisée des chemins, mais avec "Le nouveau départ pour la Justice", nous nous sommes engagés dans la bonne voie, celle qui fera entrer la Justice dans le XXI^e siècle. Nous n'allons cependant pas pouvoir réaliser, du jour au lendemain, tous nos objectifs pour rendre la Justice plus rapide, plus humaine et plus ferme. Cette transformation prendra certainement une décennie. A l'instar d'une maison que l'on rénove tout en y habitant, il convient de procéder de manière planifiée et par étapes. Mais, il est évident que le virage est amorcé. Les réalisations concrètes sur le terrain, au niveau de la législation et de la politique menée, le prouvent.

Cette révolution n'aurait jamais été possible sans l'attitude très constructive des membres du Collège des cours et tribunaux, du Collège du ministère public, de l'entité Cassation, du SPF Justice, de la Sûreté de l'État, de la Police judiciaire fédérale, de l'Institut de Formation judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice, de la Cour constitutionnelle, de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie, de l'administration pénitentiaire, de Crossborder ainsi que des nombreux groupes professionnels. Ensemble, avec tous ces partenaires, nous continuons à travailler chaque jour pour que la Justice redevienne un appareil d'État performant, durable et armé pour répondre aux nombreux défis de ce siècle. La Team Justice est prête à relever le défi.

Le ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

Decennialange structurele onderfinanciering zorgde echter voor barsten in dat fundament. Ons justitieel apparaat was niet meer bestand tegen de maatschappelijke uitdagingen van deze eeuw.

Justitie stond op een kruispunt, maar is bij 'De nieuwe start voor justitie' de juiste weg ingeslagen. Het is de weg die justitie eindelijk de 21^e eeuw zal binnenlooden. Onze doelstellingen om justitie sneller, menselijker en straffer te maken, zullen we echter niet van vandaag op morgen realiseren. Deze transformatie zal een heel decennium in beslag nemen. Een huis verbouwen terwijl je erin woont, moet planmatig en gefaseerd gebeuren. Maar het mag duidelijk zijn dat de ommekeer is ingezet. De concrete realisaties op het terrein, op wetgevend vlak en op beleidsmatig vlak bewijzen dat.

Die kentering was nooit mogelijk geweest zonder de zeer constructieve houding van de mensen van het College van de hoven en rechtbanken, het College van het openbaar ministerie, de Entiteit Cassatie, de FOD Justitie, de Veiligheid van de Staat, de Federale Gerechtelijke Politie, het Instituut voor Gerechtelijke Opleiding, de Hoge Raad van de Justitie, het Grondwettelijk Hof, het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, het gevangeniswezen, Crossborder en de vele beroepsgroepen. Samen met hen werken we elke dag verder om van justitie opnieuw een performant overheidsapparaat te maken, toekomstbestendig en gewapend tegen de vele uitdagingen van deze eeuw. Team Justitie is er klaar voor.

De minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE